







5465

ABS. 1.86.188

1A

C. 14

2 wk

D. H. G.

Trad. par Etienne Maurillon

TRADUITE DE L'ANCIEN
HEBREU
PAR
M. LAMBERT

Handwritten signature or initials in cursive script, possibly reading "J. H. H." or similar, located at the top of the page.

DISCOURS
POLITIQUES,
TRADUITS DE L'ANGLAIS
DE DAVID HUME.
TOME PREMIER.

DISCOURS

DE DAVYD HUME

DE DAVYD HUME

DE DAVYD HUME

DE DAVYD HUME

—

1727

DISCOURS
POLITIQUES
DE MONSIEUR HUME
TRADUITS DE L'ANGLAIS.

*Magna pars, studiorum amœnitates quærimus :
quæ verò tractata ab aliis dicuntur immensæ subti-
litate, obscuris rerum tenebris premuntur.*

Plin. in Præf. ad Vespas.

TOME PREMIER,



A AMSTERDAM,

Et se vend à Paris,

Chez MICHEL LAMBERT, Libraire, rue
& à côté de la Comédie Française,
au Parnasse.

M. DCC. LIV.

DISCOURS

POLITIQUES

DE MONSIEUR HUME

TRADUITS DE FRANÇOIS

Monsieur Hume, l'auteur de ces discours, est un des plus grands hommes de son siècle, & de ceux qui ont le plus contribué à l'éclaircissement de l'esprit humain. Ses ouvrages ont été traduits dans toutes les langues, & ont été lues avec plaisir & avec profit.

TOME PREMIER.



A AMSTERDAM,

chez la Citoyenne

chez Monsieur L'Imprimeur, & chez Monsieur le Libraire, & chez Monsieur le Commissaire de la Cour de Commerce, & chez Monsieur le Commissaire de la Cour de Monnoie.

DECEMBER





PRÉFACE
DU TRADUCTEUR,
A MONSIEUR
LE DOCTEUR LAMI,
PROFESSEUR A FLORENCE.



Près m'avoir prévenu ,
MONSIEUR, par des
témoignages publics d'u-
ne estime que je vou-
drois mériter , trouvez bon que je
vous consacre ce monument de la
mienne , & recevez-le , du moins ,
comme un tribut de ma reconnois-
sance. On peut sans être soupçonné

de vûes intéressées, rendre hommage à un nom aussi célèbre que le vôtre dans les Lettres. Celui-ci vous étoit dû d'autant plus légitimement, que les fréquentes conversations que nous avons eûes ensemble sur une Nation à laquelle toute l'Europe rend aujourd'hui justice, sont un des motifs qui m'ont déterminé à traduire les DISCOURS POLITIQUES de M. H U M E. Ils vous prouveront, ce me semble, que si les Anglois, comme j'ai osé l'avancer, n'ont pas égalé les Italiens & les François dans les Arts de Goût, aucun Peuple ne les a surpassés dans des Arts qui étant beaucoup plus utiles, ne peuvent pas être moins nobles; je veux parler de ceux qui ont rapport à l'Agriculture & au Commerce, les deux véritables sources de toutes nos richesses. Quant à la prééminence que

les Anglois s'arrogent encore dans celui des Arts que l'on doit regarder comme le premier de tous , dans le grand Art du Gouvernement , leurs prétentions ne paroissent pas aussi bien fondées. A cet égard , l'expérience ne s'accorde pas avec le raisonnement ; il y a même apparence que la question ne sera pas de long-tems décidée.

Cependant sans prendre à la Lettre les éloges qu'ils font de leur Gouvernement , on ne peut s'empêcher d'en reconnoître les avantages en beaucoup de choses , spécialement à l'égard du Commerce. Ce n'est pas uniquement par la nature du Pays qu'ils habitent , qui étant une Isle , est si favorable à la Navigation , c'est sur-tout par leur Constitution politique qu'ils sont parvenus dans ce dernier Siècle à se rendre les Maîtres de la Mer. On

ne peut trop les louer de leur attention continuelle à conserver & même perfectionner, s'il est possible, une forme de Gouvernement, à laquelle ils doivent leur Liberté & leurs richesses. Tel est l'objet de ces Discours, & de ce grand nombre d'Écrits du même genre, qui commencent à devenir une École de Politique pour les autres Pays de l'Europe, qui ont secoué le joug de l'ignorance & de la superstition. Il n'est pas douteux que cette Étude ne soit une de celles qui contribuent le plus à l'utilité publique, & à la satisfaction des Particuliers qui s'y appliquent. Mais, comme M. HUME le remarque lui-même ailleurs, les Principes n'en sont pas toujours sûrs; le Monde est trop jeune encore, pour que l'on puisse établir en Politique aucune de ces vérités générales, qui demeurent vraies jus-

DU TRADUCTEUR. ix

qu'à la dernière postérité. Notre expérience ne remonte pas au-dessus de trois mille ans ; de sorte que non-seulement l'art de raisonner est encore défectueux dans cette Science, comme dans toutes les autres, mais nous n'avons pas même des matériaux suffisans pour fonder nos raisonnemens. Sçait-on de quel degré de vertu, comme de vice, la Nature humaine est susceptible, ou ce que peut opérer sur les Hommes une grande révolution dans l'éducation, les coutumes ou les principes ?

Si tant de causes, qui pendant une succession de Siècles varient & se combinent à l'infini, laissent quelque incertitude dans cette Science, comme elle a un objet certain, qui est le bonheur de la Société, nous n'en devons avoir que plus d'ardeur à pénétrer, parmi ces obs-

cunités , ce qu'il est donné à l'Esprit humain de connoître. De semblables Discussions Politiques seront toujours avantageuses par-tout où la force seule ne donnera pas la Loi.

J'avoue que des inventions utiles dans les Sciences & dans les Arts , paroissent avoir quelque chose de plus éclatant , je ne dis pas que ces Recherches , mais même qu'un système de Loix , dont le but est d'assurer la Tranquillité , le Bonheur & la Liberté d'une Nation : je ne fais cependant si les avantages qui résultent des Observations sur lesquelles de pareilles Loix sont fondées, ne sont pas en effet plus grands & plus sensibles. Quoique les autres Sciences spéculatives éclairent l'esprit , elles ne peuvent être de quelque utilité que pour le petit nombre de ceux qui les cultivent. A l'é-

gard des Arts pratiques , qui varient & multiplient les commodités & les jouissances de la vie ; il est certain que le bonheur de l'homme consiste moins dans l'abondance de ces objets , que dans la tranquillité & la sûreté avec lesquelles il les possède ; & il ne peut tenir ces avantages que d'un bon Gouvernement.

Ainsi un Ouvrage tel que l'*Esprit des Loix* , qui peut contribuer à perfectionner la Police générale d'un Etat , & par conséquent à la félicité publique (*a*) , est certainement l'usage le plus élevé & le plus grand de la raison & des lumières

(*a*) Les Anglois regardent eux-mêmes cet Ouvrage , comme le meilleur système de connoissance Politique qui ait encore paru dans le Monde.

acquises (a). Si un Poëte a pu dire :

Que qui forme les Rois est presque leur égal.

A plus forte raison est-il vrai que ces Génies supérieurs qui éclairent les Législateurs, méritent comme eux le titre de Bienfaiteurs du Genre humain , & en effet les uns & les autres sont également honorés par la postérité (b).

Ce grand objet d'être utile aux

(a) *Dignissima certe Scientiarum , hæc ipsa est , quæ ad Principes pertinet , hominesque in regendo genere humano occupatos.*
Hobbes de Cive.

(b) *Gratum est quod Patriæ Civem Populoque dedisti ,
Si facis ut Patriæ sit idoneus , utilis agris ,
Utilis & Bellorum & Pacis rebus agendis.*
Juvenal , Satyre XIV.

hommes mêmes qui sont encore à naître , est celui que s'est proposé l'Auteur de ces *Discours Politiques* ; & ce qui les rend plus estimables , il ne les a pas écrits pour sa Nation seule. Le Commerce est une des parties les plus essentielles de son Ouvrage ; les Anglois en ont beaucoup sur cette matiere , mais où manquent cet ordre & cette clarté , sans lesquelles on ne lit rien avec fruit : d'autres ne sont , pour ainsi dire , que des espèces de Manuels de Négocians , totalement inutiles pour un Homme qui n'est pas instruit. M. H U M E a puisé dans toutes ces sources une partie des connoissances , d'après lesquelles il établit ses Principes , non en Anglois prévenu , mais en Philosophe politique. Nul autre n'a mieux prouvé que lui , que les préjugés ont plus d'une fois aveuglé la Nation qui se

pique d'être la plus éclairée, & qu'en écoutant trop sa haine pour ses voisins, elle s'est souvent fait plus de tort qu'à eux-mêmes (a).

Après avoir rendu justice à cet Ecrivain si judicieux, je tiens trop

(a) L'Auteur des nouvelles Annales de l'Empire remarque qu'à la mort de l'Empereur Joseph, Charles VI. son Frere, se trouva Maître de presque toute la Hongrie soumise, des Etats héréditaires d'Allemagne florissans, du Milanois, du Mantouan, de Naples & Sicile, de neuf Provinces des Pays-Bas, & que si l'on avoit écouté en 1709. les Propositions de la France alors accablée, ce même Charles VI. auroit encore eu l'Espagne & le Nouveau Monde. Certainement c'étoit alors qu'il n'y auroit point eu de balance en Europe : cependant les Anglois qui avoient combattu uniquement pour cette balance, murmurèrent contre la Reine Anne qui la rétablit, tant la haine contre Louis XIV. prévaloit contre les Intérêts réels.

à l'honneur de ma Patrie & à la vérité, pour passer sous silence les obligations qu'a M. HUME à un Ouvrage François, qui n'a pas d'abord été assez goûté parmi nous, mais dont les Anglois, plus appliqués au Commerce, ont les premiers connu tout le prix. Je veux parler de l'*Essai* de M. MELON sur le Commerce. Comme je dois plus qu'un autre honorer la mémoire de ce Citoyen Philosophe, que j'ai eu le bonheur d'avoir pour Ami, j'ai trouvé un nouveau plaisir à traduire en notre Langue un Ouvrage qui justifie une partie de ses principes sur le Commerce, & auquel selon toutes les apparences son *Essai* a donné lieu.

Quoique M. HUME ait mieux exécuté le Plan qui lui avoit été tracé par l'Ecrivain François, j'ai cru devoir revendiquer la partie de

gloire, qui en appartient au premier Auteur. Je ne nierai pourtant pas que M. MELON lui-même ne dût beaucoup de choses aux Anglois ; mais s'il a emprunté d'eux des idées lumineuses , qui faisoient tout le mérite de quelques Livres où elles étoient éparfes , il a celui de les avoir le premier rassemblées dans un Corps d'Ouvrage Politique , où les principes liés les uns aux autres , se prêtent mutuellement une nouvelle force. Il en est plusieurs sur lesquels il s'est peu étendu , parce qu'il a cru qu'il suffisoit à son dessein de les faire appercevoir , il n'en a même donné beaucoup d'autres que comme des germes aisés à développer. Il déclare expressément qu'un des objets qu'il s'étoit proposé dans son Essai , étoit d'engager de bons esprits à travailler sur une matiere si digne de les exercer. Il y a pleinement

ment réuſſi. Son Livre, quelque bon qu'il ſoit, a donné lieu à un autre encore meilleur, c'eſt celui de M. H U M E.

A la vérité, cet Auteur avoit déjà prouvé par différens Ouvrages (a) qu'il n'avoit pas beſoin d'être excité ; ſes premiers Eſſais ſont d'un Maître qui pouvoit ſe paſſer de guide : cependant comme M. MELON l'avoit précédé dans cette nouvelle carrière, il a trouvé plus ſage de le conſulter, mais au lieu de le ſuivre pas à pas, il le quitte & le redreſſe même toutes les fois qu'il s'égaré. Il examine ces principes, il développe ces germes que l'Auteur Fran-

(a) *Essays Moral and Philosophical.*

Philosophical Essays concerning Human Underſtanding.

By D A V I D H U M E, Eſq.

Tome I.

çois n'avoit fait qu'entasser. Il n'est pas moins attentif à relever un Paradoxe, qu'à mettre la vérité dans tout son jour ; il distingue les maximes solides des raisonnemens captieux. Il démêle dans un systéme de Finances qui paroît multiplier les richesses d'un État, le vice secret qui en épuise la source. C'est ainsi que la main d'un Jardinier habile fait retrancher une branche de belle apparence, mais qui nuiroit essentiellement à l'arbre, pour ne laisser subsister que celle où il remarque ces germes féconds qui doivent donner le fruit.

L'Essai de M. MELON ressemble à l'Ouvrage si fameux de BACON, intitulé *Cogitata & visa* (a), la

(a.) *De interpretatione Naturæ, sive de inventionione Rerum & Operum.*

source de tant de Livres Philosophiques, donnés pour Originaux, & qui n'en sont que de purs Commentaires. Plusieurs François qui depuis ont écrit sur le Commerce, se sont fait honneur des principes de cet Essai (a) qu'ils ont plus ou moins heureusement appliqués aux matieres qu'ils ont traitées. Je ne dirai pas la même chose des *Discours* de M. H U M E, ils sont d'un ordre supérieur : avec ce qu'il a emprunté d'ailleurs, il y a dans son Ouvrage tant de choses qui ne sont qu'à lui, que son Livre a tout le mérite d'un excellent Original.

(a) Scito enim conferentem Auctores, me deprehendisse à juratissimis & proximis veteres transcriptos ad verbum, neque nominatos. Pline; Lib. I.

Il a de commun avec M. MELON d'avoir toujours eu pour objet le bien public en général & celui de sa Nation en particulier : j'ai tâché par des Notes de concourir aux mêmes vûes. Je n'ai rien oublié de tout ce que j'ai cru pouvoir contribuer à rendre cette Traduction plus utile. J'ai eu l'attention de faire remarquer au Lecteur les Articles sur lesquels ils sont entièrement d'accord, tels que celui du Luxe en particulier (a), & ceux où ils sont d'un avis diamétralement opposé, tels que les Dettes d'un Etat, l'uti-

(a) Les Auteurs du Journal Etranger, pour faire connoître le Livre de M. HUME, n'auroient pas dû choisir son Discours sur le Luxe, puisque c'est celui qui est le moins original : en tout cas il étoit de leur devoir d'en avertir le Lecteur.

lité des Papiers de Crédit , Banques , Annuités & autres Fonds publics , le Chapitre de l'Esclavage , &c.

C'est en effet , comme le dit M. MELON lui-même , de différens Ecrits , souvent contradictoires , que la vérité viendra éclairer le Législateur , qui , placé comme au centre où toutes les lignes aboutissent , n'aura plus besoin que de l'esprit de discernement pour choisir & exécuter. Tels étoient les sentimens de ce Philosophe : je l'ai assez connu pour assurer qu'il tenoit plus à la vérité qu'à ses opinions , & à l'utilité publique qu'aux systêmes qu'il croyoit pouvoir lui faire le plus d'honneur.

J'ai été témoin qu'il a pressé plus d'une fois M. DU TOR , qui pensoit autrement & plus juste que lui

sur l'Article des Monnoies , de rendre public l'Ouvrage que celui-ci n'a fait imprimer qu'après la mort du premier (a) , Ouvrage qui n'est pas aussi bien fait qu'il pourroit l'être , mais qui s'il pèche par la forme , est précieux par le fonds. La solidité des raisonnemens , & l'évidence des calculs de M. Du Tot , prouvent invinciblement que M. M E L O N emporté par l'esprit de systême , n'avoit pas assez médité un des points capitaux de son Essai.

(a) *Réflexions Politiques sur les Finances & sur le Commerce* , où l'on examine quels ont été sur les Revenus , le Change étranger , & conséquemment sur notre Commerce , les influences des Augmentations & des Diminutions des Valeurs numéraires des Monnoies.

Deux Volumes , M. DCC. XXXVIII.

L'Auteur Anglois en a relevé d'autres erreurs qui ne sont pas moins essentielles, & qui cependant sont pardonnables, sur-tout à celui qui a le premier traité des matieres si compliquées, & où il est souvent si difficile de rapporter les effets à leurs véritables causes. En traduisant M. H U M E , je ne le donnerai pas non plus pour infallible : Quel est l'Homme qui ne se trompe jamais ! B A C O N , dont j'ai parlé plus haut, ce Philosophe sublime, qui le premier a rallumé le flambeau des Sciences, s'est trompé lui-même plus d'une fois, ainsi que Mylord B O L I N G B R O K E l'a si bien démontré (a)..

Comme nous avons été chez

(a) Lettre à M. Pope, Londres 1753.

vous , M O N S I E U R , puiser le goût des Beaux Arts , & que ceux qui s'y sont distingués parmi nous , ont commencé par étudier Raphaël & Michel - Ange , ce n'est que des Anglois que nous pouvons apprendre désormais à perfectionner les connoissances du Commerce ; quand ils n'auroient sur nous que l'avantage de nous avoir précédé dans cette Science , c'en seroit assez pour nous déterminer à les choisir pour Maîtres. C'est ce qui m'a fait ajouter à la fin de cette Traduction , une légère Notice de ceux de leurs Ouvrages les plus estimés qui traitent du Commerce en général , & de celui de l'Angleterre en particulier. Je n'aurois fait qu'ennuyer le Lecteur si j'eusse voulu parler de tous : le nombre de Livres & de Brochures en Anglois , qui y ont rapport ,

rapport, est presque infini. A la suite de ce Tableau qui vous donnera du moins une idée de l'application constante de nos Voisins, à tout ce qui peut augmenter leur Commerce, vous trouverez une autre Esquisse qui ne piquera peut-être pas moins votre curiosité, & qui, je crois, nous fait honneur. C'est une Liste où je me borne à parler des Livres qui ont paru en France depuis deux ans sur les mêmes matieres. Vous serez peut-être étonné qu'en ce peu de tems ils se soient si fort multipliés. C'est l'effet naturel des lumieres Philosophiques qui se répandent de plus en plus dans la Nation. C'est à la gloire de notre Siécle, qu'aujourd'hui les bons Esprits commencent à ne s'occuper que des matieres dignes d'eux. Vos propres Concitoyens,

M O N S I E U R, ne viennent-ils pas

de nous donner un exemple qui justifie cette haute réputation de sagesse qu'ils ont eue de tout tems, en établissant à Florence une *Académie d'Agriculture*, la dernière à la vérité de l'Italie par son institution, mais certainement une des premières de l'Europe par son objet ?

Il est vrai que la plûpart des Livres que j'indique par ce second Catalogue, ne sont que des Traductions, ou des Imitations d'Ouvrages presque tous Anglois : mais c'est cette attention même à consulter les bonnes sources, qui marque le désir que nous avons de nous instruire, & c'est tout pour le François ; il ne s'applique pas sans succès à ce qu'il entreprend. Il n'est guère de Sciences qu'il n'ait perfectionnées en les cultivant. Quand les François s'occuperont sérieusement du Commerce, ils redouble-

ront la jalousie de leurs Rivaux, mais ils n'en auront rien à craindre.

Je crois ne devoir laisser ignorer ni au Public, ni à vous, MONSIEUR, que votre qualité de Journaliste (a) rend attentif à tous les détails qui peuvent intéresser la République des Lettres, que nous devons les principaux Ouvrages de ce Catalogue à deux Auteurs qui font le plus grand honneur à la Province où ils sont nés (b), & que l'amitié n'unit pas moins que la parenté. Je dois ajoûter qu'ils ont donné les preuves de cette haute capacité, & de ce zèle égal qui les anime l'un

(a) M. le Docteur LAMI est l'Auteur des Nouvelles Littéraires qui s'impriment à Florence.

(b) Le Maine.

& l'autre pour le bien de la Patrie ; dans un âge où il est rare de rassembler tant de connoissances , & plus rare encore d'en faire un pareil usage. Un nombre aussi considérable de Livres utiles , qui ont paru presque tous à la fois , est pour ceux qui écrivent l'Histoire de l'Esprit , une Epoque certaine de ses progrès. Nos Voisins ne pourront plus avec justice reprocher à nos Ecrivains , de n'avoir avec les agrémens, que la frivolité de la Nation. Elle s'est en tout tems tellement distinguée dans la Philosophie & les Belles-Lettres, que ce reproche ne pouvoit tomber que sur la négligence de l'Etude du Commerce , qui est une Science où le calcul Arithmétique est nécessaire , mais ne suffit pas.

Le Négociant , suivant l'idée qu'en donne un Auteur Anglois ,

peut en effet être regardé comme le Dispensateur des Thrésors d'une Nation ; à cause du Commerce & des correspondances qu'il a dans les Pays Etrangets, & l'on ne doit estimer celui qui s'applique à cette profession, qu'autant que par son expérience & sa probité, il fait en sorte que son profit particulier ne soit jamais séparé de celui de l'Etat.

Ce qui m'étonne davantage, c'est que ceux de nos Gens de Lettres, qui ont le plus affecté de reprocher à notre Nation cette frivolité dont on l'accuse ; ne l'aient occupée eux-mêmes que de choses frivoles : nos Livres modernes si pleins d'esprit & si vuides de sens, sont une preuve de ce que j'avance. Ceux qui se disent les Précepteurs du Genre humain, devroient du moins joindre les exemples aux leçons ;

mais la plûpart n'ont que l'orgueil & la vanité du Titre. On est trop heureux, quand ils se bornent à amuser leurs Disciples. Combien sacrifant le bien public à l'envie de faire du bruit, égarent le plus souvent ceux qui ont le malheur de les prendre pour guides ! Il étoit réservé à notre Siècle de voir des Docteurs de Morale prêcher l'Irréligion.

De toutes les Langues modernes, l'Anglois depuis vingt ans est presque la seule que nos Gens de Lettres se piquent de connoître : Quel auroit dû être le but de ceux qui s'y sont appliqués ? De puiser chez nos Voisins des richesses qui nous manquent. S'il est une partie où ils l'emportent sur nous, c'est certainement dans la quantité d'Ouvrages excellens qu'ils ont sur la Culture des Terres & sur le Commerce,

c'est-à-dire , sur les objets les plus intéressans pour la Société. Quelques Ecrivains François qui avoient connu ces Thrésors s'étoient contentés de nous les indiquer : avant les deux dont je viens de parler , aucun ne s'étoit encore avisé de nous en faire part. Nos Traducteurs s'étoient tous attachés à des parties plus brillantes , ou à celles qui sont en effet si piquantes au goût de ceux qui prennent pour Philosophie ce qui n'en est que l'ombre. Quoique les Pièces du Théâtre Anglois soient la plûpart aussi contraires à l'honnêteté des Mœurs qu'aux règles de l'Art , & qu'on y trouve la preuve la plus forte de la supériorité que nous avons sur nos Voisins dans toutes les choses de goût : cependant comme il y a beaucoup de génie , il nous étoit utile de les connoître.

Je demanderois bien plutôt à quoi peuvent nous servir tous ces Romans Bourgeois, qui ne sont que des imitations plus ou moins heureuses de ceux des nôtres, qui ont eu quelque succès, si le nombre de Gens d'esprit même qui s'en amusent ne justifioit pleinement ceux qui prennent la peine de les traduire. D'ailleurs il est vrai que le seul risque que l'on court à les lire, c'est de perdre son tems. Loin d'avoir rien de dangereux pour les Mœurs, plusieurs en font une véritable Ecole, & en les envisageant de ce côté, ils ne laissent pas de pouvoir être utiles. Mais que dire de tant de Livres de cette Philosophie dangereuse qui ôte aux Hommes le seul frein peut-être qui les retienne, & que n'ont pû remplacer jusqu'ici dans aucun Pays les vaines ressources de cette sagesse si van-

tée ? C'est faire pis qu'augmenter le fonds de nos frivolités nationales, que de faire passer dans notre Littérature ces sources étrangères, mais empoisonnées, de l'égarement des esprits & de la corruption des cœurs. C'est pécher contre la Société, que de répandre parmi nous ces germes de contagion, dont en Angleterre même ceux qui ont quelque amour pour le bien public se plaignent si amèrement.

Quoique la vérité philosophique de quelque proposition que ce soit, ne dépende en aucune manière de ce qu'elle y peut contribuer ou nuire, que doit-on penser d'un Homme qui enseigne une Théorie, fût-elle démontrée, dont la Pratique, de son propre aveu, ne peut qu'opérer la dépravation des Mœurs ? La justice que l'on rendra à la subtilité de ses Recherches, fera-t-elle

moins détester son système ? Pour confondre ces prétendus Philosophes que leur orgueil aveugle , on ne risque rien à leur accorder l'impossible ; on a toujours à leur répondre , que s'il y avoit (ce qui ne se peut en effet) des Vérités pernicieuses pour la Société , ce seroit toujours un crime que de les révéler.

Si M. DE DANGEUL & l'Auteur des *Elémens du Commerce* , se fussent ainsi contentés de borner leurs plaintes à l'emploi inutile ou dangereux que la plupart de nos Ecrivains font de leurs talens , le Lecteur ne pourroit qu'applaudir à la sagesse de leurs Réflexions : mais dans ce qu'ils ont dit l'un & l'autre , & des Auteurs & du grand nombre d'Académies de France , dont l'objet est d'éclairer les hommes , encore plus que de les amu-

ser, ils ne paroissent certainement pas aussi judicieux que dans le reste de leurs Ouvrages.

Un Citoyen de la République des Lettres, qui par la Profession de Censeur qu'il y exerce, est fait pour redresser les torts & réformer les abus, a eu raison de repousser cette espèce d'incursion (a). Il a calculé que ce grand nombre d'Écrivains est au plus de deux cens, sur vingt millions d'ames que la France contient. Il a fait voir l'uti-

(a) Voyez l'Année Littéraire, *Tome III.* Lettre VII.

M. FRÉRON y venge pleinement l'honneur des Gens de Lettres, sans sortir lui-même des bornes de la modération. La Critique seroit aussi louable qu'utile, si elle se régloit toujours sur ce ton, & si l'on ne mêloit jamais de fiel au sel qui est peut-être nécessaire pour l'assaisonner.

lité que l'Etat & les Particuliers retirent de ces différentes Académies (a). Il remarque que ces Compagnies ne sont pas composées uniquement de cette sorte de Gens de Lettres, qui n'ont pas d'autre

(a) Il est plus que probable que ce sont ces sages établissemens qui ont fait tomber dans le mépris, les genres d'occupations puérides & les abus de l'esprit qui étoient autrefois si fort à la mode. Dans les tems où ces cercles choisis donnoient le ton à Paris, un Sonnet suffisoit pour faire la réputation d'un Auteur. Quel rôle joueroit aujourd'hui dans une Académie, celui qui n'auroit d'autre tribut à y apporter ? Il résulte un avantage certain du concours des esprits cultivés, c'est qu'on contracte dans leur Commerce ce discernement & ce goût que les Belles-Lettres donnent naturellement. Qu'il seroit à souhaiter qu'on y pût contracter aussi aisément des qualités plus essentielles à la Société, & que la vraie Philosophie devoit donner !

DU TRADUCTEUR. xxxvij

État que celui d'Auteur. En effet plus de la moitié de l'Académie Françoisse même, qui n'a pour objet que la perfection de la Langue, & les choses de pur Bel-Esprit, occupent d'autres Emplois dans la Société.

Ceux qui représentent comme un malheur pour l'Etat, ce qui lui est tout à la fois le plus glorieux & le plus avantageux, s'il est vrai qu'ils y aient beaucoup réfléchi, devoient y réfléchir encore davantage. Ils n'auroient pas eux-mêmes aussi bien écrit, & par conséquent aussi utilement (car souvent ce qui est mal dit est dit en pure perte) s'ils n'avoient pas le bonheur d'être nés dans une Nation qui abonde en Ecrivains de toute espèce. Il n'est guère possible qu'où il y en a tant, il n'y en ait pas un grand nombre de mauvais; mais s'il n'y en avoit pas

beaucoup , il seroit encore plus difficile qu'il y en eût de bons.

L'Auteur des *Elémens du Commerce* perd son objet de vûe , & n'en soustient plus la dignité lorsqu'il descend à un si petit détail contre ce grand nombre de *Poëtes médiocres* , & de *Romanciers insipides* qui se sont assurément plus de tort à eux-mêmes qu'à la Société. *Laborat carmen in fine.*

Je rends justice à ces deux Auteurs ; ils n'ont péché que par un excès de zèle pour le bien Public , & quelles fautes ne pardonneroit-on pas à un si beau motif ? Ils me paroissent encore plus excusables en ce qu'ils ont contracté , sans s'en douter , peut-être , ce ton d'amertume contre les Auteurs ; & cette étrange prévention contre les Académies , dans ce grand nombre de Livres utiles , à la vérité , mais très-

peu philosophiques, où de simples Marchands Anglois ont si souvent évaporé leur bile contre toute autre Profession que celle qu'ils exercent. L'Original qui vouloit mettre toute la France en Ports de Mer, n'étoit pas plus déraisonnable que ceux qui n'admettent de Citoyens utiles que les Laboueurs, les Artisans & les Marchands. Un d'entre eux dans un Discours sur le Commerce (a), se plaint amerement de la multitude des Ecoles fondées, & du tort que font à l'Angleterre les deux riches Universités qui y sont établies. Il y paroît très-courroucé de ce que :

» Les Ecoliers qui y sont instruits,

(a) Il est intitulé en Anglois : *BRI-TANNIA LANGUENS, or a Discourse of Trade, &c. Humbly offered to the Consideration of this Parliament. London 1689.* Voyez la Section VII.

» n'apprennent rien dans Homère ,
 » ni dans Virgile de ce qui regarde
 » les Manufactures , l'Importation
 » ou l'Exportation. « Il l'est encore
 bien plus de ce que : » Les Gens de
 » Lettres , & ceux qui font profes-
 » sion d'écrire en quelque genre que
 » ce soit, sont traités dans le monde
 » avec distinction , & vivent comme
 » s'ils étoient nobles. Aussi ,
 » dit-il , nous efforçons-nous d'ex-
 » celler dans la Logique & la Phi-
 » losophie (qui bien qu'utiles d'ail-
 » leurs, n'ajoutent pas une obole
 » aux richesses de la Nation)
 » Nous avons des Microscopes où
 » le plus petit insecte paroît d'un
 » volume énorme ; nous cherchons
 » le Monde dans la Lune par le
 » moyen de nos Télescopes , nous
 » envoyons peser l'air au sommet
 » du Ténérif , &c. «

Je ne suivrai pas plus loin cet
 honnête

honnête Marchand qui s'égaré toutes les fois qu'il sort de sa Sphere , & qui en voulant tourner les Sciences en ridicule , va jusqu'à blâmer l'étude de l'Astronomie , sans laquelle il n'y a point de Navigation & par conséquent point de Commerce. C'est ainsi que chacun dans sa Profession ne reconnoît pas le besoin qu'elle a du concours des autres , & que l'*Esprit Particulier* est toujours contraire à l'*Esprit Public* , si recommandé en Angleterre.

On a reproché à M. DE DAN-GEUL d'avoir relégué les Auteurs parmi ce qu'il y a de plus méprisable dans la Nation : les *Agioteurs* , les *Solliciteurs de Procès* & les *Mendi-ans*. L'Anglois que je viens de citer place dans une même classe : les *Portes-Balles* , les *Marchands Box-tiquiers* , les *Avocats* , les *Médecins* , les *Ecclésiastiques même* , ainsi que les

Auteurs, avec les Solliciteurs de Procès & les Usuriers. Il est assez commun de voir ainsi chez nos Voisins la liberté dégénérer en licence. Si je crois qu'il est de notre intérêt de les imiter, je me garde bien de penser que nous devions le faire en tout. Lorsque nous examinerons leur conduite avec attention, nous verrons que le Fanatisme & les erreurs de quelques Particuliers ont fait plus d'une fois tort à ce fonds de sagesse qui est dans la Nation. Nous devons à cet égard faire comme les Peintres, qui lorsqu'ils se servent d'un modele, ne prennent que ce qu'ils y remarquent de beau, & laissent ce qu'ils y trouvent de défectueux.

Voilà ce que l'on étoit en droit d'attendre des deux Auteurs, qui ont le mieux appris des Anglois à traiter des matieres du Commerce,

DU TRADUCTEUR. lxiiij

& qui dans des Ouvrages où j'aurois voulu pouvoir tout louer, n'ont pas assez ménagé l'honneur des Lettres, que pour le bien public même on doit toujours respecter. C'est son intérêt & celui de la vérité, qui m'ont arraché cet aveu.

*Amicus Plato, Amicus Aristoteles
Magis Amica Veritas.*

M. H U M E plus Philosophe & plus Politique sur tous ces points, est bien loin d'avoir donné dans aucun de ces excès : il a vu non-seulement comme une nécessité, mais comme un avantage dans une Société policée, ce qui a si souvent échauffé la bile de plusieurs de ses Compatriotes, bien intentionnés en effet, mais trop renfermés dans leur Sphere, & que l'intérêt particulier a presque toujours empêchés d'appercevoir l'intérêt général.

Il n'en est pas moins attentif à recommander l'encouragement, & les soins continuels que tout Gouvernement sage doit donner au Commerce. Il est même un des premiers qui aient remarqué qu'avant le dernier Siècle, on ne s'étoit pas encore avisé de le regarder comme une affaire d'Etat ; qu'aucun de ceux qui ont écrit anciennement des matieres Politiques, ne l'y ont compris ; que les Italiens eux-mêmes ont gardé un profond silence sur cet objet, quoiqu'il ait depuis excité la principale attention des Ministres & des raisonneurs spéculatifs.

Dans les Siècles d'ignorance, où les Républiques de Venise & de Gènes font parvenues à un si haut point de grandeur, on n'avoit pas ouvert les yeux sur la vraie cause de leur élévation ; ce sont les ri-

chesses immenses (a) & les exploits militaires si surprenans des Puissances Maritimes d'aujourd'hui, qui ont instruit le Genre humain de la haute importance d'un Commerce extensif. Quels avantages n'a pas la France pour soutenir & augmenter le sien par sa situation , par la ferti-

(a) Sans remonter plus haut dans l'Histoire , on ne s'étonna pas assez en 1522. de voir le plus puissant Empereur qui ait existé depuis Charlemagne , obligé , pour continuer la guerre , d'aller en Angleterre demander de l'argent à Henri VIII. L'Auteur des nouvelles Annales de l'Empire en donne la raison : Charles - Quint ne tiroit rien de l'Allemagne , & l'Espagne ne lui fournissoit que peu de chose. Mais pourquoi de si vastes Etats produisoient-ils si peu à leur Souverain ? Il est aisé de répondre à cette question : Les uns étoient privés de tout Commerce , & celui des autres étoit beaucoup déchu.

lité de ses Provinces , & par l'Industrie de ses Habitans. Je ne crains pas encore d'avancer que quoi qu'en disent les Anglois , grace à l'excellence de notre Gouvernement , les biens , les fortunes , les vies des Sujets y sont aussi en sûreté qu'en Angleterre. Si le Commerce fleurit moins en ce Royaume , ce n'est pas qu'il y soit moins sûr , c'est qu'en effet , il y est moins honoré ; & l'on ne fait que trop que dans notre Nation , l'honneur est la vertu , ou du moins la manie de tous les Etats. Plusieurs de nos Rois , entre autres le Roi Jean , François I. Henri III. Henri IV. Louis XIII. & Louis XIV. sur-tout , ont tenté par cette voie d'encourager la Navigation & les Manufactures. Louis XIII. par l'Ordonnance de Mer , déclare que les Gentilshommes qui feroient ce Commerce (celui de

Mer) par eux-mêmes, ou par des personnes interposées, ne dérogeroient point à leur noblesse. Le préjugé, dirai-je, ridicule ou barbare? qui lui interdit ce Commerce même, qui n'a rien que de noble, subsiste encore dans son entier. Louis XIV. a accordé des Lettres de noblesse au fameux Van Robais: malheureusement la façon de penser de ces sages Monarques, n'a pas assez influé sur celle de leur Peuple. Le Particulier a été décoré, la Profession est restée la même. L'Empire des Préjugés est plus puissant que celui des Loix & des Souverains. Ce n'est point la force qu'on doit employer contre des Fantômes, c'est la lumière seule qui peut les dissiper. Mais c'est en vain qu'on la présente au grand nombre des hommes, qui ont sur les yeux le bandeau de l'ignorance, ou dont la

vûe est trop foible pour la supporter.

En vain la sagesse des Législateurs travaille à éclairer les hommes sur leurs vrais intérêts , ce qui est contraire à leurs anciens principes les révolte : c'est la lumière qui blesse des yeux qu'une longue habitude auroit accoûtumés à l'obscurité. De-là cette opiniâtreté présomptueuse dans un Noble , qui n'a pour tout mérite que l'orgueil de sa naissance , & qui croiroit y déroger par ce que des Grands Ducs de Toscane n'ont pas trouvé au-dessous d'eux.

Quel renversement dans les idées ! Ce n'est point à la dissipation , c'est à l'Economie que l'on attache le mépris. Tel ne rougit pas de ne point payer ses dettes , qui regarde comme des actes serviles l'attention de faire valoir lui-même ses héritages

tages & le soin de ménager ses propres intérêts. Les François n'ont pas toujours pensé ainsi : les Historiens remarquent que les Grands & les Seigneurs les plus qualifiés de la Cour de Charlemagne, s'occupoient avec complaisance à faire fructifier leurs biens & leurs possessions, & entretenoient dans leurs Terres des Fabriques de toute espèce dont les Ouvriers travailloient à leur profit. Quel exemple de sagesse pour un Siècle, qui n'étoit pas à beaucoup près aussi éclairé que le nôtre ! Mais le bon sens n'étoit pas encore hors de mode. Les vains raffinemens d'esprit & les fausses délicatesses furent l'honneur, qui ont suivi depuis, nous ont tellement écartés des vrais principes de la raison, que nous n'avons plus que de fausses notions de ce qui est honnête ou de ce qui est utile.

I P R É F A C E

Aujourd'hui, ce n'est pas le Gouvernement, nous devons l'avouer à sa gloire, c'est le Peuple même qu'il faut convaincre de l'importance du Commerce & de la nécessité de l'honorer; & quand je dis le Peuple, je veux parler de ceux qui dans tous les États, ou ne pensent pas, ou pensent de travers; qui faute de remonter aux Principes de chaque chose veulent les fins & refusent d'admettre les moyens, & qui ne démêlant pas leur intérêt particulier dans l'intérêt général, agissent le plus souvent contre l'un & l'autre sans s'en apercevoir.

Le Militaire, le Magistrat, le Négociant, tous servent également l'Etat, quoique d'une manière différente, tous ont droit par conséquent aux honneurs que méritent, selon leur espèce & leurs degrés, les

services rendus à la Patrie. Une Monarchie exige nécessairement une subordination de rangs. Dès-lors la Profession des Armes doit être la plus, mais non pas la seule honorée.

C'est pécher également, & contre la justice & contre la Politique, que d'avilir les professions qui assurent ou qui augmentent les fortunes des Citoyens (a). Le Com-

(a) Quoique M. H O M E regarde ces inconvéniens, comme les suites nécessaires de la forme du Gouvernement, & qu'il ait la bonne foi d'avouer ceux qu'une Constitution Politique toute différente entraîne en Angleterre, il n'est pas moins vrai que de part & d'autre, sans rien changer aux principes, on pourroit corriger les abus les plus essentiels. Dans la plupart des Pays de l'Europe, dit-il, la principale source de distinction consiste dans la Naissance, c'est-à-dire, dans

merce Etranger , dit un Auteur

» des Titres héréditaires & des honneurs que
» le Souverain accorde. En Angleterre on a
» plus de considération pour les richesses &
» l'opulence présentes. Ces usages différens
» ont chacun leurs avantages & leurs désa-
» vantages. Où l'on respecte la Naissance ,
» des esprits nonchalans & que rien ne peut
» exciter demeurent dans une orgueilleuse in-
» dolence , & ne s'occupent que de leurs Ti-
» tres & de leurs Généalogies , tandis que les
» esprits généreux & ambitieux cherchent les
» honneurs & le Commandement , la répu-
» tation & la faveur : où les Richesses sont
» la principale idole , la corruption , la vé-
» nalité & la rapine prévalent ; mais , d'un
» autre côté , les Arts , les Manufactures , le
» Commerce & l'Agriculture fleurissent. Le
» premier préjudice étant favorable à la vertu
» Militaire , est plus fait pour les Monar-
» chies ; l'autre étant le principal éperon de
» l'industrie , convient mieux à un Etat Ré-
» publicain. Nous trouvons en conséquence
» que chacune de ces formes de Gouverne-
» ment , en variant l'utilité de ces coutumes,

DU TRADUCTEUR. liij

Anglois , est le plus grand revenu du Roi , l'honneur du Royaume , la noble profession du Négociant , l'Ecole de nos Arts , le supplément de nos Matelots , le Boulevard de notre Isle , la source de nos Trésors , le nerf de nos Guerres , la terreur de nos Ennemis. Quel éloge ! Cependant cet éloge n'est qu'une description.

On confond trop en ce Pays-ci le simple Marchand & le Négociant : l'un & l'autre ont pour objet de faire leur fortune , mais en s'enrichissant , celui-ci a l'avantage d'enrichir & de rendre par conséquent le Royaume plus puissant. Pourquoi ne pas attacher à un Etat

» a communément un effet proportionné sur
» les sentimens du Genre Humain. «

*Essais de Morale & de Philosophie , Partie
seconde , Section VI.*

si respectable des honneurs qu'on ne refuse pas à d'autres Professions infiniment moins utiles à la Société, & où il faut même moins de capacité & de prudence. A moins que l'on n'offre quelque appas à la vanité qui, du moins en France, est un mobile aussi puissant sur la plûpart des hommes que l'intérêt, on ne viendra pas à bout de retenir dans le Commerce ceux qui s'y étant enrichis, y deviennent les plus nécessaires, & qui y renoncent pour parvenir aux Places qui sont seules honorées. Le Fils d'un Négociant ne quitteroit pas l'état où son Pere a fait fortune, s'il y pouvoit jouir de cette considération, à laquelle il sacrifie ses richesses présentes & l'espoir de les augmenter. Quels Citoyens mériteroient mieux des distinctions dans le Tiers-Etat, que ceux qui par un Commer-

DU TRADUCTEUR. *It*

ce aussi avantageux au Royaume qu'à eux-mêmes, augmentent les revenus des terres de cette même Noblesse qui les méprise, rendent le fardeau de la Taille moins pesant sur le peuple, excitent l'Industrie des Artisans de chaque espèce, & attirent enfin de toutes parts dans un Pays, cet argent que les Particuliers qui ont le plus d'amour pour la gloire, sont encore obligés de rechercher, & qui pour l'Etat n'est pas moins le soutien de la paix que le nerf de la guerre. Avec tous ces Préjugés que deviendroient la Noblesse & le Clergé, même sans le travail de ces Laboureurs si misérables, & l'Industrie de ces Marchands si peu estimés? Apprenons-le d'un Noble, qui ne l'étoit pas moins par les sentimens que par la naissance, d'un excellent Citoyen & d'un grand Ministre. M. le Duc DE SULLY,

dont je rapporterai les propres expressions , après avoir donné à la Noblesse les éloges qui lui sont dûs, ajoute que : » Néanmoins il se ver-
 » ra , si toutes circonstances sont
 » bien examinées en détail , & par
 » le menu , que ce Corps tant plein
 » d'éclat , de gloire ,⁶ de splendeur ,
 » & de hautaines jactances , devien-
 » droit non-seulement inutile , mais
 » dangereux à l'Etat, s'il se trou-
 » voit une fois destitué des aides ,
 » secours & assistances qu'il tire des
 » Marchands , Artisans , Pasteurs
 » Laboureurs. . . . & qu'un Etat
 » Souverain se passeroit mieux , pour
 » les chevances & commodités de
 » la vie humaine , de Gens d'Egli-
 » ses , Nobles , Officiers de Justice
 » & Financiers , que de Marchands,
 » Artisans, Pasteurs & Laboureurs (a).

(a) *Economies Royales & servitudes loyales.*

Quelques chimériques que soient toutes ces idées , qui mettent de si puissantes entraves à notre Commerce , elles sont tellement enracinées dans la plûpart des esprits , que la raison même ne peut espérer d'en triompher qu'avec le tems. C'est pour cela qu'on ne peut trop multiplier les Ecrits qui répandent la lumiere sur des objets si intéressans. C'est entrer dans les vues du Prince qui ne veut que le bien de ses Sujets , c'est faciliter les opérations des Ministres qui ne cherchent qu'à le procurer.

Il n'est point d'Ecrivain Politique qui ne convienne que la Monarchie , sous un bon Prince , est le plus parfait de tous les Gouvernemens. Tel est , MONSIEUR , le bonheur dont nous jouissons. C'est à ses vertus & aux acclamations de son Peuple , que LOUIS doit le surnom de

Iviiij PRÉF. DU TRADUCT.

BIEN-AIMÉ, titre en effet si digne d'un **ROI** qui en est le Pere, & qui fera compter à jamais ce Monarque bienfaisant parmi les plus grands Rois de la Monarchie. L'amour des Sujets fait la gloire & la force des Princes. *Quod tutius Imperium est, quàm illud quod amore & caritate munitur? Quis securior quàm REX ille quem non metuumt, sed cui metuumt subditi.*

SYNES. de Regno.

De Paris le 30. Juillet 1754

DISCOURS



DISCOURS
POLITIQUES,
TRADUITS DE L'ANGLAIS
DE DAVID HUME.

DISCOURS PREMIER.

Du Commerce.



A plus grande partie du Genre humain peut être divisée en deux classes ; l'une des hommes qui pour ne pas penser assez , n'arrivent pas jusqu'à la vérité , l'autre de ceux qui pour penser trop , vont quel-

quefois au-delà. La dernière classe n'est pas à beaucoup près aussi nombreuse que la première, & je puis ajoûter, est infiniment plus utile & plus estimable. Ceux qui la composent suggerent du moins des idées; ils entament des questions que peut-être ils n'ont pas l'habileté de résoudre, mais qui peuvent produire de très-belles découvertes, lorsqu'elles sont maniées par des gens qui ont une façon de penser plus juste. Au pis aller, ce qu'ils disent n'est pas ordinaire; & si l'on a quelque peine à les comprendre, on en est dédommagé par le plaisir d'entendre quelque chose de nouveau. On fait peu de cas d'un Auteur qui ne nous dit rien que ce que nous pouvons apprendre dans une conversation de Caffé.

Tous les gens dont l'esprit est

borné, ne manquent pas de décrier ceux mêmes qui joignent la solidité à l'étendue de l'esprit ; ils les accusent de raffiner & de penser en tout d'une manière trop métaphysique & trop abstraite ; ils n'accorderont jamais qu'une chose est juste, dès qu'elle passe leurs foibles conceptions. Il y a quelques cas, je l'avoue, où un extrême raffinement peut faire naître une forte présomption de fausseté, & où l'on doit se défier de tout raisonnement, qui n'est pas simple & naturel. Lorsqu'un homme délibère sur la conduite qu'il doit tenir dans une affaire particulière, & qu'il se forme quelque plan dans la Politique, le Commerce, l'Æconomie, ou quelque affaire de la vie que ce soit, il ne doit jamais tirer d'un principe des argumens trop subtils, ni lier une trop longue chaîne de

conséquences ensemble ; il arrivera sûrement quelque événement qui déconcertera ses raisonnemens , & produira un effet tout différent de ce qu'il attendoit. Mais lorsque nous raisonnons sur des sujets généraux , on peut affirmer avec raison que nos spéculations ne peuvent pas être trop approfondies , pourvû qu'elles soient justes , & que la différence entre un homme commun & un homme de génie se remarque principalement dans le plus ou le moins de profondeur des principes sur lesquels ils fondent leurs idées.

Les raisonnemens généraux ne sont pas aisés à suivre par la seule raison qu'ils sont généraux , & il n'est pas facile au gros du Genre humain de distinguer dans un grand nombre de cas particuliers , cette circonstance commune où tous

concourent , ou de l'extraire pure & fans aucun mélange des autres circonstances superflues. Avec la plûpart des hommes tout jugement est particulier : ils ne fauroient étendre leur vûe à ces propositions universelles , qui contiennent un nombre infini de propositions particulieres , & qui renferment toute une Science dans un simple Théc-rême. Leur œil est fatigué des efforts qu'il fait pour embrasser des objets d'une aussi grande étendue , & les conséquences que l'on en tire , quelque clairement qu'elles soient exprimées , leur paroissent obscures & embarrassées. Mais quelques difficultés qu'on y apperçoive, il est certain que les principes généraux , s'ils sont justes & bien établis , doivent toujôurs prévaloir dans le cours général des choses , quoiqu'ils puissent manquer dans

des cas particuliers ; & le premier devoir des Philosophes est d'avoir égard au cours général des choses ; je puis ajouter que les Politiques doivent faire de même, spécialement dans le Gouvernement économique d'un Etat, où le bien public qui est, ou doit être, leur principal objet, dépend de la concurrence d'une multitude de cas ; & non, comme dans les relations qu'il a avec ses voisins, des événemens, du hasard, & du caprice de quelques personnes. Voilà d'où naît la différence qui se trouve entre les délibérations particulières & les raisonnemens généraux, & ce qui rend la subtilité & le raffinement beaucoup plus convenables dans le dernier cas, que dans le premier.

J'ai crû cette Introduction nécessaire à la tête des Discours suivans

sur le Commerce , le Luxe , l'Argent , l'Intérêt , &c. où l'on trouvera peut-être des principes qui ne sont pas communs , & qui ne quadreront pas avec les idées du vulgaire sur ces différentes matieres ; s'ils sont faux , qu'on les rejette , mais personne ne se doit prévenir contre , par la seule raison qu'ils sont hors de la voie ordinaire.

La grandeur d'un Etat & le bonheur des Peuples , quelque indépendance qu'on y puisse supposer à certains égards , sont reconnus pour être inséparables en ce qui regarde le Commerce , & comme les Particuliers reçoivent de la puissance de l'Etat une plus grande sûreté , dans la possession de leur commerce & de leurs richesses , de même l'Etat devient puissant à proportion des richesses , & de l'étendue du Commerce des Particuliers.

Cette maxime est vraie en général, quoiqu'à mon avis elle puisse souffrir quelques restrictions. Je pense même que nous l'admettons souvent avec trop peu de réserve. Il peut y avoir des cas où le Commerce, les richesses & le luxe des Particuliers, au lieu d'augmenter la force de l'Etat, ne serviront qu'à affoiblir ses armées, & à diminuer son crédit chez les Nations voisines. L'homme est un être très-variable & susceptible de beaucoup de différentes opinions; il change successivement de principes & de regles de conduite. Ce qui peut être vrai, tant qu'il adhère à une certaine façon de penser, devient faux aussi-tôt qu'il adopte des opinions & des mœurs totalement opposées.

Dans chaque Etat le grand nombre des hommes peut être divisé

en *Cultivateurs* & en *Manufacturiers*. Les premiers sont occupés à labourer & à faire fructifier la terre , les seconds à rendre ses productions propres à toutes les commodités qu'exigent les nécessités ou les agrémens de la vie. Aussi-tôt que les hommes quittent leur état sauvage , où ils vivent principalement de la Chasse & de la Pêche , il faut qu'ils se partagent en ces deux classes ; quoique les Arts de l'Agriculture emploient au commencement la plus nombreuse partie de la Société (a). Le tems & l'expé-

(a) M. Melon , dans son *Essai Politique sur le Commerce* , assure que même à présent si vous divisez la France en vingt parties , il s'en trouvera seize de Laboureurs ou Payfans , deux seulement d'Artisans , une de Gens de Loi , d'Ecclésiastiques & de Militaires , & une de Marchands , de Financiers

rience perfectionnent tellement ces Arts, que la terre peut aisément maintenir un plus grand nombre d'hommes que ceux qui sont employés à la cultiver, ou qui fournissent les Manufactures les plus nécessaires à ces Cultivateurs †.

Si ces mains superflues sont tour-

& de Bourgeois. Ce calcul est certainement très-défectueux, en France, en Angleterre & dans la plus grande partie de l'Europe, la moitié des Habitans vivent dans les Villes, & de ceux mêmes qui vivent à la Campagne, un très-grand nombre sont Artisans, peut-être au-dessus d'un tiers.

† Il y a en France année commune un cinquième de grains surabondant, le Royaume a vingt millions d'Habitans, il est aisé de conclurre de-là que quatre millions d'hommes de plus y pourroient subsister. Le travail de ces quatre millions augmenteroit encore la quantité de grains, & par conséquent le nombre des Habitans.

nées du côté de ces Arts recherchés, que l'on appelle communément *les Arts de Luxe* ; elles ajoutent au bonheur d'un Etat, puisqu'elles apportent à un grand nombre d'hommes la facilité de se procurer des jouissances, qui autrement ne leur auroient pas été connues. Mais ne peut-on pas proposer un autre plan pour l'emploi de ces mains superflues ? Le Souverain ne peut-il pas les réclamer, & les employer dans les Flottes & dans les Armées, pour augmenter le domaine de l'Etat au-dehors, & répandre sa réputation chez les Nations éloignées.

Il est certain que moins les Propriétaires & les Laboueurs de la terre ont de désirs & de besoins, moins ils emploient de mains ; & par conséquent ce qui reste de terre, au-lieu d'être destiné au sou-

tion des Marchands & des Manufacturiers , peut entretenir des Flottes & des Armées bien plus facilement que dans les pays où beaucoup d'Arts sont nécessaires pour fournir au luxe de quelques Particuliers. Ici donc il paroît une espèce d'opposition entre la grandeur de l'Etat & le bonheur des Sujets. Un Etat n'est jamais plus grand que lorsque toutes les mains superflues, dont nous avons parlé, sont employées au service du Public : l'aïfance & les commodités des Particuliers demandent que ces mêmes mains soient employées pour leur propre utilité. On ne peut satisfaire à l'un, qu'aux dépens de l'autre. Comme l'ambition du Souverain doit prendre sur le luxe des Particuliers, aussi le luxe des Particuliers doit diminuer la force & arrêter l'ambition du Souverain.

Ce raisonnement n'est pas chimérique ; il est fondé sur l'Histoire & sur l'expérience. La République de Sparte étoit certainement plus puissante qu'aucun Etat que nous connoissions aujourd'hui , où il y ait le même nombre de Peuple. Cette force étoit dûe à son manque de Commerce & de luxe. Les † *Ilotes* étoient les Laboureurs , & les Spartiates les Soldats. Il est évident que le travail des *Ilotes* n'auroit pû suffire à l'entretien d'un si grand nombre de Spartiates , si ceux-ci eussent vécu dans l'aisance & la délicatesse , & fourni de l'emploi à une grande variété

† *Ilotes* , Esclaves de Sparte. Les Spartiates , pour recommander la sobriété à leurs Enfants , faisoient enyvrer ces Esclaves & les leur faisoient voir dans cet état. Voyez M. Rollin.

de Commerces & de Manufactures. On peut remarquer la même politique dans Rome : l'Histoire ancienne fait voir par-tout que les plus petites Républiques ont levé & maintenu de plus grandes Armées, que des Etats qui ont trois fois autant d'Habitans ne sont à présent en état de les entretenir. On conte que dans toutes les Nations Européennes, la proportion entre les Soldats & le Peuple n'est que d'un à cent. Or nous lisons que la Ville de Rome seule, avec son petit Territoire, a levé & maintenu dès les premiers tems dix Légions contre les Latins. Athènes, dont la domination ne s'étendoit pas plus que la Province d'York, a envoyé près de quarante mille hommes à une expédition contre la Sicile (a). On rapporte que

(a) Thucidide, Liv. 7.

Denys l'Ancien a maintenu sur pié une Armée de cent mille hommes d'Infanterie & de dix mille de Cavalerie, outre une Flotte confidérable de quatre cens Vaisseaux, quoiqu'il n'eut de soûmis à sa puissance que Syracuse, environ un tiers de l'Isle de Sicile, & quelques Ports de mer ou Garnisons sur les côtes de l'Italie & de l'Illyrie (a). Il est vrai que les Armées des Anciens, en tems de guerre, subsistoient beaucoup de butin : mais l'ennemi ne pilloit-il pas à son tour ? Et cette maniere de lever une taxe n'étoit-elle pas la plus ruineuse de toutes celles que l'on pour-

(a) Diod. Sic. Liv. 2. J'avoue que ce calcul est un peu suspect, pour ne rien dire de plus, sur-tout à cause que cette Armée n'étoit pas composée de Citoyens, mais de Troupes mercenaires. Voyez le Discours X.

roit imaginer ? Enfin on ne peut donner aucune raison probable de la grande supériorité de puissance qu'avoient les anciens Etats sur les modernes , que leur manque de Commerce & de luxe. Ils entretenoient peu d'Artisans du travail de leurs Laboureurs , & par conséquent un plus grand nombre de Soldats pouvoient en vivre. Tite-Live dit, que Rome de son tems auroit de la peine à lever une Armée aussi considérable que celle que dans ses commencemens elle envoya contre les Gaulois & les Latins (a). Au lieu de ces Soldats qui du tems de Camille combattoient pour la liberté & pour l'Empire , il y avoit sous le regne d'Auguste des Mus-

(a) *Titi-Livii*, Lib. 7. cap. 25. *Adèd in quæ laboramus sola crevimus, divitias luxuriamque.*

ciens, des Peintres, des Cuisiniers, des Comédiens & des Tailleurs. Si dans ces différens tems, la terre étoit également cultivée, il est évident qu'elle pouvoit faire subsister un nombre égal d'hommes de l'une ou de l'autre profession. Tous ces Arts & tous ces Métiers du tems d'Auguste, n'ajoûtoient aux pures nécessités de la vie, rien de plus que du tems de Camille.

Il est naturel de demander à cette occasion, si les Souverains ne peuvent pas retourner aux maxime de l'ancienne politique; & à cet égard consulter plus leur propre intérêt que le bonheur de leurs Sujets. Je répons que cela me paroît presque impossible, parce que l'ancienne politique étoit violente & contraire au cours des choses le plus commun & le plus naturel. Tout le monde sait par quelles loix

particulieres Sparte étoit gouvernée. Cette République n'est-elle pas avec raison regardée comme un prodige, par quiconque a considéré la Nature humaine , comme elle s'est montrée dans les autres Nations & dans les autres âges ? Si le témoignage de l'Histoire étoit moins positif, un pareil Gouvernement ne paroîtroit qu'un pur caprice philosophique , ou une fiction impossible à être jamais réduite en pratique.

Quoique la République Romaine , & les autres anciennes Républiques fussent établies sur des principes un peu plus naturels ; cependant il falloit un concours extraordinaire de circonstances pour engager les hommes à se soumettre à des conditions si dures. C'étoient des Etats libres & de peu d'étendue ; & ces siècles étant guerriers ,

tous les Etats voisins étoient continuellement en armes. La liberté engendre naturellement l'*Esprit public*, spécialement dans les petits Etats ; & cet *Esprit public*, cet amour de la Patrie doit augmenter lorsque les Peuples sont dans des alarmes continuelles, & qu'ils sont obligés à tout moment de s'exposer aux plus grands dangers pour sa défense. Dans une succession continue de guerres, tout Citoyen est Soldat. Ils prennent les armes chacun à leur tour, & durant leur service sont obligés en grande partie de s'entretenir eux-mêmes, & quoique ce service soit équivalent à une taxe très-onéreuse, le poids en est moins senti par des Peuples qui font profession des armes, qui se battent plus par honneur & par vengeance que pour leur paye, qui ne connoissent ni l'appas

du gain , ni les ressources de l'industrie , & presque aussi peu le plaisir (a). Sans parler de la grande

(a) Les premiers Romains vivoient dans des guerres continuelles avec leurs voisins ; & dans l'ancien Latin le mot *Hostis* , signifie tout à la fois un Etranger & un Ennemi. Cicéron qui a fait cette remarque prétend que cela vient de l'humanité de ses Ancêtres , qui adouciſſoient autant qu'il étoit possible la dénomination d'un ennemi , en lui donnant le même nom , qui signifie un Etranger. *Des Offices* , Liv. 2. Il est cependant bien plus probable par les mœurs de ces tems-là , que la férocité de ces Peuples étoit si grande qu'elle leur faisoit regarder tous les Etrangers comme des Ennemis ; & que c'est par cette raison qu'ils donnoient aux uns & aux autres le même nom. D'ailleurs il est contre les maximes les plus communes de la Politique ou de la Nature , qu'un Etat regarde de bon œil ses Ennemis publics , ou conserve pour eux des sentimens tels que ceux que l'Orateur Romain veut attribuer à ses Ancêtres. Je pourrois

égalité de fortunes parmi les Habitans des anciennes Républiques , où chaque champ , appartenant à différent Propriétaire , suffisoit pour entretenir une famille , & rendoit le nombre des Citoyens très-considérable même sans Commerce & sans Manufactures.

Mais quoique le manque de Commerce & de Manufactures , parmi un Peuple libre & guerrier , puisse quelquefois n'avoir d'autre effet , que de rendre le Public plus puissant ; il est certain que dans le

ajouter ici que les premiers Romains exerçoient réellement la Piraterie , comme nous l'apprenons par leurs premiers Traités avec Carthage , que Polybe , *Liv. 3.* nous a conservés ; & par conséquent , de même que les Corsaires de Salé & d'Alger , étoient toujours en guerre avec la plupart des Nations , & un Etranger & un Ennemi étoient chez eux des termes presque synonymes.

cours ordinaire des affaires humaines, il en résultera des conséquences toutes contraires. Les Souverains doivent prendre les hommes comme ils les trouvent, & ne pas entreprendre d'introduire par la violence aucun changement dans leurs principes & dans leurs manières de penser. Il faut un long cours de tems & une grande variété d'accidens & de circonstances pour produire ces grandes révolutions, qui diversifient si fort la face des affaires humaines ; & moins une suite de principes qui sont le soutien d'une Société particulière, est naturelle, plus le Législateur trouvera de difficultés à les établir ou à les entretenir.

La meilleure Politique est de s'accommoder au penchant commun du Genre humain, & de le rectifier, autant qu'il est possible,

pour le bien de la Société. Aujourd'hui, suivant le cours le plus naturel des choses, l'Industrie, les Arts & le Commerce augmentent le pouvoir du Souverain, aussi-bien que le bonheur des Sujets. C'est une Politique trop violente, que celle qui se permet de les appauvrir pour l'aggrandissement de l'Etat †.

Ceci deviendra sensible par quel-

† » Loin de nous, loin de la dou-
 » ceur de notre Gouvernement la maxime
 » horrible, que plus les Peuples sont dans
 » la misere, plus ils sont dans la sou-
 » mission. C'est la dureté du cœur, & non
 » la Politique qui l'a dictée, & chez un
 » autre Peuple que le Peuple François,
 » dont la fidélité & l'attachement pour son
 » Roi sont inébranlables. Mais dans toute
 » sorte de Gouvernement, s'il y a quelque
 » chose à craindre, c'est d'un Peuple que sa
 » pauvreté réduit au désespoir, & qui n'a
 » rien à perdre. « *M. Melon* »

ques considérations, qui feront sentir les conséquences de la paresse & de la barbarie. Dans les pays où les Manufactures & les Arts mécaniques ne sont pas cultivés, il faut de nécessité que le gros du Peuple s'applique à l'Agriculture ; si leur savoir & leur industrie augmentent, leur travail doit produire beaucoup plus que ce qui est nécessaire à leur subsistance. En pareil cas ils n'ont aucune tentation de chercher à perfectionner la culture des terres, puisqu'ils ne sauroient échanger ce superflu contre aucune des commodités qui peuvent servir à leur plaisir ou à leur vanité. Une habitude de paresse & d'indifférence prévaut naturellement. La plus grande partie des terres demeure sans culture. Ce qui est cultivé ne produit pas autant que la bonté du sol le comporteroit par manque de savoir & d'affiduité

d'affiduité de la part des Fermiers. Toutes les fois que la nécessité exige que le plus grand nombre des hommes soient employés pour le service public, le travail de ceux qui cultivent la terre ne peut pas fournir ce superflu nécessaire pour faire vivre ceux qui défendent le pays. Les Laboureurs n'ont aucun moyen pour augmenter tout à coup leur savoir & leur industrie. Des Terres qui étoient en friche ne sont en état de rapporter qu'au bout de quelques années. Pendant ce tems il faut que les Armées fassent des conquêtes violentes & soudaines, ou qu'elles se séparent faute de subsistance. On ne peut donc attendre de pareils Peuples une attaque ou une défense régulières ; & leurs Soldats doivent être aussi peu industrieux & aussi ignorans que leurs Fermiers & leurs Manufacturiers.

Toute chose dans le monde s'achete par le travail, & nos passions sont les seules causes du travail. Lorsque les Manufactures & les Arts mécaniques abondent dans une Nation, les Propriétaires des terres, aussi-bien que les Fermiers, étudient l'Agriculture comme une science, & redoublent leur industrie & leur attention. Le superflu qui provient de leur travail n'est pas perdu; il s'échange avec les Manufacturiers, pour ces commodités que le luxe des hommes leur fait désirer. Par ce moyen la terre fournit beaucoup plus des nécessités de la vie que ce qui suffit à ceux qui la cultivent. Dans des tems de paix & de tranquillité, ce superflu est employé à l'entretien des Manufacturiers & de ceux qui perfectionnent les Arts libéraux. Mais il est aisé pour le Public de

faire des Soldats de plusieurs de ces Manufacturiers, & de les entretenir de ce même superflu qui provient de l'industrie des Fermiers. Aussi trouvons-nous que cela arrive dans tous les Gouvernemens civilisés. Lorsque le Souverain leve une Armée, qu'en arrive-t-il ? il impose une taxe. Cette taxe oblige tous les gens de se retrancher ce qui est le moins nécessaire à leur subsistance. Ceux qui travaillent à ce genre de commodités, dont on se prive, sont obligés ou à s'enrôler dans les Troupes, ou à se tourner eux-mêmes du côté de l'Agriculture ; & par-là forcent quelques Laboureurs à s'engager faute d'emploi.

En approfondissant cette matiere, on reconnoitra que si les Manufactures augmentent la puissance de l'Etat, c'est seulement en ce que par ce moyen on met en réserve

beaucoup de travail & d'une espece que l'on peut faire servir à l'utilité publique, sans priver aucun particulier des nécessités de la vie. Ainsi plus il y a de travail employé au-delà des pures nécessités, plus un Etat est puissant, puisque les personnes engagées à ce travail peuvent aisément en être distraites pour le service public. Dans un Etat sans Manufactures, il peut y avoir le même nombre de bras, mais il n'y a pas la même quantité de travail, ni de la même espece. Là tout le travail est employé aux nécessités qui n'admettent point de diminution ou n'en comportent que bien peu.

Ainsi la grandeur du Souverain & le bonheur de l'Etat ont beaucoup de relation à l'égard du Commerce & des Manufactures. C'est une méthode violente & imprati-

cable en plusieurs cas que d'obliger le Laboureur à travailler pour tirer de la terre au-delà de ce que comporte sa subsistance & celle de sa famille. Fournissez-lui des Manufactures & des commodités, & il le fera de lui-même. Après cela il vous sera facile de prendre une partie de son travail superflu & de l'employer au service public. Etant fait au travail, le sien lui paroîtra moins onéreux, que si vous l'obligiez tout à coup à une augmentation de peine sans aucune récompense. Le cas est le même à l'égard des autres Membres de l'Etat. Plus le fonds de travail de toute espece est considérable, plus on peut prendre du tas sans y faire aucune altération sensible.

Il faut avouer que les Greniers publics de blé, des Magasins de draps & des Arsénaux bien fournis,

font les véritables richesses & la force de tout Etat. Le Commerce & l'Industrie ne sont vraiment qu'un fonds de travail, qui dans les tems de paix & de tranquillité, est employé aux aisances & à la satisfaction des Particuliers ; mais qui dans les besoins de l'Etat, peut en partie être converti à l'utilité publique. Si nous pouvions changer une Ville dans une espece de Camp fortifié & communiquer à chaque Habitant assez de ce génie martial & de ce dévouement au bien public, qui font qu'on s'expose aux plus grandes fatigues pour l'utilité commune, ces affections pourroient à présent, comme dans les anciens tems, être un aiguillon suffisant à l'industrie, & par conséquent fournir ce qui seroit nécessaire au maintien de la Communauté. Il seroit alors avantageux, comme dans les Camps,

de bannir le Luxe & les Arts qui en font le soutien , & par des restrictions sur les équipages & sur les tables , de faire durer les provisions & le fourrage plus long-tems que si l'Armée étoit surchargée d'un nombre de personnes superflues. Mais comme ces principes sont trop désintéressés , & trop difficiles à mettre en pratique , il faut nécessairement gouverner les hommes par d'autres passions , & les animer d'un esprit d'industrie , de luxe & de cupidité. Le Camp est dans ce cas chargé d'une suite superflue ; mais les provisions y viennent en plus grande abondance. L'harmonie du tout est encore conservée , & les penchans naturels à l'homme étant mieux ménagés , les Particuliers , aussi - bien que le Public , trouvent leur compte dans l'observation de ces maximes.

La même maniere de raisonner nous fera voir l'avantage du Commerce étranger qui rend à la fois l'Etat plus puissant & les Sujets plus riches & plus heureux. Il augmente le fonds de travail dans la Nation, & le Souverain peut en convertir la portion qu'il juge nécessaire au service du Public. Le Commerce étranger, par les marchandises qu'il introduit dans un pays, fournit des matieres pour de nouvelles Manufactures ; & par ce qu'il en fait sortir, il produit un travail dans des commodités particulieres, qui ne pouvoient pas être consommées au dedans de l'Etat. Enfin un Royaume qui reçoit & fournit beaucoup abonde nécessairement plus en travail, dont les choses de délicatesse & de luxe sont susceptibles, qu'un Royaume qui demeure content de ses productions naturelles. Il est

par conséquent plus puissant , aussi bien que plus riche & plus heureux. Les Particuliers recueillent le bénéfice de ces commodités , en ce qu'elles satisfont leurs sens & leurs appétits. Le Public y gagne aussi , puisque par ce moyen un grand fonds de travail est pour ainsi dire enmagasiné pour les besoins de l'Etat : c'est-à-dire , que les Manufactures y sont ainsi subsister un plus grand nombre d'hommes laborieux qu'on peut à la première occasion faire passer au service public , sans priver personne des nécessités , ou même des principales commodités de la vie.

Si nous consultons l'Histoire , nous trouverons que dans la plûpart des Nations les Manufactures ne se sont perfectionnées qu'à la suite du Commerce étranger , & qu'il a donné naissance au luxe domestique.

On est beaucoup plus tenté de se servir des commodités étrangères, dont on peut faire usage sur le champ, & qui nous sont entièrement nouvelles, que de s'appliquer à perfectionner les commodités domestiques, dont les progrès d'améliorations sont toujours lents, & qui ne nous affectent jamais par leur nouveauté. Le profit est aussi très-grand à exporter ce qui parmi nous est superflu, & à bas prix, aux Nations étrangères, dont le sol ou le climat ne sont pas favorables à cette commodité. Ainsi les hommes parviennent à connoître les plaisirs du Luxe & les profits du Commerce. Leur délicatesse & leur industrie une fois éveillées, les engagent à pousser plus avant, & à perfectionner davantage chaque branche de Commerce intérieur ou extérieur. C'est à celui qu'un Etat entretient

avec l'Etranger qu'il doit cet avantage : c'est le seul qui puisse retirer les hommes de leur indolence léthargique. En offrant à ceux qui composent la partie la plus enjouée & la plus riche de la Nation des objets de Luxe , auxquels ils n'avoient jamais pensé , on fait naître en eux un désir d'une maniere de vivre plus splendide que n'étoit celle de leurs Ancêtres. En même tems le petit nombre de Marchands qui possèdent le secret de ces Importations & Exportations , font des profits exorbitans , & devenant rivaux en richesses de l'ancienne Noblesse , donnent de l'émulation à d'autres pour devenir leurs rivaux dans le Commerce. L'imitation répand bien-tôt ces Arts : les Manufactures domestiques deviennent émules des Manufactures étrangères dans leurs progrès & font des efforts

pour porter le travail des commodités que le climat produit, à toute la perfection dont il est susceptible. Le fer & l'acier, en des mains aussi laborieuses, deviennent égaux à l'or & aux rubis des Indes.

Lorsque les affaires de la Société sont dans cette situation, une Nation peut perdre beaucoup de son Commerce étranger, & cependant continuer à être grande & puissante. Si les Etrangers refusent de prendre une sorte de commodité que nous avons coûtume de leur fournir, il faut cesser de la travailler; les mêmes mains se tourneront à perfectionner quelques autres commodités, & il faut qu'il se trouve toujours des matériaux pour les occuper, jusqu'à ce que chaque Citoyen riche possède une aussi grande quantité de commodités domestiques & portées à un aussi haut

point de perfection qu'il le peut désirer, ce qui probablement ne peut jamais arriver. La Chine est représentée comme un des plus florissans Empires du monde, quoiqu'elle ait peu de Commerce, au-delà de ses Etats †.

J'espère qu'on ne regardera pas comme une Digression superflue, si j'observe ici que comme la multi-

† M. Melon a judicieusement remarqué les contradictions où sont tombés les Auteurs des descriptions de la Chine. D'un côté ils assurent que c'est une des plus fertiles & des plus abondantes portions de l'Univers, & qu'il n'y a pas un pouce de terre qui ne soit cultivé; de l'autre l'exposition & le meurtre des enfans qui y sont permis, sont fondés sur la misere des Peuples, qui ne peut venir que de ce que les terres ne sont pas cultivées, & de ce qu'il y a des fainéans. L'impossibilité de concilier des faits aussi opposés doit mettre le Lecteur en garde contre de pareilles Relations.

tude des Arts mécaniques est avantageuse, le grand nombre de personnes qui partagent le bénéfice que produisent ces Arts ne l'est pas moins. Une trop grande disproportion parmi les Citoyens affoiblit l'Etat. Tout homme., s'il est possible, doit jouir des fruits de son travail, dans une pleine possession de toutes les nécessités & de plusieurs des commodités de la vie. Personne ne peut douter qu'une pareille égalité ne soit très-sortable à la nature humaine, & qu'elle ne diminue moins du bonheur du riche, qu'elle n'ajoute à celui du pauvre. Elle augmente aussi la puissance de l'Etat, & fait que l'on paye avec beaucoup moins de répugnance, toute taxe ou imposition extraordinaire. S'il arrive que les richesses soient possédées par un petit nombre d'hommes, il faut que

Ceux-ci contribuent considérablement aux nécessités publiques, mais lorsque les richesses sont partagées parmi la multitude, le fardeau devient léger pour chacun & les impositions ne font pas une différence sensible dans la maniere de vivre de qui que ce soit.

Ajoutons à ceci qu'où les richesses sont dans peu de mains, ceux qui les possèdent, ont aussi le pouvoir, & qu'ils s'entendent pour faire porter aux pauvres tout le fardeau, & les opprimer encore davantage, ce qui décourage toute industrie.

C'est dans cette circonstance que consiste le grand avantage de l'Angleterre, sur quelque Nation qui soit à présent au monde, ou dont il soit parlé dans l'Histoire. Il est vrai que les Anglois éprouvent quelques défavantages dans le Com-

merce étranger par le haut prix du travail, ce qui est en partie l'effet de la richesse de leurs Artisans, & en partie celui de l'abondance d'argent. Mais comme le Commerce étranger n'est pas le principal objet, il ne doit pas entrer en comparaison avec le bonheur de tant de millions d'hommes † ; & quand il

† » La culture des terres, & le bien être
 » de ceux qui y sont employés, doivent
 » être le premier objet de la Législation.
 » Il n'est pas juste que celui qui sème ne
 » recueille que pour les autres, & que ce-
 » lui qui travaille ne jouisse pas des fruits
 » de son labeur. «

» Le Paysan Anglois est riche, & jouit
 » avec abondance de toutes les commodi-
 » tés de la vie : s'il laboure pour le Com-
 » merçant, il participe comme les autres
 » hommes de sa Nation aux avantages du
 » Commerce. En plus d'un endroit le Valet
 » d'un Fermier prend son Thé avant que
 » d'aller à la charrue. «

n'y

n'y auroit pas d'autre raison pour les attacher au Gouvernement libre sous lequel ils vivent , celle-ci seule seroit suffisante. La pauvreté du Peuple est une suite naturelle , sinon infaillible , de la Monarchie absolue ; quoique de l'autre côté , je doute qu'il soit toujours vrai que les richesses soient une suite infaillible de la liberté. Il faut pour cela peut-être des accidens particuliers , & qu'une certaine façon de penser

» On ne peut que louer la sagesse du
 » Gouvernement Anglois , qui veille si uti-
 » lement au bonheur de cette classe d'hom-
 » mes , que l'on devoit regarder comme la
 » première , puisque c'est celle qui fait vi-
 » vre toutes les autres. Un Etat où le Pay-
 » san est à son aise , ne peut qu'être un Etat
 » riche. «

Lettres de M. l'Abbé LE BLANC , Tome II
Lettre XXXVIII. sur l'aisance où vivent le
Payſans d'Angleterre.

Tome I.

D

se rencontre avec la liberté. Mylord Bacon rendant compte des grands avantages remportés par les Anglois dans leurs guerres avec la France , les attribue principalement à la supériorité d'aisance & d'abondance dont jouissoit le Peuple en Angleterre. Cependant les Gouvernemens des deux Royaumes en ce tems-là étoient à peu près les mêmes. Lorsque les Laboureurs & les Artisans sont accoûtumés à travailler pour des gages très-modiques , & à ne retenir qu'une petite part du fruit de leur labeur ; il est difficile pour eux , même dans un Gouvernement libre , de rendre leur condition meilleure , ou de conspirer entre eux pour faire hausser leurs gages. Mais même lorsqu'ils sont accoûtumés à une vie plus aisée , il est facile aux riches dans un Gouvernement despotique de conspirer

contre eux & de rejeter sur eux tout le fardeau des taxes.

Qui diroit que la pauvreté du Peuple en France, en Italie & en Espagne est dûe en partie à la supériorité de richesse du sol & à l'excellence du climat, auroit l'air d'avancer une proposition fort étrange ; & cependant il seroit aisé de trouver beaucoup de raisons pour justifier ce paradoxe.

Dans un pays aussi riche que ceux de ces régions plus méridionales, l'Agriculture est un Art facile & un homme avec deux mauvais chevaux, est en état dans une saison, de cultiver assez de terre pour payer une rente même considérable au Propriétaire. Tout l'Art que le Fermier connoît est de laisser la terre reposer un an, aussitôt qu'elle est épuisée : la chaleur du Soleil seul, & la température du climat, l'en-

richissent & lui rendent la fécondité. De si pauvres Laboureurs n'esperent de leur travail que leur simple subsistance ; ils n'ont ni fonds , ni richesses , dont ils puissent attendre davantage , & en même tems ils sont pour jamais dans la dépendance de leur Seigneur , qui ne fait point avec eux de bail pour la terre , & qui ne craint pas qu'elle dépérisse par leur mauvaise maniere de la cultiver. En Angleterre la terre est riche , mais d'une culture difficile & très-coûteuse ; elle ne produit que de petites récoltes lorsqu'elle n'est pas travaillée avec soin , & par une méthode qui ne rapporte le profit entier , que dans le cours de plusieurs années. Ainsi un Fermier en Angleterre doit avoir un fonds considérable & un long bail , qui lui rendent des profits proportionnés. Les belles vignes de Champagne &

de Bourgogne , qui rapportent souvent au Propriétaire au-delà de cinq livres sterling par acre , sont souvent cultivées par des Paysans qui à peine ont du pain. La raison en est que ces Vignerons n'ont besoin , pour cultiver la terre , que de leurs membres & de quelques outils qu'ils peuvent avoir pour vingt schelings. Les Fermiers sont communément un peu plus à leur aise dans ces pays-là : mais ceux qui engraisent le bétail sont de tous les hommes qui vivent de la culture de la terre , ceux qui sont le plus à leur aise. La raison en est toujours la même , les profits doivent être proportionnés à la dépense & aux hasards que l'on court. Par-tout où un nombre aussi considérable de ceux qui cultivent la terre , comme les Laboureurs & les Fermiers , sont si mal à leur aise , il faut que le reste partage leur

pauvreté, soit que le Gouvernement de la Nation soit Monarchique ou Républicain.

Nous pouvons faire une remarque semblable à l'égard de l'Histoire générale du Genre humain. Quelle est la raison pourquoi les Peuples qui habitent entre les Tropiques, n'ont encore pû parvenir à aucun Art, ni se civiliser, pas même atteindre à aucune police dans leur Gouvernement & à aucune discipline militaire, tandis que peu des Nations dans les climats tempérés ont été entièrement privées de ces avantages. Il est probable qu'une cause de ce phénomène est la chaleur toujours égale du climat sous la Zone Torride, qui fait que les Habitans ont moins de besoin de vêtemens & de maisons, & qui par-là éloigne cette nécessité, qui est le grand éperon de l'industrie &

de l'invention : *Curis acuens mortalia corda*. Outre que moins les Peuples ont de biens & de possessions de cette espèce , moins il doit arriver de querelles parmi eux , & par conséquent moins ils ont besoin d'une police établie , ou d'une autorité régulière , pour les protéger & les défendre , soit des Ennemis étrangers , soit les uns des autres.



DISCOURS II.

Du Luxe.

LE Luxe est un mot dont la signification est très-incertaine , & qui peut être pris dans un bon , aussi-bien que dans un mauvais sens. En général il signifie une grande recherche dans ce qui peut flatter les sens , & cette recherche peut être portée à un point innocent ou blâmable , suivant l'âge , le pays , ou la condition de la personne †.

† Le savant Auteur des *Elémens du Commerce* , qui a fait un usage si judicieux des meilleurs Ouvrages Anglois , sur cette matière , a cité ce Discours de M. HUME sur le Luxe , dans son Chapitre XI. qui porte le même titre. Selon lui le Luxe doit être défini dans la plus grande précision dont il

En ceci, comme dans les autres sujets de Morale, on ne peut fixer exactement les limites entre le vice & la vertu. Il ne peut jamais entrer dans une tête qui n'est pas dérangée par les accès d'un enthousiasme fanatique, d'imaginer que ce soit un vice que d'accorder quelque chose à ses sens, ou de se permettre quelque délicatesse dans les mets, ou dans la boisson. A la vérité, j'ai entendu parler d'un Moine, qui à cause que les fenêtres de sa cellule s'ouvroient sur un très-bel aspect, fit un pacte avec ses yeux de ne les jamais tourner de ce côté-là, & de se refuser un plaisir si sensuel.

Tel est le crime de boire du vin

soit susceptible, l'usage que font les hommes de la faculté d'exister agréablement par le travail d'autrui.

de Champagne ou de Bourgogne, préféablement à la petite biere ou à la biere commune. Ces délicatesses ne sont des vices que lorsqu'on s'y livre aux dépens de quelque vertu, comme la libéralité ou la charité : c'est ainsi qu'elles deviennent des folies, lorsqu'elles sont cause qu'un homme ruine sa fortune, & se réduit au besoin & à la mendicité. Lorsqu'elles ne prennent sur aucune vertu, & qu'elles n'empêchent pas qu'un homme ne soit en état de pourvoir aux besoins de ses amis & de sa famille, ou de tout autre objet de générosité ou de compassion, elles sont entièrement innocentes, & ont été reconnues pour telles dans tous les âges, par presque tous les Moralistes.

Par exemple, c'est un défaut qui annonce la foiblesse de l'esprit ; c'est une marque de stupidité gros-

siere que de s'occuper uniquement du luxe de la table , sans être sensible aux plaisirs de l'ambition , de l'étude , ou de la conversation ; c'est la preuve d'un cœur totalement dépourvû d'humanité , que d'affouvir aussi brutalement ses sens, sans aucun égard pour ses amis ou sa famille. Mais si un homme se réserve assez de tems pour penser à tout ce qui est loüable , & un argent suffisant pour les objets naturels de sa générosité , il est à l'abri de toute ombre de blâme ou de reproche.

Puisque le Luxe peut être considéré ou comme innocent , ou comme blâmable , on doit être étonné de ces opinions déraisonnables , qui ont été soutenues pour ou contre. Tandis que des hommes de principes dissolus louent jusqu'au Luxe vicieux , & le représentent comme

très-avantageux à la Société , d'un autre côté , ceux d'une Morale sévère blâment même le Luxe le plus innocent , & le représentent comme la source de toutes les corruptions , & de tous les désordres qui arrivent dans le Gouvernement civil †. Nous tâcherons ici de corriger ces deux extrêmes , en prou-

† » Nous voilà conduits à l'examen du
 » Luxe & de ses Ouvriers : l'objet de tant
 » de vagues déclamations , qui partent
 » moins d'une saine connoissance , ou d'une
 » sage sévérité de mœurs , que d'un esprit
 » chagrin & envieux. «

» Si les hommes , &c. «

M. MELON, *Chapitre du Luxe*. Voici comme il le définit quelques lignes après.
 » Le Luxe est une somptuosité extraordi-
 » naire que donnent les richesses & la sécu-
 » rité d'un Gouvernement ; c'est une suite
 » nécessaire de toute Société bien poli-
 » tée. «

vant premierement que les siècles de politesse & de luxe sont en même tems les plus heureux & les plus vertueux ; secondement , que par-tout où le luxe cesse d'être innocent , il cesse aussi d'être avantageux ; & que lorsqu'il est poussé trop loin , c'est une qualité pernicieuse , quoiqu'elle ne soit peut-être pas celle qui l'est le plus à la Société politique.

Pour prouver le premier point , nous n'avons qu'à considérer les effets du luxe sur la vie privée & publique. La félicité humaine , selon les notions les plus reçues , paroît consister en trois choses ; l'action , le plaisir , & le repos : ce sont , pour ainsi dire , trois ingrédients qui doivent être mêlés en différentes proportions , suivant les dispositions particulieres des personnes ; mais si l'un des trois manque

totalelement à ce mélange, il ne peut plus être goûté, ni par conséquent produire son effet. Le repos, à la vérité, ne paroît pas par lui-même contribuer beaucoup à notre jouissance; mais ainsi que le sommeil il y est nécessaire †. C'est un relâ-

† *Un des premiers Philosophes de ce siècle, & celui de tous qui, ayant le mieux étudié la Nature, nous en a donné la connoissance la plus parfaite, M. DE BUFFON, fait envisager le Sommeil sous une face toute nouvelle, & qui n'en est pas moins vraie. Je cite ses propres paroles, parce que d'ordinaire en ce qu'il écrit, il n'y a rien à ajouter, ni à retrancher.* » Dans l'animal l'état de Sommeil n'est donc pas un état accidentel, » occasionné par le plus ou le moins grand » exercice de ses fonctions pendant la veille; cet état est au contraire une maniere » d'être essentielle & qui sert de base à l'économie animale. C'est par le sommeil que » commence notre existence; le fœtus dort

chement qu'exige la foiblesse de la nature humaine qui ne peut supporter un cours non interrompu d'affaires ou de plaisirs : cette marche prompte des esprits qui enleve un homme à lui-même , & qui cause

» presque continuellement & l'enfant dort
» beaucoup plus qu'il ne veille. «

» Le Sommeil qui paroît être un état pu-
» rement passif , une espece de mort , est
» donc au contraire le premier état de l'ani-
» mal vivant , & le fondement de la vie ;
» ce n'est point une privation , un anéan-
» tissement , c'est une maniere d'être , une
» façon d'exister tout aussi réelle & plus gé-
» nérale qu'aucune autre : nous existons de
» cette façon avant que d'exister autrement ;
» tous les Etres organisés qui n'ont point
» de sens n'existent que de cette façon , au-
» cun n'existe dans un état de mouvement
» continuel , & l'existence de tous participe
» plus ou moins à cet état de repos. «

*Discours sur la Nature des Animaux , His-
toire Naturelle , Tome IV.*

sa satisfaction , les fatigue & les épuise ; elle demande quelque intervalle de repos, qui bien qu'agréable pour un moment , engendre , s'il est trop prolongé , la langueur & la léthargie qui détruisent toute jouissance.

L'Education , la Coûtume & l'Exemple ont une puissante influence pour déterminer la façon de penser de l'esprit , & il faut avouer que tout ce qui porte à l'action & au plaisir favorise d'autant plus la félicité humaine. Dans les tems où l'Industrie & les Arts fleurissent , les hommes sont entretenus dans une occupation continuelle , & jouissent , comme de leur récompense , de cette occupation même , aussi-bien que de ces plaisirs qui sont le fruit de leur travail. L'Esprit acquiert une nouvelle vigueur , étend ses puissances & ses facultés , & par

l'exercice assidu d'une industrie utile , satisfait ses appétits naturels & prévient la naissance de ces appétits extravagans , qui communément prennent racine chez ceux qui sont nourris dans l'aisance & dans la paresse. Bannissez ces Arts de la Société , vous priveriez les hommes de l'action † & du plaisir , & ne leur laissant que le repos pour les

† » Les Hommes affranchis des besoins
 » ne travaillent que pour satisfaire les diffé-
 » rentes cupidités de leur amour-propre.
 » Bornez-les au nécessaire , vous découragez
 » l'industrie , vous faites tomber les Arts ,
 » vous changez les mœurs ; en un mot ,
 » vous réduisez presque les hommes à la
 » condition des Sauvages. Alors ce n'est pas
 » la peine de s'unir en Société , & de bâtir
 » des Villes , nous n'avons qu'à aller vivre
 » dans les Forêts. «

*Lettres d'un François , Tome II, Lettre LX.
 sur le Luxe.*

remplacer, vous détruisez même le goût du repos, qui n'est jamais agréable que quand il succède au travail, & qu'il rétablit les esprits épuisés par trop d'application & de fatigue.

Un autre avantage de l'industrie & du raffinement dans les Arts mécaniques, est que communément les Arts libéraux s'en ressentent eux-mêmes : les uns ne peuvent être portés à la perfection, sans que les autres ne fassent aussi quelques progrès sensibles. Le même siècle qui produit de grands Philosophes & de grands Politiques, des Généraux & des Poètes fameux, abonde aussi d'ordinaire en Ouvriers habiles & en bons Constructeurs de vaisseaux. On ne doit pas s'attendre que dans une Nation où l'Astronomie est ignorée & la Morale négligée, il se trouve des Ouvriers ca-

pables de fabriquer une pièce de drap dans le degré de perfection dont elle est susceptible. L'Esprit du siècle se communique à tous les Arts. Le génie des hommes n'est pas plutôt tiré de cette fatale léthargie qui l'engourdit, qu'il fermente, pour ainsi dire, s'agite, se tourne de tous côtés, & perfectionne tous les Arts & toutes les Sciences. L'ignorance profonde est entièrement bannie, & les hommes jouissent du privilège de créatures raisonnables, de penser aussi-bien que d'agir, de cultiver les plaisirs de l'esprit aussi-bien que ceux du corps.

Plus ces Arts polis approchent de leur perfection, plus les hommes deviennent sociables, & il n'est pas possible que lorsqu'ils sont enrichis par les Sciences & qu'ils ont acquis un fonds de conversation, ils se

contentent de demeurer dans la solitude , ou de vivre avec les Habitans du même lieu , comme font les Nations ignorantes & barbares. Ils se rassemblent dans les Villes ; ils aiment à recevoir ou à communiquer les connoissances , à montrer leur esprit , ou leur politesse , leur goût dans la conversation ou dans la maniere de vivre , dans les habillemens ou dans les équipages †.

† » Les Hommes , par une émulation
 » naturelle , dépensent plus à proportion
 » qu'ils habitent des endroits plus peuplés.
 » Seuls , ils se négligent , ils s'abandonnent
 » à une vie plus souvent grossiere que simple ,
 » parce qu'ils n'ont devant les yeux
 » aucun objet qui aiguillonne leur amour-
 » propre. «

» Il faut trop de vertu , pour renoncer
 » aux avantages que les richesses donnent
 » sur les autres. On ne les possède point in-
 » différemment. Les uns les accumulent par

Le sage est attiré par la curiosité, le fou par la vanité, tous les deux le sont par le plaisir. Il se forme de toutes parts des Sociétés particulières : le Commerce aisé des deux sexes adoucit & polit les mœurs ; de maniere qu'outre les avantages que les hommes retirent des Sciences & des Arts libéraux, il est impossible qu'ils n'éprouvent une augmentation d'humanité, de l'habitude même de converser ensemble, & de contribuer aux amusemens & aux plaisirs les uns des autres. Ainsi l'industrie, la connoissance & l'humanité, sont liées en-

» une folle cupidité ; les autres les prodiguent par une vanité ridicule. A voir les
 » Hommes toujours donner dans les excès,
 » ils semblent qu'ils n'aient que le choix
 » des vices. «

Lettres d'un François, ibid.

semble par une chaîne indissoluble ; & c'est principalement dans les siècles de Luxe & de Politesse qu'on les trouve , comme l'expérience , aussi-bien que la raison , le démontrent.

Au reste ces avantages ne sont pas accompagnés de désavantages qui leur soient proportionnés en aucune sorte. Plus les hommes raffinent sur le plaisir , moins ils se livrent aux excès de quelque espèce qu'ils soient , parce que rien ne détruit plus le véritable plaisir que de pareils excès. On peut bien assurer que les Tartares tomberont plus souvent dans une gloutonnerie animale , lorsqu'ils se régalent de la chair de leurs chevaux morts , que les Courtisans d'Europe , au milieu de tous les raffinemens de la Cuisine moderne : Et si l'amour libertin , ou même l'infidélité dans le

mariage, sont plus fréquens dans les siècles polis, où l'un & l'autre ne passent que pour galanterie ; l'ivrognerie, d'un autre côté, est beaucoup moins commune, vice plus odieux & plus pernicieux & à l'esprit & au corps †. Et sur cette matière, j'en appellerois non-seulement à un Ovide, ou à un Pétro-ne ; mais à un Sénèque, ou à un Caton. Nous savons que César, durant la conspiration de Catilina, étant obligé de remettre un billet qui découvroit une intrigue avec

† » C'est peut-être le Luxe qui a banni
 » des Villes & de l'Armée l'ivrognerie,
 » autrefois si commune, & bien plus nuisi-
 » ble pour le corps & pour l'esprit. En
 » effet elle semble s'être retirée dans les
 » Campagnes, où le Luxe n'est pas encore
 » arrivé. «

M. MELON, *Chapitre du Luxe.*

Servilie sœur de Caton , à Caton même : ce sévère Philosophe le lui rejetta avec indignation , & dans l'amertume de sa colere lui donna le nom d'yvrogne , comme un terme plus outrageant que celui qu'il auroit pû lui appliquer avec plus de justice.

L'industrie , la connoissance & l'humanité ne sont pas seulement avantageuses dans la vie privée ; elles répandent encore leur influence bienfaisante sur le Public : & autant par leur moyen les Particuliers deviennent riches & heureux , autant elles rendent le Gouvernement grand & florissant. L'augmentation & la consommation des denrées , & de tout ce qui sert à l'ornement & au plaisir de la vie , sont extrêmement utiles à la Société , parce qu'en même tems qu'elles multiplient ces agrémens innocens

pour

pour les Particuliers , elles font une espèce de magasin de travail , qui dans les besoins de l'Etat, peut être employé au service public. Dans une Nation où personne ne recherche ces superfluités , les hommes tombent dans l'indolence , perdent tout goût pour la vie , & sont inutiles au Public , qui ne peut soutenir ses Flottes & ses Armées du produit de l'industrie de Membres aussi paresseux.

Les limites de tous les Royaumes de l'Europe sont à peu près les mêmes qu'elles étoient il y a deux cens ans : mais quelle différence se trouve à présent dans la puissance & la grandeur de ces Royaumes , qu'on ne peut attribuer qu'à l'augmentation qui est arrivée dans les Arts & dans l'industrie ! Lorsque Charles VIII. Roi de France , envahit l'Italie , il conduisit avec lui

environ vingt mille hommes ; & cependant cet armement , comme nous l'apprenons de Guicciardin , épuisa tellement la Nation , que de quelques années elle ne fut en état de faire un aussi grand effort. Le dernier Roi de France , en tems de guerre , avoit à sa solde au-dessus de quatre cens mille hommes (*a*) ; quoique depuis la mort du Cardinal Mazarin jusqu'à la sienne , ce Prince ait été engagé dans une suite de guerres qui durèrent près de quarante ans.

Cette industrie augmente beaucoup par les connoissances inséparables des siècles d'Arts & de Luxe , comme de l'autre côté les connoissances font que l'Etat tire un meilleur

(*a*) L'Inscription de la Place Vendôme dit quatre cens quarante mille.

leur parti de l'industrie de ses Sujets. Les Loix, l'Ordre, la Police, la Discipline ne peuvent être perfectionnées à quelque degré, avant que la raison humaine le soit elle-même par l'expérience & par une application aux Arts les plus communs, du moins à ceux du Commerce & des Manufactures. Peut-on s'attendre qu'un Gouvernement sera bien réglé par un Peuple qui ne fait pas faire un Rouet, ou se servir avantageusement d'un Métier? Sans parler de la superstition qui infeste tous les siècles d'ignorance, & qui détourne en même tems le Gouvernement de son objet, & les hommes de leur intérêt & de leur bonheur.

La connoissance dans le grand art du Gouvernement engendre naturellement la douceur & la modération, en instruisant les hommes

des avantages des maximes humaines , sur la rigueur & la sévérité qui entraînent les Sujets dans la révolte , & qui en leur ôtant tout espoir de pardon , rend impraticable le retour à la soumission. Lorsque les connoissances sont perfectionnées , & que les mœurs sont adoucies , cette humanité paroît encore bien davantage ; elle est le principal caractère qui distingue un siècle poli des tems de barbarie & d'ignorance. Les factions sont alors moins turbulentes , les révolutions moins tragiques , l'autorité moins sévère , & les séditions moins fréquentes. Les guerres étrangères même deviennent moins cruelles : sur le champ de bataille où l'honneur & l'intérêt endurent les hommes contre la pitié , aussi-bien que contre la peur , les Combattans après l'action se dépouillent de leur sé-

rocité & redeviennent des hommes †.

On ne doit point craindre que ces hommes en perdant cette férocité perdent aussi l'esprit martial, ou deviennent moins courageux & moins ardens à la défense de leur Patrie ou de leur liberté. L'effet des Arts n'est pas d'énerver l'esprit & le corps ; ils reçoivent au contraire l'un & l'autre une nouvelle force de l'industrie qui est la compagne inséparable des Arts. Si la colere ,

† *L'Auteur auroit pû en citer un exemple frappant de nos jours. Après la Bataille de Fontenoy, les Vaincus furent traités avec une humanité qui fit autant d'honneur aux Vainqueurs que la victoire même. D'un autre côté, ceux de nos François qui par les hasards de la guerre ont été prisonniers en Angleterre, y ont éprouvé cette même humanité de la part d'une Nation que la France se fait gloire d'avoir pour rivale en générosité.*

qui aiguise le courage, perd par la politesse quelque chose de son âpreté, un sentiment d'honneur, qui est un principe plus fort, plus constant, & plus aisé à gouverner, acquiert une nouvelle vigueur par cette élévation de génie que donnent les connoissances & une bonne éducation. Ajoûtons à ceci que le courage ne peut ni durer, ni être de quelque usage ; lorsqu'il n'est pas accompagné de la discipline & du savoir militaire, qui se trouvent rarement parmi un Peuple barbare. Les Anciens ont remarqué que *Datames* (a) a été le seul Barbare qui ait jamais sù l'art de la Guerre. *Pirrhus* voyant les Romains ranger

(a) Ceux qui ne connoissent pas ce Général d'armée, peuvent consulter *Cornelius Nepos*, *Vies des Généraux d'armée*, Chapitre *CXIV.*

leur Armée en bataille avec quelque art & quelque habileté dit avec étonnement : *Ces Barbares n'ont rien de barbare dans leur discipline.*

On doit observer que comme les anciens Romains en s'appliquant uniquement à la guerre, ont été les seuls Peuples non policés, qui aient eû une discipline militaire, de même les Italiens modernes sont parmi les Européens le seul Peuple civilisé qui ait jamais manqué de courage & d'un esprit guerrier. Ceux qui voudroient attribuer cette mollesse des Italiens à leur luxe, à leur politesse, ou à leur goût pour les Arts, n'ont qu'à considérer les François & les Anglois, dont la bravoure est aussi incontestable, que leur amour pour le Luxe & leur application au Commerce. Les Historiens Italiens donnent une raison plus satisfaisante de cet abâtardisse-

ment de leurs Compatriotes. Ils nous montrent comment les Souverains d'Italie ont tous à la fois laissé reposer leur épée, tandis que l'Aristocratie Vénitienne étoit toujours sur ses gardes contre ses Sujets ; que la Démocratie Florentine s'appliquoit uniquement au Commerce, & que Rome étoit gouvernée par des Prêtres & Naples par des Femmes. La Guerre devint alors l'affaire des Soldats de fortune qui s'épargnoient l'un l'autre, & qui au grand étonnement du monde, pouvoient employer des jours entiers à ce qu'ils appelloient des batailles, & rentrer le soir dans leur Camp sans qu'il y eût eu la moindre effusion de sang.

Ce qui a le plus induit plusieurs Moralistes à déclamer contre le Luxe & la délicatesse dans les plaisirs, est l'exemple de l'ancienne Rome

Rome qui , joignant à sa pauvreté & à sa rusticité , la vertu & l'amour de la Patrie , s'est élevée à un point si étonnant de grandeur & de liberté , & qui depuis , ayant pris des Provinces qu'elle avoit conquises le Luxe de la Grece & de l'Asie , est tombée dans toute sorte de corruption ; d'où sont nées les fédérations & les guerres civiles , suivies à la fin de la perte totale de sa liberté. Tous les Auteurs Classiques qu'on nous donne à lire dans notre enfance sont pleins de ces sentimens , & attribuent universellement la ruine de leur état aux Arts & aux richesses que les Romains tirent de l'Orient , tellement que Salluste représente le goût pour la peinture , comme un vice comparable à la dissolution & à l'ivrognerie. Ces sentimens étoient si communs durant les derniers tems de la

parce que c'est par elles qu'ils obtiennent les plaisirs qu'ils désirent & auxquelles ils sont accoutumés. Rien ne peut restreindre ou régler l'amour de l'argent qu'un sentiment d'honneur & de vertu, qui, s'il n'est pas égal dans tous les tems, fera naturellement plus commun dans les siècles de luxe & de lumière.

De tous les Royaumes de l'Europe, la Pologne paroît celui qui est le plus défectueux dans les Arts de la guerre, aussi-bien que dans ceux de la paix, dans les Arts mécaniques, comme dans les Arts libéraux; c'est cependant le pays où la vénalité & la corruption prévalent le plus. Les Nobles semblent n'avoir conservé leur Couronne élective que pour la vendre régulièrement à celui qui la met à un plus haut prix; c'est presque la

seule espece de Commerce que ce Peuple connoisse.

Les Libertés de l'Angleterre , bien loin de décheoir depuis l'origine du Luxe & des Arts , n'ont jamais fleuri davantage que dans ces tems où la Nation a jouï de ces fruits agréables de son Commerce ; & quoique la corruption paroisse augmenter depuis quelques années, on doit l'attribuer principalement à la liberté établie parmi nous , qui fait que nos Princes ont trouvé également impossible de nous gouverner sans Parlemens , ou d'épouvanter les Parlemens par le fantôme de leur Prérrogative. Je pourrois ajoûter que cette corruption ou vénalité prévaut beaucoup plus parmi ceux qui choisissent , que parmi ceux qui sont choisis , & que par conséquent on ne peut l'attribuer avec justice à aucun excès de luxe.

Si nous considérons la chose dans son vrai point de vûe , nous trouverons que le Luxe & les Arts sont plutôt favorables à la Liberté , & qu'ils tendent naturellement à soutenir un Gouvernement libre, sinon à le produire. Dans les Nations grossières & non civilisées, où les Arts sont négligés, tout le travail est borné à la culture de la terre & toute la Société se partage en deux classes, les Propriétaires de la terre & leurs Vassaux ou Fermiers. Les derniers sont nécessairement dépendans & dressés à la sujétion & à l'esclavage dans les pays, sur-tout où ils ne possèdent aucunes richesses, & où ils ne se rendent pas recommandables par leurs connoissances dans l'Agriculture, comme il faut que cela arrive par-tout où les Arts sont négligés. Les premiers s'érigent naturellement en petits

Tyrans ; & il faut , ou qu'ils se soumettent à un Maître absolu pour l'amour de la paix & de l'ordre , ou s'ils veulent conserver leur indépendance , de même que *les Barons Gothiques* , ils tombent nécessairement dans des inimitiés & dans des querelles entre eux , qui jettent toute la Société dans une telle confusion , qu'elle est peut-être pire que le Gouvernement le plus despotique. Mais où le Luxe nourrit le commerce & l'industrie , les Payfans par une culture convenable de la terre , deviennent riches & indépendans ; tandis que les Négocians & les Marchands acquierent une partie de propriété , & attirent de l'autorité & de la considération à cet ordre moyen des hommes , qui font la meilleure & la plus ferme base de la liberté publique. Ceux-ci ne se soumettent pas à l'escla-

vage, comme de malheureux Payfans, par la pauvreté & la foiblesse de leur esprit : N'ayant aucune espérance de tyranniser les autres, comme les *Barons*, ils ne sont pas tentés pour se procurer cette satisfaction, de se soumettre à la tyrannie de leur Souverain. Ils ne demandent que des Loix équitables qui leur assurent leurs possessions, & qui les garantissent de la tyrannie Monarchique, aussi-bien que de l'Aristocratique.

La Chambre des Communes est le soutien de notre Gouvernement populaire, & tout le monde sait qu'elle doit sa principale influence & sa considération à l'augmentation du commerce, qui a fait passer dans les mains des Communes une si grande partie des richesses de la Nation. Combien n'est-il donc pas inconséquent de déclamer avec tant

de violence contre le Luxe & le goût des Arts, & de les représenter comme le poison de la liberté & de l'amour du bien public ?

Rien n'est plus ordinaire que de blâmer les tems présens & d'élever la vertu de nos Ancêtres : c'est un penchant presque inhérent à la nature humaine ; & comme les opinions & les sentimens des siècles polis sont les seuls qui passent à la postérité, il arrive de-là que nous trouvons tant de jugemens sévères contre le Luxe & même contre les Sciences, & qu'aujourd'hui encore nous y applaudissons si inconsidérément †. Mais il est aisé d'en apper-

† Ce Discours & le Chapitre de M. MELON sur le Luxe, suffisent pour faire sentir tout le ridicule de ces vaines déclamations contre les Sciences, dont les avantages sont tellement reconnus en France, par rapport au

cevoir la fausseté par la comparai-

bonheur de la Société, en ce qui intéresse les Mœurs, comme en ce qui regarde la Politique, que l'amour du Paradoxe, & l'esprit de singularité peuvent seuls avoir dicté ces Ecrits, qui ont paru depuis peu, où l'on a prétendu établir le système contraire, & qui se trouvent si bien refutés dans ce Discours. Il seroit une question bien simple à faire à ceux qui trouvent encore les Sciences si dangereuses : ce seroit de leur demander de qui l'on doit attendre le plus de vertu, du plus ignorant, ou du plus éclairé de tous les hommes. C'est ainsi qu'on affecte de paroître singulier, afin de passer pour Philosophe : on a d'autant plus de raison de se le promettre, qu'en effet le Vulgaire s'y trompe, & prend communément l'un pour l'autre ; la seule manière de s'habiller suffit pour lui en imposer. Nos Philosophes prétendus ont recours à cette affectation pour l'avertir du respect qu'ils supposent leur être dûs ; c'est un usage qu'ils ont emprunté de ceux de nos voisins qui sont les moins Philosophes d'une Nation qui à juste titre a la réputation de l'être. Nous devons

fon de différentes Nations qui font

beaucoup de bonnes choses aux Anglois ; mais malheureusement nous ne les prenons pas sans quelque mélange d'autres , que nous ferions aussi-bien de leur laisser. Le tems n'est peut-être pas éloigné où tout homme qui voudra se vêtir comme un Quaker sera sûr de passer pour Philosophe. Un de ceux de l'Antiquité qui a écrit pour tous les siècles & pour toutes les Nations , pensoit bien différemment : Negligere quid de se quisque sentiat , non solum arrogantis est , sed etiam omnino dissoluti , dit Cicéron. Lorsque les Lettres d'un François parurent pour la première fois il y a dix ans , on crut que l'Auteur s'étoit joué dans le portrait qu'il fait à la Lettre IV. des Petits-Mâitres Anglois : on ne s'attendoit pas que ceux de Paris dussent si-tôt les imiter. De combien cependant ceux-ci ne poussent-ils pas plus loin le ridicule & l'indécence , dans ces habits qu'ils prennent le matin pour promener l'ennui qui les force de courir les rues , où ils ne font qu'exciter le mépris du Peuple , dont ils attiroient l'envie , & apprendre à tout le Public qu'ils sont également embarrassés de leur

Contemporaines : nous jugerons alors avec plus d'impartialité, & nous mettrons mieux en opposition ces mœurs qui nous sont suffisamment connues. La trahison & la cruauté, les plus pernicioeux & les plus odieux de tous les vices, ne regnent jamais tant que dans les siècles grossiers. Les Grecs & les Romains civilisés les attribuoient à toutes les Nations barbares dont ils étoient environnés. Ils auroient donc pû présumer avec justice que leurs propres Ancêtres, si vantés, n'avoient pas de plus grandes vertus & étoient autant inférieurs à leur postérité en honneur & en humanité, que dans le goût & dans les Sciences. On peut vanter tant

loisir, de leurs richesses & du vuide de leur esprit ?

qu'on voudra un ancien Franc ou Saxon , je crois qu'il n'y a personne qui ne crût sa vie ou sa fortune moins sûres dans les mains d'un Maure ou d'un Tartare , que dans celles d'un Gentilhomme François ou Anglois , le rang des hommes les plus polis , dans les Nations les mieux civilisées †.

† » Voici à quel prix le Luxe étoit ban-
 » ni de la Nation dans la première Race.
 » C'est M. l'Abbé de Vertot qui parle :

» *Une vie libre , mais sauvage , des mœurs*
 » *féroces , le peu de Commerce avec les Na-*
 » *tions policées , l'ignorance des commodités ,*
 » *tout contribuoit à éloigner le Luxe de leurs*
 » *cabanes ; & nous ne pouvons nous faire*
 » *une idée plus nette & plus juste de ces pre-*
 » *miers tems , qu'en les comparant au genre*
 » *de vie que menent aujourd'hui les Hurons*
 » *& les Iroquois. Cela n'empêche pas l'Au-*
 » *teur de déclamer dans cette même Dissert-*
 » *tation contre le Luxe. «*

M. M E L O N , Chapitre du Luxe.

ce Luxe vicieux , ce travail ne feroit point du tout employé , c'est dire seulement qu'il y a quelqu'autre défaut dans la Nature humaine , comme la paresse , l'amour-propre , l'insensibilité pour les autres , auquel le Luxe en quelque maniere fournit un remède : mais la vertu , comme un aliment sain , vaut mieux que les poisons , quoique corrigés.

Je suppose le même nombre d'hommes , qui sont à présent en

» quoi se récrier sur cette sole dépense ?
 » Cet argent gardé dans son coffre seroit
 » mort pour la Société. Le Jardinier le re-
 » çoit , il l'a mérité par son travail excité
 » de nouveau : ses enfans presque nuds en
 » sont habillés ; ils mangent du pain abon-
 » damment , se portent mieux & travaillent
 » avec une espérance gaie. Il ne serviroit
 » aux Mandians qu'à entretenir leur oisiveté
 » & leur sale débauche. «

M. MELON, *Chapitre du Luxe.*

Angleterre ;

Angleterre , avec le même sol & le même climat : je demande s'il n'est pas possible pour eux d'être plus heureux par la maniere de vie la plus parfaite que l'on puisse imaginer , & par la plus grande réforme que la toute-puissance même puisse opérer dans leurs tempéramens & dans leurs dispositions. Il seroit ridicule d'assûrer que cela ne se peut pas : comme la terre est en état de nourrir plus que tous ses Habitans , dans un Etat ainsi modellé sur celui d'Utopie , ils ne pourroient souffrir d'autres maux que ceux qui naissent des maladies du corps , & ceux-ci ne sont pas la moitié des miseres humaines. Tous les autres maux nous viennent de quelque vice , ou dans nous-mêmes , ou dans les autres , & même plusieurs de nos maladies procèdent de la même origine. Bannissez les

vices , & les maux les suivront : vous devez seulement prendre garde de les extirper tous. Si vous n'en retranchez qu'une partie, vous pouvez rendre notre condition pire. En bannissant le Luxe vicieux, sans la paresse & l'indifférence pour son semblable, vous ne faites que diminuer l'industrie dans l'Etat, & vous n'ajoutez rien à la charité ou à la générosité des hommes. Contentons-nous donc d'assûrer que deux vices opposés dans un Etat, peuvent être plus avantageux qu'aucun des deux qui y domineroit seul, mais ne craignons pas de prononcer que le vice en lui-même n'est jamais avantageux. N'est-ce pas une grande inconséquence dans un Auteur, que d'avancer dans une page que les distinctions morales ont été inventées par les Politiques pour l'intérêt public, & de soutenir à la

page suivante que le vice est avantageux au Public (a) ? En quelque système de Morale que ce soit , il paroît que ce n'est guère moins qu'une contradiction dans les termes de parler d'un vice qui est en général avantageux à la Société.

J'ai cru ce raisonnement nécessaire pour donner quelque lumière à une question Philosophique , qui a été fort agitée en Angleterre. Je l'appelle une question Philosophique & non Politique , car quelle que fût la conséquence d'une transformation miraculeuse du Genre humain , par laquelle les hommes seroient doués de toute sorte de vertus , & affranchis de toute espèce de vice ; une pareille supposition ne regarde pas le Magistrat , qui ne

(a) La Fable des Abeilles.

visé qu'à ce qui est possible. Il ne peut guérir chaque vice, qu'en substituant une vertu à sa place. Souvent il ne peut remédier à un vice que par un autre; & en ce cas il doit préférer celui qui est le moins pernicieux à la Société †. Le Luxe, lorsqu'il est excessif, est la source de plusieurs maux; mais en général il est préférable à la fai-

† On ne peut rien de plus sage que ce que dit M. MELON à ce sujet.

» Les étoffes d'or de Lyon, les vins de
 » Bourgogne & de Champagne, les volail-
 » les de Normandie & du Maine, les Per-
 » drix & les Truffes de Périgord, payent
 » les tributs de ces Provinces. Le Vulgaire
 » ignorant s'irrite de ces folles dépenses;
 » l'Homme d'État les regarde comme un
 » effet désirable d'une cause qui en devient
 » moins mauvaise. «

*Essai sur le Commerce, Chapitre de la Ba-
 lance du Commerce.*

néantise & à la paresse , qui probablement lui succédroient , & qui sont plus dommageables & aux personnes particulieres & au Public. Lorsque la paresse regne , une vie misérable & grossiere prévaut parmi les Particuliers qui ne jouissent de rien , & sont presque sans société. Dans une telle situation , si le Souverain a besoin du service de ses Sujets , le travail de l'Etat suffit seulement à fournir le nécessaire aux Laboureurs. On n'en peut rien tirer pour ceux qui sont employés au service public.



DISCOURS III.

De l'Argent.

L'Argent n'est pas à proprement parler un des objets du Commerce, mais seulement l'instrument dont les hommes sont convenus, pour faciliter l'échange d'une commodité contre une autre. Ce n'est pas une des roues du Commerce : c'est l'huile qui rend le mouvement des roues plus doux & plus facile. Si nous considérons un Royaume isolé, il est évident que l'abondance d'argent plus ou moins grande n'est d'aucune conséquence, puisque le prix des denrées est toujours proportionné à la quantité de l'argent.

Avec l'écu que nous appellons

une Couronne , dans le tems d'Henri VII. on faisoit tout ce qu'on fait aujourd'hui avec une livre sterling. C'est l'Etat seul qui tire quelque avantage de la plus grande abondance d'argent , & cela uniquement dans ses guerres & ses négociations avec les Etats voisins. C'est par cette raison que tous les Pays riches & commerçans , depuis Carthage jusqu'à l'Angleterre , & la Hollande ont employé des Troupes mercenaires , qu'elles louent de leurs voisins qui sont plus pauvres. Si ces Pays étoient obligés de se servir de leurs Sujets naturels , ils y trouveroient moins d'avantage par la supériorité de leurs richesses , & par leur grande abondance d'or & d'argent , puisque les gages de tous leurs Domestiques doivent hauffer en proportion de l'opulence publique. Notre petite armée de vingt

mille hommes en Angleterre coûte autant au Gouvernement, que coûteroit à la France une armée trois fois aussi nombreuse. L'entretien de la Flotte Angloise pendant la dernière guerre coûtoit autant d'argent à la Nation, qu'on en employoit pour maintenir les Légions Romaines, qui tenoient le monde entier dans la sujétion du tems des Empereurs (*a*).

(*a*) Un simple Soldat dans l'Infanterie Romaine avoit un denier par jour, quelque chose moins de huit sols. Les Empereurs Romains avoient communément vingt-cinq Légions à leur solde ; ce qui, en comptant cinq mille hommes par Légion, fait cent vingt-cinq mille. *Tacit. Ann. Liv. 4.* Il est vrai qu'il y avoit aussi des Troupes auxiliaires jointes aux Légions, mais on est dans l'incertitude sur leur nombre & sur leur paye. A ne parler que des Troupes Légionnaires, la paye des simples Soldats ne pou-

Le

Le plus grand nombre de Peu-

voit pas excéder, la somme de seize cens mille livres sterling : le Parlement dans la dernière guerre en accorderoit communément deux millions cinq cens mille. Nous avons donc neuf cens mille livres sterling de plus pour les Officiers & les autres dépenses que les Légions Romaines. Il paroît qu'il n'y a eu que peu d'Officiers dans les armées Romaines, en comparaison de ce que nous en employons dans nos Troupes modernes, excepté dans quelques Corps Suisses, & ces Officiers avoient une très-petite paye. Un Centurion, par exemple, avoit seulement le double d'un Soldat ordinaire ; & comme les Soldats avec leur paye (*Tacit. Ann. Liv. 1.*) étoient obligés de se fournir d'habits, d'armes, de tentes & de bagage ; cela devoit considérablement diminuer les autres charges de l'armée, tant ce puissant Gouvernement dépensoit peu & tant son joug sur le monde entier étoit aisé, & en vérité, c'est la conclusion la plus naturelle des calculs précédens ; car l'argent, après la conquête de l'Égypte, paroît avoir été

ple, & leur plus grande industrie, font d'un avantage certain dans tous les cas, au-dedans & au-dehors, dans le particulier & dans le Public. Mais la plus grande abondance d'argent est très-limitée dans ses usages, & peut même quelquefois être nuisible à une Nation dans son Commerce avec les Etrangers. Il paroît y avoir une heureuse concurrence de causes dans les affaires humaines, qui arrête l'augmentation de commerce & de richesses, & qui les empêchent d'être restraintes à un seul Peuple, comme il seroit naturel de le craindre d'abord des avantages d'un Commerce établi. Lorsque dans le Commerce une Nation a pris le dessus sur une

Rome dans une aussi grande abondance qu'il l'est à présent dans les Royaumes les plus riches de l'Europe.

autre , il est fort difficile pour la dernière de regagner le terrain qu'elle a perdu , à cause de la supériorité d'industrie de la première , & des plus grands fonds , dont ses Marchands sont en possession , qui les met en état de se borner dans le Commerce à de plus petits profits : mais ces avantages sont compensés en quelque sorte par le bas prix du travail dans chaque Nation qui n'a pas un Commerce étendu , & qui n'abonde pas beaucoup en or & en argent. Ainsi les Manufactures petit à petit abandonnent ces Pays & ces Provinces qu'elles ont déjà enrichies , & s'établissent en d'autres , où elles sont attirées par le bon marché des provisions & du travail , jusqu'à ce qu'elles aient enrichi celles-ci , & en soient encore bannies par les mêmes causes. En général , nous pouvons observer

que la cherté de toute chose, que produit l'abondance d'argent, est un désavantage qui suit un Commerce établi, & qui y met des bornes dans tous les pays ; parce qu'elle fait que les Etats plus pauvres, peuvent vendre à plus bas prix dans tous les Marchés étrangers.

Ce fait m'a jetté dans un grand doute sur l'utilité des Banques & des papiers de crédit, qui passent si généralement pour être avantageux à toute Nation. Que les provisions & le travail deviennent chers par l'augmentation du Commerce & de l'argent, c'est à beaucoup d'égards un inconvénient ; mais un inconvénient qu'on ne peut éviter, & qui est l'effet de la richesse & de la prospérité publiques, qui sont le but de tous nos désirs. Il est compensé par l'utilité que nous retirons

de la possession de ces précieux métaux, & par le poids qu'ils donnent à la Nation dans toutes les guerres étrangères & dans les négociations. Mais je ne vois point de raison pour augmenter cet inconvénient, par une monnoie contrefaite que les Etrangers ne veulent pas recevoir, & que quelque grand désordre dans l'Etat réduiroit à rien. Il y a, à la vérité, beaucoup de gens dans tout Etat riche, qui ayant de grandes sommes d'argent, préféreroient du papier avec de bonnes sûretés, attendu que le transport en est plus aisé, & la garde plus assurée. Si le Public n'ouvre pas une Banque, les Banquiers particuliers profiteront de cette circonstance, comme faisoient autrefois les Orfèvres à Londres, ou comme font aujourd'hui les Banquiers à Dublin. C'est pourquoi l'on

peut penser qu'il est mieux qu'une Compagnie publique jouisse du bénéfice de ce papier de crédit, qui aura toujours lieu dans tout Royaume riche. Mais ce ne peut jamais être l'intérêt d'aucune Nation commerçante d'augmenter artificiellement un tel crédit, il doit au contraire en résulter de grands désavantages, en augmentant l'argent au-delà de sa proportion naturelle, avec le travail & les commodités, ce qui par-là en hausse le prix au Marchand & au Manufacturier.

Dans cette vûe il faut avouer qu'aucune Banque ne pourroit être plus avantageuse au Public, que celle où l'on enfermeroit tout l'argent qui y seroit apporté, & qui n'augmenteroit jamais la monnoie qui circule, comme cela est ordinaire, en remettant une partie de son thrésor dans le Commerce. Une

Banque publique par cet expédient rendroit infructueuses beaucoup de manoeuvres des Banquiers particuliers & des Agioteurs d'argent ; & quoique les frais de direction , & autres dépenses de cette Banque , fussent à la charge de l'Etat (car , suivant notre première supposition , elle n'en retireroit aucun profit) l'avantage national résultant du bas prix du travail & de la destruction du papier de crédit , seroit une compensation suffisante. Je pourrois ajouter qu'un argent si considérable se trouvant toujours tout prêt , seroit d'une grande ressource dans des tems de calamité & de danger public , & pourroit être remplacé à loisir , lorsque la paix & la tranquillité seroient rendues à la Nation.

Mais nous traiterons plus au long ci-après de ce papier de crédit. Je

finirai cet Essai sur l'Argent, en propofant & en expliquant deux Observations qui peuvent exercer l'esprit de nos Politiques spéculatifs ; car dans tous ces Discours, c'est à eux seuls que je m'adresse. C'est assez que je m'expose au ridicule qu'on attache quelquefois en ce siècle au caractère de Philosophe, sans y ajoûter celui que risque un Donneur de Projets.

C'étoit une remarque assez fine du Scythe Anacharsis (a), qui n'avoit jamais vû de monnoie dans son propre pays ; qu'à son avis, l'or & l'argent ne pouvoient avoir d'autre usage chez les Grecs que pour les aider à nombrer & à toutes les opérations de l'Arithmétique.

* (a) *Quomodo quæ suis prospectus in virtute sentire possit. Plut.*

que †. A la vérité, il est évident

† » Cette opinion que l'argent a une
 » valeur intrinsèque numéraire est encore
 » dans bien des têtes élevées, & même
 » dans de bons écrits. «

M. MELON, *Essai Politique sur le Commerce, Chapitre XXV.*

M. LOCK, dans un excellent Ouvrage sur cette matiere, intitulé en Anglois : *Some considerations of the consequences, of the lowering, of interest, and rising, the value, of money*, ne donne pas à l'argent cette valeur intrinsèque. Celle qu'il lui attribue, quoique de convention, ne laisse pas d'avoir une sorte de réalité, parce que la convention est générale. Voici ses propres paroles : » L'Argent ne sert point au Commerce, simplement comme mesure, ou » comme les jettons : il sert par lui-même » de gage & de sûreté ; c'est pourquoi tous » les moyens qu'on peut mettre en œuvre » pour le multiplier fictivement, en fabriquer des Billets, ne nous empêchent pas » d'être pauvres, mais nous cachent pour quelque tems notre pauvreté. «

que la monnoie n'est que la représentation du travail & des denrées, & sert uniquement comme de méthode pour les compter & les estimer. Si l'argent est dans une plus grande abondance, comme il en faut alors une plus grande quantité, pour représenter la même quantité de biens; cela ne peut avoir aucun effet, bon ou mauvais, à prendre une Nation à part.

C'est ainsi qu'il n'arriveroit aucune altération aux Livres de

C'est conséquemment à ces principes que l'Auteur des *Elémens du Commerce*, après avoir déterminé en quoi consiste la fonction naturelle de l'argent, comme signe, remarque judicieusement, que par-tout où l'ordre naturel qu'il expose existe actuellement, l'argent n'est point la mesure des denrées, & qu'au contraire la quantité des denrées mesure le volume du signe. *Chapitre XI. de la Circulation de l'Argent.*

compte d'un Marchand, si au-lieu de la maniere de calculer des Arabes, qui demande peu de caractères, il faisoit usage de celle des Romains, qui en demande beaucoup. Au contraire, la plus grande quantité d'argent, comme celle des caractères Romains est plutôt à charge, & demande un plus grand soin, soit pour la garder, soit pour la transporter. Mais malgré cette conclusion que l'on est forcé de reconnoître pour juste, il est certain que depuis la découverte des Mines de l'Amérique, l'industrie a augmenté dans toutes les Nations de l'Europe, excepté parmi les Possesseurs de ces Mines; & entr'autres causes, ce fait peut très-bien être attribué à l'augmentation d'or & d'argent. En conséquence, nous trouvons que dans tout Royaume où l'argent commence à se répan-

dre avec plus d'abondance qu'auparavant , toutes choses changent de face ; le travail & l'industrie prennent vigueur , le Marchand devient plus entreprenant , le Manufacturier plus soigneux & plus habile , & le Fermier même s'attache à sa charrue avec plus de gaieté & d'attention. Il n'est pas aisé de rendre compte de ceci, si nous considérons seulement l'influence qu'a une plus grande abondance d'argent , dans le dedans du Royaume , en haussant le prix des denrées & en obligeant un chacun pour chaque chose qu'il achete de payer un plus grand nombre de ces petites pièces jaunes ou blanches. Quant au Commerce étranger , il paroît qu'une plus grande abondance d'argent est plutôt désavantageuse, parce qu'elle fait monter plus haut le prix de chaque espèce de travail.

Pour rendre compte de ce phénomène , nous devons considérer que quoique le haut prix des denrées soit une conséquence nécessaire de l'augmentation d'or & d'argent ; cependant il ne suit pas immédiatement cet accroissement , mais qu'il faut qu'il se passe quelque tems , avant que l'argent circule dans tout l'Etat , & fasse ses effets sur toutes les sortes d'hommes. D'abord on n'apperçoit aucune altération ; ensuite le prix d'une denrée augmente , puis celui d'une autre , tant qu'à la fin le tout monte à une juste proportion , avec la nouvelle quantité d'espèce qui est dans le Royaume. C'est , à mon avis , seulement dans cet intervalle , ou situation intermédiaire , entre l'acquisition d'argent & le haussement des prix , que l'accroissement de la quantité d'or & d'argent est favo-

nable à l'industrie. Lorsqu'un nouvel argent est apporté dans une Nation, il n'est pas aussi-tôt dispersé dans plusieurs mains, il entre dans les coffres de quelques personnes qui cherchent immédiatement à l'employer de la maniere la plus avantageuse. Supposons ici qu'une Société de Manufacturiers, ou de Marchands, aient reçu des retours d'or & d'argent pour des marchandises qu'ils ont envoyées à Cadix : ils sont par-là en état d'employer plus d'Ouvriers qu'auparavant ; ceux-ci ne pensent jamais à demander des gages plus forts, & sont trop contents de trouver de l'emploi chez des Maîtres qui les payent bien. Si les Ouvriers deviennent rares, le Manufacturier leur donne des gages plus forts ; mais il demande d'abord une augmentation de travail à laquelle se soumet volon-

tiers l'Artisan , qui se procure une meilleure nourriture & une boisson plus agréable pour compenser le travail & la fatigue qu'il supporte de plus. Il porte son argent au marché , où il trouve toute chose au même prix qu'auparavant ; mais il revient avec une plus grande quantité de denrées & de meilleures espèces pour l'usage de sa famille. Le Fermier & le Jardinier trouvant que toutes leurs denrées sont enlevées , travaillent la terre avec plus d'empressement pour lui faire produire davantage , & en même tems sont en état de prendre de leurs Marchands de meilleurs draps & en plus grande quantité , attendu que leur prix est le même qu'auparavant , & que leur industrie est seulement aiguillée par ce nouveau gain. Il est aisé de suivre l'argent dans tous les progrès qu'il fait

dans un Etat, & nous trouverons qu'il faut qu'il éveille d'abord l'activité de chaque Particulier avant qu'il augmente le prix du travail.

L'espèce peut augmenter à un point considérable, avant que de produire ce dernier effet ; cela a paru par les fréquentes opérations du Roi de France sur la monnoie, où l'on a toujours trouvé que l'augmentation de la valeur numéraire n'a pas fait du moins de quelque tems hauffer en proportion le prix des denrées. Dans la dernière année de Louis XIV. les monnoies furent augmentées de trois septièmes ; le prix des denrées ne le fut que d'un. Le blé en France se vend à présent au même prix, ou pour le même nombre de livres qu'en 1683. quoique l'argent fût alors à trente livres le marc, & qu'il soit

à présent à cinquante (a) , sans

(a) Je donne ces faits sur l'autorité de M. Du Tot , dans ses *Réflexions Politiques* , quoique je sois obligé d'avouer que les faits qu'il avance en d'autres occasions sont si souvent suspects , qu'ils diminuent son autorité dans cette matiere. Cependant l'Observation générale que l'augmentation des monnoies en France , n'augmente pas d'abord à proportion le prix des denrées , est certainement juste.

C'est , ce me semble , une des meilleures raisons que l'on puisse donner de l'augmentation graduelle & universelle de l'argent , quoiqu'on n'en ait fait aucune mention dans tous ces volumes , qui ont été écrits par Messieurs Melon , Du Tot , & Paris Duverney. Si , par exemple , on refondoit toute notre monnoie , & que l'on retranchât un sou de chaque scheling. Probablement , on auroit pour le nouveau scheling les mêmes choses que l'on avoit auparavant pour l'ancien : par-là le prix de chaque chose seroit insensiblement diminué , le Commerce étranger seroit animé , & l'industrie domesti-

parler de l'addition considérable d'argent qui peut être arrivée dans ce Royaume dans le cours de ces soixante ans †.

que recevoit quelque encouragement par la circulation d'un plus grand nombre de livres & de schelings. En exécutant un pareil projet , il seroit mieux de faire passer le nouveau scheling pour vingt-quatre sols , afin de conserver l'illusion , & que l'on crût recevoir le même que l'Ancien.

† Cette illusion, qui ne peut avoir lieu que parmi le Peuple, n'y peut pas même subsister long-tems ; la valeur intrinseque d'une monnoie est bien-tôt connue : le Commerce étranger force les moins clairvoyans à s'appercevoir de l'altération ; car l'argent est non-seulement la véritable mesure des autres richesses d'un Etat , il est aussi celle de son Commerce avec ses voisins , ce qui est une nouvelle raison pour n'y pas toucher ; le moindre des inconvéniens qu'entraînent de semblables altérations est d'embarrasser le Commerce avec l'Etranger. M. Mun remarque de plus très-

Nous pouvons conclurre de tout ce raisonnement , qu'à l'égard du bonheur intérieur d'un Etat , il importe peu que l'argent soit en plus grande ou en moindre quantité. La bonne police du Gouvernement consiste uniquement à faire , s'il est possible , qu'il aille toujourns en augmentant , attendu que par ce

sagement que ces expédiens qui causent tant de dommages aux Sujets , ne sont pas même avantageux pour le Souverain , comme quelques personnes se le persuadent : » Car quoique , dit-il , une refonte de tout nostre argent , dont on altéreroit le poids ou le titre , apportât présentement (pour une fois seulement) un bénéfice certain à la monnoie , le Souverain perdrait bien-tôt ce bénéfice & beaucoup plus dans la perception de ses revenus , qui , par ce moyen , lui seroient payés annuellement en argent d'une moindre valeur intrinsèque qu'anciennement. « Chapitre VIII.

moyen il tient en haleine un esprit d'industrie dans la Nation, & qu'il augmente le magasin de travail qui fait le pouvoir réel & les vraies richesses d'un Peuple. Une Nation, dont l'argent diminue, est actuellement plus foible & plus misérable qu'une autre Nation qui n'a pas plus d'argent, mais qui est en train de l'augmenter. Il sera aisé d'en sentir la raison, si l'on considère que les altérations, dans la quantité de monnoie, ne sont pas suivies immédiatement d'altérations proportionnées dans le prix des denrées. Il y a toujours un intervalle, avant que ces matières s'ajustent à leur nouvelle situation; & cet intervalle est aussi pernicieux à l'industrie, lorsque l'or & l'argent diminuent, qu'il est en effet avantageux lorsque ces métaux augmentent. L'Ouvrier n'est pas employé de même par le Manu-

facturier & le Marchand , quoiqu'il paye le même prix pour chaque chose au Marché. Le Fermier ne peut disposer de son blé & de son bétail, quoiqu'il soit obligé de payer la même rente à son Seigneur. La pauvreté , la mendicité & la paresse qui doivent s'en suivre , sont aisées à prévoir.

Voici la seconde Observation que je me suis proposé de faire à l'égard de l'argent. Il y a quelques Royaumes & plusieurs Provinces en Europe (& tous autrefois étoient dans la même condition) où l'argent est si rare , que le Seigneur , qui n'en peut tirer de ses Fermiers , est obligé de recevoir sa rente en denrée , & de la consommer lui-même , ou de la faire transporter aux lieux où il peut trouver un Marché.

Dans ces pays le Prince ne peut

lever que peu ou point de taxes, & seulement de la même manière ; & comme des impositions ainsi payées ne peuvent lui apporter qu'un petit bénéfice, il est évident qu'un pareil Royaume n'a que peu de force au dedans, & ne peut entretenir des Flottes & des Armées, aussi loin que si l'or & l'argent abondoient en chaque Province. Il y a sûrement une plus grande disproportion entre les forces de l'Allemagne à présent, & ce qu'elle étoit il y a trois siècles (a), qu'il n'y en a entre son industrie, son Peuple & ses Manufactures.

Les domaines Autrichiens dans l'Empire, sont en général bien peu-

(a) Les Italiens donnerent à l'Empereur Maximilien le sobriquet de *Pocchi-Danari*. Aucune des entreprises de ce Prince ne réussit faute d'argent.

plés & bien cultivés ; ils sont d'une grande étendue , mais ils n'ont pas un poids proportionné dans la balance de l'Europe ; ce qui provient , comme on le suppose communément , de leur disette d'argent. Comment ces faits s'accordent-ils avec ce principe de raison , que la quantité d'or & d'argent est par elle-même entièrement indifférente. Suivant ce principe , par-tout où un Souverain a un grand nombre de Sujets , & où ceux-ci ont l'abondance des denrées , le Prince naturellement devrait être grand & puissant , & les Peuples riches & heureux , indépendamment de la plus grande ou de la moindre abondance de ces précieux métaux. L'or & l'argent admettent une infinité de divisions & de subdivisions , & lorsqu'ils seroient réduits à un si petit volume qu'il y auroit à crain-

dre de les perdre , il est aisé de les mêler avec un métal plus bas , comme cela se pratique dans quelques pays de l'Europe , & par ce moyen de leur donner un volume plus sensible & plus convenable. Ils répondent toujours au but d'échange qu'on se propose , en quelque nombre qu'ils puissent être , & quelque couleur que l'on veuille leur donner.

Je répons à ces difficultés que l'effet que l'on suppose ici être produit par la rareté d'argent , provient réellement des mœurs & des coutumes des Habitans ; & que , comme cela est assez ordinaire , nous prenons pour une cause , ce qui n'est qu'un effet collatéral. La contradiction n'est que dans l'apparence , & il faut quelques réflexions pour découvrir les principes par lesquels nous pouvons concilier la
raison

raison & l'expérience. Il paroît que c'est une maxime de la dernière évidence, que le prix de chaque chose dépend de la proportion entre les denrées & l'argent, & que toute altération un peu sensible sur l'un ou l'autre sujet, a le même effet de hausser ou de diminuer les prix. Augmentez les denrées, elles deviennent à meilleur marché; augmentez l'argent, elles haussent de valeur; comme de l'autre côté, une diminution des commodités, ou de l'argent, font les effets contraires.

Il est aussi évident que les prix ne dépendent pas tant de la quantité absolue de denrées & d'argent, qui sont dans une Nation, que de celle des denrées que l'on porte, ou que l'on peut porter au marché, & de l'argent qui circule. Si l'argent est renfermé dans des coffres,

c'est la même chose à l'égard des prix, que s'il étoit anéanti : si les denrées restent dans des greniers, il s'ensuit le même effet. Comme l'argent & les denrées dans ces cas ne se rencontrent jamais, ils ne peuvent réciproquement opérer l'un sur l'autre aucun effet.

Si nous avons en quelque tems que ce soit à former des conjectures sur le prix des provisions, le blé que le Fermier est obligé de garder pour sa subsistance & celle de sa famille ne doit jamais entrer dans l'estimation : c'est seulement le surplus comparé à la demande qui détermine le prix.

Pour appliquer ces principes, nous devons considérer que dans ces premiers tems, où un Etat est encore barbare, avant que l'imagination ait confondu ses besoins avec ceux de la nature ; les hom-

mes contens des productions de leurs propres champs, & de ces préparations grossières qu'eux-mêmes peuvent leur donner, ont peu de besoin d'échanges, ou du moins d'argent, qui, par convention, est la mesure commune de l'échange. La laine du Troupeau du Fermier filée dans sa famille & travaillée par un Drapier voisin, qui reçoit son paiement en blé ou en laine, suffit pour les besoins de sa famille. Le Charpentier, le Serrurier, le Masson, le Tailleur ont des salaires de pareille nature, & le Seigneur lui-même demeurant dans le voisinage, est content de recevoir sa rente en denrées, que produit le travail du Fermier. Il en consomme la plus grande partie dans son Château à recevoir des Hôtes grossiers : il envoie peut-être le reste à la Ville voisine dont il tire les

objets de sa dépense & de son luxe.

Mais ensuite les hommes commencent à raffiner sur leurs besoins comme sur leurs plaisirs ; ils ne vivent pas toujours chez eux , & ne se contentent pas de ce que produit leur voisinage : il y a plus d'échanges & de Commerce de toute espèce, & il entre plus d'argent dans ces échanges. Les Marchands ne veulent point être payés en blé , parce qu'ils ont besoin de quelque chose de plus que de manger. Le Fermier va chercher les commodités dont il a besoin au-delà de son Village , & ne peut pas toujours porter ses denrées au Marchand qui le fournit. Le Seigneur vit dans la Capitale , ou dans le Pays étranger , & demande sa rente en or & en argent qu'il est aisé de lui transporter. Il s'éleve dans toute espèce de com-

modités de grands Entrepreneurs , des Manufacturiers & des Marchands considérables , & ceux-ci ne peuvent trafiquer convenablement qu'en espèces. L'argent en conséquence , dans cette nouvelle forme de la Société , entre en beaucoup plus de contrats , & par ce moyen est beaucoup plus employé que dans la première.

Il s'enfuivra nécessairement que pourvû que l'argent n'augmente pas dans la Nation , chaque chose doit devenir à bien meilleur marché dans des tems d'industrie & de délicatesse , que dans des siècles grossiers & sauvages. C'est la proportion entre l'argent qui circule , & les denrées du marché , qui détermine les prix. Celles que l'on consomme ou que l'on échange avec d'autres commodités dans le voisinage , ne viennent jamais au marché : elles

n'ont aucun effet sur l'espèce courante ; à cet égard , elles sont comme si elles étoient entièrement anéanties , & par conséquent cet usage que l'on en fait détruit la proportion du côté des commodités & augmente les prix. Mais lorsque l'argent entre dans tous les contrats & dans tous les marchés , & qu'il est par-tout la mesure de l'échange , le même fonds national d'argent monnoyé a une plus grande tâche à remplir. Toutes les denrées sont alors au marché , la sphère de circulation est augmentée ; c'est la même chose que si cette somme individuelle devoit servir à un plus grand Royaume , & par conséquent la proportion étant dans ce cas-ci diminuée du côté de l'argent , chaque chose doit devenir à meilleur marché , & les prix doivent tomber par degrés.

Par les calculs les plus exacts qui ont été faits dans toute l'Europe, après avoir évalué le change dans la dénomination ou la valeur numéraire, il se trouve que les prix de toutes choses n'ont que triplé, ou au plus quadruplé, depuis la découverte des Indes Occidentales. Mais quelqu'un osera-t-il affûrer qu'il n'y a que quatre fois plus d'argent qu'il n'y en avoit dans le quinzième siècle, ou dans les siècles qui l'ont précédé ? Les Espagnols & les Portugais de leurs Mines ; les Anglois, les François & les Hollandois de leur Commerce d'Afrique, & par leurs interloppes dans les Indes Occidentales, tirent environ sept millions par an, dont la dixième partie ne va pas aux Indes Orientales. Cette seule somme en cinq ans doubleroit probablement l'ancien fonds d'argent en

Europe. Le changement dans les mœurs & dans les coûtumes, est la seule raison satisfaisante que l'on puisse donner, pourquoi les prix de toutes choses n'ont pas monté à un degré beaucoup plus exorbitant. Outre qu'une industrie additionnelle produit beaucoup plus de commodités, & que l'on porte plus de ces commodités au marché, après que les hommes ont quitté leur ancienne simplicité de mœurs †. Quoique cet

† » La quantité d'or & d'argent portée
 » en Europe, depuis la découverte de l'A-
 » mérique, auroit été capable de faire le
 » même effet (*d'augmenter le prix des terres*
 » & *de toutes sortes de marchandises*) si la
 » prodigieuse augmentation du Commerce,
 » n'avoit augmenté le besoin du gage des
 » échanges, proportionnellement à la quan-
 » tité de Pays devenus Commerçans : Et
 » proportionnellement à nos besoins de
 » Luxe, les Manufactures multipliées dans

accroissement n'ait pas été égal à celui de l'argent, il a cependant été considérable, & il a conservé la proportion entre l'espèce & les denrées plus près de l'ancien pié.

Si l'on proposoit la question, laquelle des deux manieres de vivre est la plus avantageuse à l'Etat ou au Public, sans luxe ou avec luxe, je ne me ferois aucun scrupule de préférer la dernière, du moins dans une vûe politique, & je m'y croirois fondé par l'encouragement que je donnerois au Commerce & aux Manufactures.

Lorsque les hommes vivent dans

» toute l'Europe, les dorures, la vaisselle,
 » l'argent transporté aux Indes, tout cela
 » fait une compensation vague & impossible
 » à apprécier exactement. ce

M. MELON, *Essai Politique sur le Commerce*, Chapitre XV.

la maniere simple & ancienne, & que leur industrie domestique, ou tout au plus le voisinage supplée à tous leurs besoins, le Prince ne peut lever de taxe d'une partie considérable de ses Sujets : s'il veut leur en faire supporter quelque une, il faut qu'il la reçoive en denrées, dans lesquelles seules ils abondent ; & les inconvéniens qui sont attachés à cette méthode sont si sensibles qu'il est inutile ici de s'y arrêter. Tout l'argent qu'il peut espérer de lever est réduit à celui que lui fournissent ses Villes principales, dans lesquelles seules il circule, or il est évident qu'elles ne peuvent lui en fournir, autant qu'il en retireroit de tout l'Etat, si l'or & l'argent y circuloit dans toute son étendue. Mais outre cette diminution manifeste de revenu dans cette situation, il y a encore une autre

cause de la pauvreté du Public. Non-seulement le Souverain reçoit moins d'argent, mais ce même argent ne va pas si loin que dans les tems d'industrie & de Commerce général. Toute chose est plus chère où l'or & l'argent sont supposés égaux, & cela parce qu'il vient moins de denrées au marché & que tout l'argent monnoyé porte une plus haute proportion avec ce qui est à vendre; c'est ce qui fixe & détermine le prix de chaque chose †.

† M. MELON va encore plus loin. Selon lui: » La trop grande quantité d'argent, » ou de gage quelconque des échanges, » seroit encore bien plus nuisible que l'insuffisance de ce gage. Si le gage manquoit, les crédits publics pourroient le remplacer: mais si l'argent devenoit commun comme les pierres, ou même comme le fer, il ne pourroit plus être la

Ceci nous fait voir la fausseté de la remarque que l'on trouve si souvent dans les Historiens, & que l'on fait tous les jours dans la conversation, que tout Etat particulier est foible, quoique fertile, peuplé & bien cultivé, uniquement à cause qu'il manque d'argent. Il paroît, au contraire, que le manque d'argent ne peut faire tort à aucun Etat au-dedans de lui-même ; car les hommes & les commodités sont la véritable force de toute Nation.

» commune mesure des denrées, parce qu'il
 » seroit donné sans mesure ; il faudroit donc
 » revenir à un autre gage moins commun,
 » & en attendant les conventions généra-
 » les là-dessus, que la nécessité rendroit
 » promptes, le Commerce recommenceroit
 » par échanges de marchandises, comme
 » dans les premiers siècles, ou comme chez
 » les Sauvages. « *Essai Politique, Chapitre*
XXIV.

C'est la maniere simple de vivre qui est nuisible au Public , parce qu'elle resserre l'or & l'argent dans un petit nombre de mains , & qu'elle les empêche de se répandre & de circuler par-tout. Au contraire l'industrie & les raffinemens de toute espèce font que l'argent , quelle qu'en puisse être la quantité , se communique de Membre en Membre à tout le Corps de l'État , qu'il circule , pour ainsi dire , dans toutes les veines & qu'il entre dans toutes les sortes de marchés & de contrats. Aucune main n'en est entièrement vuide , & comme le prix de chaque chose tombe par ce moyen , le Souverain a un double avantage ; il peut tirer de l'argent par ses taxes de chaque partie de l'État , & ce qu'il en reçoit devient plus fructueux dans tous les emplois qu'il en peut faire.

Nous pouvons inférer de la comparaison des prix, que l'argent n'est pas plus abondant à la Chine qu'il ne l'étoit en Europe il y a trois cens ans. Quel est cependant le pouvoir immense de cet Empire, si nous en devons juger par la liste civile & militaire qui est à sa charge ? Polybe (a) nous dit que les provisions de son tems étoient à si bon marché en Italie, qu'en quelques endroits l'Ecot dans les Auberges n'étoit que d'un *Demi-sou* par tête, un peu plus d'un *Fardin* (b). Cependant la puissance Romaine avoit alors subjugué le Monde entier connu. Environ un siècle auparavant, les Ambassa-

(a) Liv. 2. Chap. 15.

(b) Liard, ou la quatrième partie du sou d'Angleterre.

deurs Carthaginois dirent par manière de raillerie, qu'aucuns Peuples ne vivoient parmi eux d'une manière plus sociable que les Romains ; car à chaque repas que ces Ambassadeurs recevoient comme Ministres étrangers, ils observoient toujours le même plat à chaque table (4). La quantité absolue de ces précieux métaux est un objet très-indifférent. Il y a seulement deux circonstances de quelque importance à considérer : leur augmentation graduelle & leur circulation dans l'Etat ; & l'on a expliqué ici l'influence de ces deux circonstances.

Dans le Discours suivant, nous verrons un exemple d'une erreur semblable à celle ci-dessus men-

(4) Plîne, Liv. 33. Chap. 11.

tionnée, où un effet collatéral est encore pris pour une cause, & où l'on attribue à l'abondance d'argent une conséquence qui n'est réellement dûe qu'aux changemens dans les mœurs & les coùtumes du Peuple.



DISCOURS IV.

De l'Intérêt.

Rien ne passe pour un signe plus certain de l'état florissant d'une Nation, que la modicité de l'intérêt, & c'est avec raison. Quoique je pense que la cause en est un peu différente, de ce que l'on croit communément, la modicité de l'intérêt est généralement attribuée à l'abondance d'argent; cependant l'argent, quoique abondant, n'a d'autre effet, si le fonds en est toujours le même, que d'augmenter le prix du travail. L'espèce d'argent est plus commune que celle d'or, ainsi vous en recevrez une plus grande quantité pour les mêmes commodités: mais porte-t-elle un

moindre intérêt ? L'intérêt à Batavia & à la Jamaïque est à dix pour cent , en Portugal à six , quoique ces Pays , comme nous l'apprenons du prix de chaque chose , abondent beaucoup plus en or & en argent que Londres ou Amsterdam.

Si tout l'or en Angleterre étoit anéanti à la fois , & que l'on substituât vingt-un schelings à la place de chaque guinée , la monnoie seroit-elle plus abondante ou l'intérêt plus bas ? Non sûrement ; seulement nous nous servirions d'argent au-lieu d'or. Si l'or devenoit aussi commun que l'argent , & que l'argent le devint autant que le cuivre , la monnoie seroit-elle plus abondante ou l'intérêt plus bas ? Nous pouvons en sûreté faire la même réponse : nos schelings alors seroient jaunes , nos sous seroient blancs , & nous n'aurions point

de guinées. Voilà tout ce qui en arriveroit. Le Commerce , les Manufactures , la navigation & l'intérêt n'en souffriroient aucune altération , à moins que nous n'imaginions que la couleur du métal est de quelque conséquence.

Or ce qui est si visible dans ces extrêmes variations de rareté ou d'abondance de ces précieux métaux , doit arriver en proportion dans les plus petits changemens. Si l'on peut multiplier quinze fois l'or ou l'argent sans produire de différence ; à plus forte raison lorsqu'on ne fait que le doubler ou le tripler. Toute augmentation n'a d'autre effet que de hausser le prix du travail & des commodités , & même cette augmentation n'est guère que celle d'un nom. Dans les progrès de ces changemens , l'augmentation peut avoir quelque influence en exci-

tant l'industrie : mais après que les prix sont arrêtés, proportionnellement à la nouvelle abondance d'or & d'argent, elle n'a plus aucune sorte d'influence.

Un effet garde toujours une proportion avec sa cause. Les prix ont à peu près quadruplé depuis la découverte des Indes ; il est cependant probable que l'or & l'argent ont multiplié beaucoup plus : mais l'intérêt n'est guère tombé que de moitié. Le prix de l'intérêt ne vient donc pas de la quantité de ces précieux métaux.

L'argent n'ayant qu'une valeur fictive que la convention des hommes lui a donnée, si nous considérons une Nation en elle-même, il lui importe peu qu'elle en ait une plus grande ou une moindre abondance. Lorsque la monnoie est une fois fixée, en quelque abondance

qu'elle soit, elle n'a d'autre effet que d'obliger chaque Particulier à compter un plus grand nombre de ces brillantes pièces de métal pour ses habits, ses meubles ou ses équipages, sans qu'elle puisse augmenter les aïfances de la vie de qui que ce soit. Si un homme emprunte de l'argent pour bâtir une maison, il rapporte alors chez lui une plus grande charge, parce que la pierre, le bois, le fer, le plomb, &c. avec le travail des Maçons & des Charpentiers, sont représentés par une plus grande quantité d'or & d'argent.

Mais ces métaux ne devant être considérés que comme des représentations, leur volume ou leur quantité, leur poids ou leur couleur ne peuvent opérer aucun changement sur leur valeur réelle ou leur intérêt. Le même intérêt dans tous les

cas porte la même proportion avec la somme. Si vous me prêtez tant de travail & tant de commodités à cinq pour cent, vous recevez toujours un travail & des commodités proportionnées, soit que la chose soit représentée par des pièces jaunes ou blanches, par une livre ou par une once. Il est donc inutile de chercher ce qui fait hausser ou baisser l'intérêt dans la plus grande ou la moindre quantité d'or & d'argent qui est fixée en chaque Nation.

Trois circonstances font hausser l'intérêt. Une grande demande pour emprunter ; peu de richesses pour répondre à cette demande, & de grands profits provenans du Commerce. Ces circonstances sont la preuve la plus claire du peu de progrès du Commerce & de l'industrie, & non de la rareté de l'or & de l'argent. De l'autre côté, des cir-

constances toutes contraires font baisser l'intérêt. Une petite demande pour emprunter ; de grandes richesses pour suppléer à cette demande , & de petits profits provenant du Commerce. Toutes ces circonstances font liées ensemble , & naissent de l'augmentation de l'industrie & du Commerce , & non de celle de l'or & de l'argent. Nous tâcherons de prouver ces points aussi clairement qu'il nous sera possible , & nous commencerons par les causes & les effets d'une grande ou d'une petite demande pour emprunter.

Lorsqu'un Peuple commence à sortir de l'état de barbarie , & qu'il devient plus nombreux qu'il n'étoit originairement , il faut qu'il arrive aussi-tôt une inégalité de possessions : tandis que les uns sont Maîtres d'une grande étendue de pays ,

d'autres sont resserrés dans des limites très-étroites, & quelques-uns même sont absolument sans aucune terre. Ceux qui possèdent plus de terre qu'ils n'en peuvent cultiver, font travailler ceux qui n'en ont point, & conviennent de recevoir une partie déterminée du produit. De-là l'*Intérêt des Propriétaires de terre* est immédiatement établi, & il n'y a aucun Gouvernement, quelque grossier qu'il puisse être, où les choses ne soient pas sur ce pié-là. De ces Propriétaires de terre, quelques-uns pensent différemment des autres, & tandis que l'on voudroit enmagasiner pour l'avenir le produit de la terre, l'autre désireroit de consommer à présent ce qui suffiroit pour plusieurs années. Mais celui qui ne feroit que dépenser son revenu vivroit entièrement sans occupation, & les hommes ont telle-
ment

ment besoin de quelque chose qui les fixe & qui les engage, que les plaisirs, quels qu'ils soient, seront toujours recherchés de la plus grande partie des Propriétaires de terre, & par conséquent les prodigues seront toujours aussi plus communs que les avares.

Ainsi dans un Etat où l'on ne connoît d'autre intérêt que celui de terres, comme il y a peu de frugalité, les Emprunteurs doivent être nombreux, & le prix de l'intérêt doit être en proportion. La différence ne dépend pas de la quantité d'argent, mais des usages & des mœurs qui prévalent. C'est ce dernier article seul qui augmente ou qui diminue la demande pour emprunter. Où l'argent abonde assez pour qu'un œuf se vende six sous, aussi long-tems qu'il y aura seulement des possesseurs de terre & des

Laboureurs pour la cultiver, les Emprunteurs doivent être nombreux & l'intérêt haut, la rente pour la même Ferme pourroit être plus forte & d'un plus grand volume; mais la même paresse du Seigneur de la terre & les prix plus hauts des commodités la dissiperoient dans le même tems, & de la même nécessité résulteroit la même demande pour emprunter (a).

(a) J'ai été informé par un Avocat très-habile, un homme qui sait & qui observe beaucoup, qu'il paroît par les anciens Registres, qu'il y a environ quatre siècles, l'argent en Ecosse, & probablement par toute l'Europe, étoit seulement à cinq pour cent, & qu'il devint après à dix avant la découverte des Indes Occidentales. Ce fait est curieux, mais il seroit aisé de le concilier avec le raisonnement précédent. Les hommes alors vivoient si fort dans le particulier, & d'une manière si simple & si fru-

Le cas est le même à l'égard de la seconde circonstance que nous nous sommes proposés de considérer, à savoir, le plus ou le moins de richesses pour satisfaire à cette demande. Cet effet dépend aussi des mœurs & des manières de vivre d'un Peuple, & non de la quantité d'or & d'argent. Pour qu'il se trouve dans un Etat un grand nombre de Prêteurs, il ne suffit pas, il n'est pas même nécessaire qu'il y ait une grande abondance de ces métaux, il faut seulement que la propriété de cette quantité qui est dans l'E-

gale, qu'ils avoient peu de besoin d'argent, & quoique les Prêteurs fussent rares, les Emprunteurs l'étoient encore davantage. Les Historiens attribuent le haut prix de l'intérêt parmi les Romains des premiers tems aux fréquentes pertes qu'ils souffroient des invasions de l'ennemi.

tat, grande ou petite, soit ramassée dans des mains particulieres, de maniere à former des sommes considérables, ou à composer un grand *intérêt d'argent*. C'est ce qui produit le grand nombre de Prêteurs & fait tomber le prix de l'usure; & j'ose avancer que ceci ne dépend pas de la quantité de l'espèce, mais des mœurs & des coûtumes particulieres, qui font que l'argent se ramasse en des sommes séparées, ou en des masses de valeur considérable.

Car supposons qu'en une nuit, par miracle, on glissât dans la poche de chaque homme en Angleterre cinq livres sterling, cela feroit beaucoup plus que doubler tout l'argent qui est à présent dans le Royaume; & cependant ni le jour suivant, ni de quelque tems après, il n'y auroit pas plus de Prêteurs, & conséquemment aucune

altération dans l'intérêt. S'il n'y avoit dans l'état que des Seigneurs de terre & des Laboureurs, cet argent, quoique abondant, ne pourroit pas s'amasser en sommes, & serviroit seulement à augmenter le prix de chaque chose sans aucune autre conséquence. Le Seigneur de terre le prodigue aussi-tôt qu'il le reçoit; le pauvre Payfan n'a ni les moyens, ni l'ambition d'obtenir autre chose que sa simple subsistance. Le nombre des Emprunteurs, au-dessus de celui des Prêteurs, continuant à être le même, il ne s'en suivra aucune réduction d'intérêt; elle dépend d'un autre principe, & ne peut venir que d'une augmentation d'industrie, de frugalité, d'Arts & de Commerce.

La terre produit toutes les choses utiles à la vie de l'homme, mais peu en sortent dans l'état requis

pour les rendre utiles. Outre les Propriétaires de terre & les Labou-reurs, il faut donc qu'il y ait une autre sorte d'hommes, qui recevant des derniers ces productions dans leur grossiereté travaillent à leur donner leur propre forme, & en retiennent une partie pour leur usage & leur subsistance.

Dans l'enfance d'une Société ces contrats entre les Cultivateurs de la terre & les Artisans, & entre une espèce d'Artisans & une autre, se font d'ordinaire immédiatement par eux-mêmes, qui, étant voisins, connoissent aisément les nécessités les uns des autres, & peuvent se prêter une assistance mutuelle pour y suppléer. Mais lorsque l'industrie des hommes augmente & que leurs vûes s'aggrandissent, il se trouve que les parties de l'État les plus éloignées les unes des autres peu-

vent s'assister réciproquement, aussi bien que les plus contigues, & que cette communication de bons offices peut être portée à la plus grande extension. De-là l'origine des Marchands, l'espèce d'hommes la plus utile dans toute la Société, qui servent comme d'Agens entre ces différentes parties de l'Etat, qui ne se connoissent en aucune manière, & qui ignorent les besoins les uns des autres. De-là il y a dans une Ville cinquante Ouvriers en soie & en laine, & mille personnes qui ont besoin de leur travail : ces deux sortes d'hommes si nécessaires les unes aux autres ont de la peine à se rencontrer, jusqu'à ce qu'un autre d'une troisième espèce ouvre une boutique †, où se rendent les

† L'Auteur Anglois, en suivant à peu près

Ouvriers & ceux qui ont besoin de

le même plan que M. MELON, est, comme on l'a déjà vu, d'avis différent sur plusieurs articles essentiels : celui-ci est de ce nombre. Voici ce que dit M. MELON sur les Marchands Boutiquiers : » L'Ouvrier doit être » long-tems apprentif, pour faire de bonne » marchandise : à peine est-il nécessaire que » le Vendeur la connoisse ; car si dans un » instant il eessoit d'y avoir des Maitres & » Marchands Boutiquiers, les Manufactu- » riers n'auroient qu'à envoyer leurs Com- » mis ou leurs Valets, avec leurs marchan- » dises étiquetées de la Fabrique & du prix, » & tout rentreroit dans l'ordre. Le Peuple » dit sagement, en parlant des Maitres & » Marchands Merciers : Vendeurs de tout, » Faiseurs de rien. Cette Réflexion de M. Melon, paroît se sentir de l'humeur que lui ont inspirée ces grands garçons frisés & poudrés, dont toute l'occupation du matin au soir, est de se promener en long & en large dans la boutique ; en attendant qu'il vienne quelqu'un à qui auner du drap, du velours, ou du galon ; & il faut avouer que ces tra-

leur travail. Dans cette Province il

*v*aux sédentaires & faciles conviendroient bien mieux à des Filles, dont un si grand nombre ne sont dans la misere que faute de travail. Mais la profession même du Marchand Boutiquier, quoique moins nécessaire que celle du Manufacturier, ne laisse pas d'être avantageuse à la Société, ainsi que M. Hume le démontre; & dès-lors il faut aussi des Apprentifs. Pour ces détails il y a sans doute à Paris trop de garçons de Boutique, d'où il résulte un trop grand nombre de Marchands de toute espèce, & c'est peut-être un abus qu'entraîne nécessairement tout Commerce étendu, spécialement dans les grandes Villes, où par un effet de leur industrie, les uns font leur fortune en donnant leurs marchandises à bon marché, tandis qu'une quantité d'autres, en vendant les leurs beaucoup plus cher, gagnent à peine de quoi vivre. Ce qui prouve qu'en ce Commerce de détail, il y a plus à faire qu'à distribuer des marchandises étiquetées, il est bien vrai qu'un Marchand Boutiquier en achetant à bon marché, & vendant cher, peut faire une grande fortune, mais ne peut par ce

s'éleve une grande abondance , je suppose que c'est en bétail , en beurre & en fromage ; mais on y manque de pain & de blé , qui dans la Province voisine abondent de beaucoup au-delà de la consommation des Habitans. Un homme fait cette découverte : il apporte du blé d'une Province & retourne avec du bétail , & pourvoyant ainsi aux besoins des deux , il devient en cela leur Bienfaiteur commun. A mesure

seul Commerce augmenter d'un sou le fonds des richesses nationales. Un simple Manufacturier y ajoute plus par son travail en un an , que tous les Bouiquiers de Paris , quoique ces Marchands soient nécessaires en tout Pays pour la facilité du Commerce. Seulement il seroit digne de l'attention d'une Police sage d'empêcher qu'il n'y en eût un trop grand nombre , comme l'a remarqué l'Auteur d'un Discours sur le Commerce , imprimé à Londres en 1689.

que le Peuple augmente en nombre & en industrie, la difficulté de leur correspondance mutuelle devient plus grande. L'emploi de l'argent ou de la marchandise devient plus embarrassé, & se divise, se subdivise, s'arrange & se mêle dans une plus grande variété. Dans toutes ces transactions il est nécessaire & raisonnable qu'une partie considérable des commodités & du travail appartiennent au Marchand, à la vigilance duquel on est redevable de la facilité de se les procurer.

Quelquefois il gardera ces commodités en nature, ou plus communément il les convertira en argent, qui est leur représentation commune. Si l'or & l'argent ont augmenté dans l'Etat avec l'industrie, il faudra une grande quantité de ces métaux pour représenter une

grande quantité de commodités & de travail. Si l'industrie seule a augmenté, les prix de chaque chose doivent tomber, & une très-petite quantité d'espèce servira de représentation.

Il n'y a rien que l'esprit humain demande plus constamment, & d'une manière plus insatiable, que de l'exercice & de l'emploi; & ce désir paroît être le fondement de toutes nos passions & de toutes nos recherches. Privez un homme de toute affaire & de toute occupation sérieuse, il court sans relâche d'un amusement à un autre: le poids & l'oppression dont la paresse l'accable sont tels, qu'il oublie la ruine où l'entraîne sa dépense immodérée. Donnez-lui une manière plus innocente d'occuper son esprit ou son corps, il est satisfait, & cesse d'éprouver cette soif du plaisir que

rien ne peut satisfaire. Mais si l'emploi que vous lui donnez lui devient utile , spécialement si le profit est attaché à chaque exercice particulier de son industrie , il a si souvent le gain devant les yeux , que par degrés il en fait l'objet de sa passion , & ne connoît pas de plus grand plaisir que celui de voir augmenter tous les jours sa fortune. C'est ce qui fait que le Commerce augmente la frugalité , & que parmi les Marchands , les avares l'emportent sur les prodigues , dans la même proportion qui se trouve des prodigues sur les avares , parmi les possesseurs de terre.

Le Commerce augmente l'industrie , en la faisant passer aisément d'un Membre de l'Etat à l'autre , & ne permettant pas qu'aucun périsse ou devienne inutile. Il augmente la frugalité en donnant de

l'occupation aux hommes, & en les employant aux Arts lucratifs, qui bien-tôt attirent leur affection, & les éloignent du goût du plaisir & de la dépense. La conséquence infail-
lible de toute profession d'industrie est d'inspirer la frugalité & de faire prévaloir l'amour du gain sur l'amour du plaisir. Parmi les Avocats & les Médecins, qui ont quelque pratique, il y en a beaucoup plus qui dépensent moins que leur revenu, qu'il n'y en a qui l'excèdent. Mais les Avocats & les Médecins n'engendrent aucune industrie, c'est même aux dépens des autres qu'ils acquièrent leurs richesses; de manière qu'ils sont sûrs de diminuer les possessions de quelques-uns de leurs Concitoyens, aussi-tôt qu'ils augmentent les leurs. Les Marchands, au contraire, engendrent l'industrie, en servant comme de

canaux pour la faire passer dans chaque partie de l'Etat ; & en même tems par leur frugalité ils acquièrent un grand pouvoir sur cette industrie , & amassent un fonds considérable de travail & de commodités , qu'ils ont en effet produites , comme en étant les principaux instrumens. Le Commerce est donc la seule profession qui puisse rendre considérable l'intérêt de l'argent , ou en d'autres termes , qui puisse augmenter l'industrie , & en augmentant aussi la frugalité , donner un grand pouvoir à cette industrie sur les Membres particuliers de la Société. Un Etat , sans Commerce , doit être composé principalement de gens qui ont des terres , dont la prodigalité & la dépense occasionnent un besoin continuel d'emprunt & de Paysans qui ne sont pas en état d'y satisfaire. L'argent ne

se rassemble jamais en fonds assez considérable pour qu'il puisse être prêté à intérêt. Il est dispersé dans une infinité de mains, dont les unes le dissipent en vaines magnificences, & les autres l'emploient à se procurer les nécessités communes de la vie. Le Commerce seul le ramasse en sommes considérables, & c'est l'effet uniquement & de l'industrie qu'il fait naître, & de la frugalité qu'il inspire, indépendamment de la quantité de monnoie qui peut circuler dans l'Etat.

Ainsi une augmentation de Commerce, par une conséquence nécessaire & infaillible, produit un grand nombre de Prêteurs, ce qui fait baisser l'intérêt. Il nous faut considérer à présent jusqu'où cette augmentation de Commerce diminue les profits qui résultent de cette profession, & comment elle fait
naître

naître la troisième circonstance requise pour produire une diminution dans l'intérêt.

Il n'est pas hors de propos d'observer à ce sujet, que la modicité d'intérêt & celle de profit des marchandises, s'entraînent mutuellement l'une l'autre, & dérivent toutes deux originairement de ce Commerce étendu, qui produit les Négocians opulens, & qui rend l'intérêt de l'argent considérable. Où les Marchands possèdent de grands fonds représentés par peu ou beaucoup de pièces de métal, il doit arriver souvent que, soit lorsqu'ils se lassent du Commerce, soit lorsqu'ils ont des héritiers qui n'y sont pas propres, ou qui ne veulent pas s'y adonner; il est naturel, dis-je, qu'ils cherchent à s'assurer un revenu annuel & certain, proportionné à cette grande quantité de richesses.

fes. L'abondance diminue le prix ; & fait que les Prêteurs se contentent d'un intérêt plus bas. Cette considération en oblige plusieurs à conserver leurs fonds dans le Commerce , & à se contenter plutôt d'un petit profit , que de disposer de leur argent à un si modique intérêt. D'un autre côté , lorsque le Commerce est devenu très-étendu & emploie de grands fonds , il doit parmi les Marchands naître des rivalités , qui diminuent les profits du Commerce , en même tems qu'elles augmentent le Commerce même †. Les profits modiques de la

† » Souvent même un Commerce peu
 » avantageux à chaque Négociant , l'est
 » beaucoup à la Nation : cela explique en
 » quel sens on doit dire que le Commerce
 » est trop riche. Lorsqu'autrefois il alloit à
 » peine vingt-cinq ou trente Vaisseaux dans

marchandise induisent les Marchands à accepter plus volontiers un modique intérêt, lorsqu'ils quittent le Commerce & qu'ils veulent se reposer. Il est donc inutile de chercher laquelle de ces circonstances, à savoir l'intérêt modique, ou les profits modiques, est la cause,

» nos Isles de l'Amérique, les envois & les
 » retours étoient moins grands, mais plus
 » utiles pour chaque Négociant, qu'à pré-
 » sent qu'il en va cinquante. Ainsi le Com-
 » merce, devenu plus riche, d'une plus grande
 » quantité de Négocians qui y mettent leurs
 » fonds, devient moins profitable pour cha-
 » cun d'eux, tandis que les profits de la
 » Nation en sont augmentés de la plus
 » grande quantité de dentées d'exportation
 » vendues, & d'importation achetées à meil-
 » leur marché. «

M. MELON, *Essai Politique sur le Commerce, Chapitre X. de l'Importation & de l'Exportation.*

& laquelle est l'effet. Elles naissent toutes deux d'un Commerce étendu, & comme je l'ai déjà dit, s'entraînent mutuellement.

Aucun homme n'acceptera de petits profits lorsqu'il peut avoir un gros intérêt, ni ne consentira à un petit intérêt s'il peut avoir de gros profits. Un Commerce étendu, en produisant de grands fonds, diminue & l'intérêt & le profit, & la diminution de l'un est toujours proportionnée à celle de l'autre. Je puis ajoûter que comme les profits modiques sont l'effet du Commerce & de l'industrie, ils servent à leur tour à faire faire au Commerce de nouveaux progrès, en rendant les denrées à meilleur marché, en augmentant la consommation, & en aiguillonnant encore l'industrie. Ainsi si nous regardons l'entiere connexion des causes & des effets,

L'intérêt est le vrai Baromètre de l'Etat ; lorsqu'il est bas, c'est un signe certain que le Peuple est florissant. C'est une preuve de l'augmentation de l'industrie & de la prompte circulation dans tout l'Etat, peu inférieure à une démonstration ; & quoique peut-être il ne soit pas impossible qu'un échec considérable qui arrive tout à coup au Commerce, n'ait un effet momentané de même espèce, en faisant sortir de grands fonds du trafic, cet effet sera suivi de tant de misère, sur-tout parmi les pauvres qui ne trouveront pas à être employés, qu'outre son peu de durée il ne sera pas possible de prendre un cas pour l'autre.

Ceux qui ont assuré que l'abondance d'argent étoit la cause de la modicité de l'intérêt, paroissent avoir pris un effet collatéral pour

une cause , puisque la même industrie qui fait tomber l'intérêt , acquiert d'ordinaire une grande abondance d'argent. Une variété de belles Manufactures , avec des Marchands vigilans & entreprenans , l'attireront bien-tôt dans un Etat , s'il y en a quelque part dans le monde. La même cause en multipliant les aisances de la vie , & en augmentant l'industrie , amasse de grandes richesses dans les mains de personnes qui ne sont pas Propriétaires de terres , & par ce moyen fait tomber l'intérêt. Mais quoique ces effets , l'abondance d'argent & la modicité de l'intérêt , proviennent naturellement du Commerce & de l'industrie , ils ne laissent pas d'être absolument indépendans l'un de l'autre : car supposons une Nation éloignée dans l'Océan pacifique , sans aucun Commerce étran-

ger, sans aucune connoissance de navigation ; supposons que cette Nation possède constamment le même fonds de monnoie, mais qu'elle va toujours en augmentant dans son Commerce & son industrie, il est évident que le prix de chaque commodité doit diminuer par degré dans ce Royaume, puisque c'est la proportion entre l'argent & les différentes espèces de biens qui fixe leur valeur mutuelle ; & dans la supposition présente, les aisances de la vie deviennent de jour en jour plus abondantes, sans aucune altération sur l'espèce courante. Donc parmi ce Peuple, dans des tems même d'industrie, un homme sera plus riche, avec une moindre quantité d'argent, qu'il n'en faudroit pour cet effet dans des siècles d'ignorance & de paresse. Il faudra moins d'argent pour bâtir une maison,

pour doter une fille, pour acheter une Terre, pour soutenir une Manufacture, ou entretenir des Domestiques & des équipages. Voilà les usages pour lesquels les hommes empruntent de l'argent, & par conséquent la quantité plus ou moins grande qui en peut être dans un Etat, n'a aucune influence sur l'intérêt : mais il est évident qu'il en résulte une considérable du fonds de travail & de commodités, selon qu'il est plus ou moins riche, puisque réellement & en effet, c'est ce que nous empruntons, lorsque nous prenons de l'argent à intérêt. Il est vrai que lorsque le Commerce s'étend par tout le monde, les Nations les plus industrieuses abondent le plus en ces précieux métaux, de manière qu'un intérêt modique & l'abondance d'argent, sont en effet presque inséparables. Mais il est
toujours

toûjours de conséquence de connoître le principe qui produit un Phénomene, & de ne pas confondre la cause avec l'effet qui l'accompagne. Outre que la spéculation est curieuse, il se présente souvent des occasions d'en faire usage dans la conduite des affaires publiques. Au moins il faut avouer que rien ne peut être plus utile, que de perfectionner par la pratique, la maniere de raisonner sur ces sujets, qui sont de tous les plus importants, quoiqu'ils soient souvent traités avec le moins d'attention & de soin.

Une autre raison de cette erreur populaire, à l'égard de la cause de l'intérêt modique, paroît être l'exemple de quelques Peuples, où, après une acquisition soudaine de richesses par le moyen des conquêtes, l'intérêt a tombé non-seule-

ment parmi eux , mais même dans tous les États voisins , aussi-tôt que l'argent a été dispersé & s'est insinué de toutes parts. Ainsi l'intérêt en Espagne tomba de près de moitié , après la découverte des Indes Occidentales, comme nous l'apprenons de Garcilasso de la Véga ; & il a toujours été depuis en diminuant par degrés dans tous les Royaumes de l'Europe. L'intérêt à Rome , après la conquête de l'Égypte , tomba de six à quatre pour cent , comme nous l'apprenons de Dion (*).

Les causes qui font tomber l'intérêt en de pareilles circonstances , paroissent différentes dans les Pays conquérans & dans les États voisins ; mais ni dans les uns , ni dans

(*) Liv. 51.

lès autres , nous ne pouvons attribuer cet effet , avec justice , qu'à l'augmentation d'or & d'argent.

Dans les Pays conquérans , il est naturel d'imaginer que cette nouvelle acquisition d'argent tombera dans peu de mains , où elle sera ramassée en sommes considérables , & que ceux qui les posséderont chercheront à se procurer un revenu assuré , soit en achetant des terres , soit en plaçant leur argent à intérêt ; & conséquemment il s'enfuit pour quelque tems le même effet que s'il y avoit eû une grande occasion d'industrie & de Commerce. Le nombre des Prêteurs se trouvant plus grand que celui des Emprunteurs , l'intérêt tombe , & d'autant plus vite , si ceux qui ont acquis ces grosses sommes ne trouvent ni industrie , ni Commerce dans l'Etat , & n'ont pas d'autre maniere

d'employer leur argent , que de le prêter à intérêt. Mais après que cette nouvelle masse d'or & d'argent aura été répandue , & que partagée en une infinité de parties , elle aura passé de main en main & circulé dans tout l'Etat , les choses se remettront bien-tôt sur leur ancien pié ; attendu que les Seigneurs de terre & les nouveaux Possesseurs d'argent , vivans dans la paresse , dépensent au-delà de leur revenu ; que les premiers forment journellement de nouvelles dettes , & que les derniers anticipent sur leur fonds jusqu'à son extinction finale. Le même argent peut être encore dans l'Etat , & se faire sentir par l'augmentation des prix : mais n'étant plus à présent ramassé en fortes parties , la proportion entre les Prêteurs & les Emprunteurs , est la même qu'anciennement , & par con-

féquent l'intérêt remonte au même degré qu'auparavant.

Conformément à ces principes, nous trouvons que dès le tems de Tibère, l'intérêt à Rome étoit encore monté à six pour cent (a), quoiqu'il ne fût arrivé aucun accident qui eût épuisé l'Empire d'argent. Dans le tems de Trajan, l'argent prêté sur hypothèque en Italie portoit six pour cent (b); celui sur des sûretés ordinaires en Bithynie, douze (c): & si l'intérêt en Espagne n'est pas monté à ce degré étrange, on ne peut l'attribuer qu'à la même cause qui l'a fait tomber, à favoir aux fortunes prodigieuses que l'on faisoit continuel-

(a) *Columella*, Lib. 3. Cap. 3.

(b) *Plinii*, *Epist.* Lib. 7. Ep. 18.

(c) *Ibid.* Lib. 10. Ep. 62.

Ainsi le Luxe , les Manufactures , les Arts , l'Industrie & la Frugalité fleurissant également à présent , il est évident que l'intérêt doit aussi être modique ; puisque c'est le résultat nécessaire de toutes ces circonstances , d'autant qu'elles déterminent les prix du Commerce dans tout Etat , & la proportion entre les Prêteurs & les Emprunteurs.



DISCOURS V.

De la Balance du Commerce.

IL est très-ordinaire parmi les Peuples qui ignorent la nature du Commerce, de défendre l'exportation des commodités, & de vouloir conserver parmi eux tout ce qu'ils croient utile ou précieux. Ils ne considèrent pas que par cette défense ils agissent directement contre leurs intentions, & que plus il s'exportera de quelque denrée que ce soit, plus on en cultivera dans le Pays, & qu'ils en auront toujours la première offre †.

† » Le fonds de richesses d'un Royaume,
» ou le revenu par lequel il peut se pour-

C'est un fait connu des Savans que les anciennes Loix d'Athènes rendoient l'exportation des Figues criminelle ; ce fruit étant supposé d'une espèce si parfaite dans l'Attique , que les Athéniens le trouvoient trop délicieux pour la bouche d'un Etranger. Cette défense ridicule étoit une chose si sérieuse que c'est de-là que les Délateurs ont été parmi eux appelés *Sycophantes*, de deux mots Grecs qui

» voir de ce qui lui manque , est naturel
 » ou artificiel. Les richesses naturelles sont
 » la quantité de denrées qu'un Etat peut
 » épargner sur sa consommation , pour être
 » exportées à l'Etranger. Les richesses arti-
 » ficielles consistent dans les Manufactures ,
 » & dans son industrie , à trafiquer ou échan-
 » ger ces mêmes denrées superflues , contre
 » les marchandises étrangères dont il a be-
 » soin , &c. «

M. M U N , Chapitre III.

signifient *Figue & Déceleur* (a). J'ai souvent entendu dire que plusieurs anciens Actes de notre Parlement ont été dictés par la même ignorance dans la nature du Commerce. Jusqu'à ce jour, dans un Royaume voisin, la sortie du blé est presque toujours défendue, pour prévenir, comme on dit, les famines, quoiqu'il soit évident que rien ne contribue davantage aux famines fréquentes qui affligent si souvent ce fertile Pays †.

(a) *Plutarchus, De Curiositate.*

† Il n'est point d'Auteur instruit sur ces matieres qui ne soit de l'avis de M. HUME, & sur ce point le raisonnement est confirmé par l'expérience. Une pratique totalement opposée à la nôtre, prévient constamment en Angleterre les disettes qui arrivent si souvent en France: on y donne une récompense à ceux qui font sortir les grains lorsqu'ils n'excèdent pas un certain prix; elle

La même jalousie à l'égard de

est de cinquante-quatre sols par septier de froment du poids de deux cens quarante livres, lorsqu'il n'est qu'à vingt-sept livres & au-dessous; lorsqu'il passe ce prix la récompense n'est plus accordée, mais la liberté du transport reste. C'est en 1689. que le Parlement d'Angleterre fit ce Règlement si sage : la Nation avoit été exposée jusqu'alors aux mêmes inconvéniens que la France, & avoit souvent eu recours aux Etrangers pour sa subsistance. Depuis, l'Angleterre n'a point éprouvé de famine, quoiqu'elle exporte annuellement des quantités immenses de grains. On prétend que dans les cinq années écoulées depuis 1746. jusqu'en 1750. il y a eu près de cinq millions neuf cens six mille Quartiers de bleds de toutes les qualités exportés : le prix commun à une livre huit sols sterling, ou trente-deux livres dix-huit sols tournois : ce seroit une somme d'environ huit millions deux cens dix mille livres sterling, ou cent quatre-vingt huit millions huit cens trente mille livres tournois. Voyez le Chapitre de l'Agriculture,

l'argent a aussi prévalu parmi plu-

dans les *Elémens du Commerce*, & celui des *Bleds & de la Culture en général*, dans l'Ouvrage de M. DE DANGEUL, où l'on trouve un Extrait de l'Acte du Parlement d'Angleterre, qui institue la gratification dont je viens de parler, & le détail des richesses immenses dont cet Acte a été la source. On ne peut savoir trop de gré à ces deux Auteurs d'avoir travaillé si solidement à détruire un préjugé qui n'est que trop enraciné parmi nous, quelque contraire qu'il soit au Commerce, & à l'Agriculture même qui en est la base.

Le Lecteur qui voudra se mettre totalement au fait de cette matière, doit consulter sur-tout l'*Essai sur la Police générale des Grains*, qui a été imprimé en cette année 1754. (on en trouvera quelques Exemplaires à Paris chez Lambert, Libraire, proche la Comédie Française.) Cet Ouvrage qui ne peut venir que d'un Citoyen, dont le zèle pour le bien public égale les lumières, paroît mériter toute l'attention du Ministère.

« N'y a-t-il pas lieu, dit l'Auteur, page 4:

fiere Nations : on avoit besoin de la raison & de l'expérience pour convaincre les Peuples que ces défenses ne servent qu'à tourner le change contre eux , & à produire encore une plus grande exportation †.

» d'être surpris que les Etats qui produisent
 » le moins de grains soient ceux qui nous
 » en fournissent le plus ? Dans les tems de
 » disette , la Hollande , peu fertile , sert de
 » grenier à la France septentrionale : la
 » Barbarie , cet État mal policé , vient au
 » secours des Contrées méridionales. «

† » Disons encore un mot sur le trans-
 » port de l'argent à l'Etranger , que la plû-
 » part ont regardé comme pernicieux.
 » Pensent-ils que c'est un présent qu'on fait ?
 » Si la balance du Commerce est inégale ,
 » nous ne pouvons solder que par-là : si
 » elle est égale , l'Etranger devient notre
 » débiteur , notre tributaire , & le change
 » nous sera toujours avantageux. Il semble
 » que pour détruire ce préjugé , il ne faut

On peut dire que ces erreurs sont grossières & palpables ; mais à l'égard de la balance du Commerce , parmi les Nations même qui l'entendent le mieux , une forte jalousie prévaut encore : elles craignent toujours que tout leur or & leur argent ne les quittent. Cette crainte cependant me paroît entièrement dépourvûe de fondement dans presque tous les cas. J'appréhenderois aussi-tôt de voir tarir toutes nos sources & nos rivières , que de

» qu'en présenter le ridicule , & cependant
 » il n'est pas encore détruit. Il étoit si
 » grand au commencement du dernier siècle ,
 » qu'il fut proposé de ne permettre le
 » Commerce étranger que par échange de
 » notre part : c'étoit l'anéantir , ou du
 » moins le réduire au premier Commerce
 » des Sauvages. »

M. M E L I O N , *Essai sur le Commerce ;*
Chapitre du Change.

voir l'argent abandonner un Royaume, où il y a du Peuple & de l'industrie. Conservons soigneusement ces derniers avantages, & nous n'aurons jamais à craindre de perdre le premier.

Il est aisé de remarquer que tous les calculs touchant la balance du Commerce sont fondés sur des suppositions & des faits incertains. On convient que les Régistres des Douanes ne sont pas un fondement suffisant pour en pouvoir raisonner. Le prix du change n'est guère meilleur, à moins que de le comparer avec celui de toutes les Nations, & de connoître aussi les proportions des différentes sommes remises, ce que l'on peut assurer hardiment être impossible. Tout homme, qui a raisonné sur ce sujet, a toujours prouvé sa Théorie, quelle qu'elle fût, par des faits & par des calculs,

calculs , & par un détail de toutes les commodités que l'on envoie à l'Etranger.

Les Ecrits de M. GÉE (a) frappèrent la Nation d'une terreur universelle , quand on vit qu'il démonstroït clairement par un détail de particularités , que la balance étoit contre elle pour une somme si considérable , que dans cinq ou six ans elle devoit rester sans un scheling : mais heureusement vingt ans se sont depuis écoulés , avec une guerre étrangere très-coûteuse ; & cependant on suppose communément que l'argent est encore plus abondant parmi nous , que dans aucune autre époque des tems qui ont précédé.

(a) *The Trade And Navigation of Great-Britain. Chap. XXXIV.*

Rien n'est plus amusant sur ce sujet que les Ouvrages du Docteur Swift, Auteur qui a plus d'esprit que de connoissance, plus de goût que de jugement, plus d'humeur, de préjugé & de passion que de quelque autre qualité que ce soit. Il dit dans son court examen de l'état de l'Irlande, que tout l'argent de ce Royaume ne monte qu'à cinq cens mille livres sterling; que de ce fonds on en remettoit tous les ans près d'un million à l'Angleterre, & que les Irlandois n'avoient presque aucun moyen de faire quelques compensations & peu de Commerce étranger, que par l'importation des vins de France qu'ils payent en argent comptant. La conséquence de cette situation, que l'on doit avouer être défavorable, étoit que dans le cours de trois ans, l'argent monnoyé d'Ir-

lande de cinq cens mille livres sterling , seroit réduit à moins de deux cens mille. Aujourd'hui , suivant ce calcul , ce fonds doit donc absolument être réduit à rien : cependant je ne comprends pas comment cette opinion de la ruine entière de l'Irlande , qui a causé tant d'indignation à ce Docteur , paroît continuer encore , & s'accrédite même de plus en plus parmi tant de gens.

Enfin la Balance du Commerce est de telle nature , que toutes les fois qu'un homme est mécontent du Ministère, ou qu'il a des vapeurs, elle lui paroît toujours contraire ; & comme on ne peut le réfuter par un détail particulier de toutes les exportations , qui contrebalancent les importations , il est plus à propos de répondre ici à ces vaines déclamations par un argument général , qui prouve l'impossibilité de

cet événement, aussi long-tems que nous conserverons notre Peuple & notre industrie.

Supposons que quatre parties de tout l'argent de la Grande-Bretagne fussent anéanties dans une nuit, & qu'à cet égard la Nation fût réduite à la même condition qu'elle étoit sous les Regnes des Henris & des Edouards ; quelle en seroit la conséquence ? Le prix du travail & des denrées ne tomberoit-il pas à proportion , & chaque chose ne seroit-elle pas à aussi bon marché qu'elle l'étoit de ce tems-là ? Quelle Nation pourroit alors nous le disputer dans le Commerce avec l'Etranger , ou prétendre de naviguer , ou de vendre le produit de ses Manufactures au même prix qui nous apporteroit un profit suffisant ? En combien peu de tems donc cet avantage ne nous feroit-il pas reve-

nir tout l'argent que nous aurions perdu , ce qui nous remettrait tout de suite de niveau avec toutes les Nations voisines. A peine y serions-nous arrivés , que nous perdriens de nouveau cet avantage du bon marché , du travail & des commodités : ainsi ce flux surabondant d'argent seroit arrêté par notre plénitude & notre réplétion.

Je suppose encore que tout l'argent de la Grande-Bretagne vint à quadrupler dans une nuit , l'effet contraire n'arriveroit-il pas nécessairement ? Ne faudroit-il pas que tout le travail & les commodités montassent à un prix si exorbitant qu'aucune Nation ne seroit en état d'acheter de nous ? tandis que de l'autre côté leurs commodités deviendroient à si bon marché , en comparaison des nôtres , qu'en dépit de toutes les Loix que l'on

pourroit faire, elles entreroient chez nous, & que notre argent en sortiroit, jusqu'à ce que nous fussions redevenus de niveau avec les Etrangers, & que nous eussions perdu cette grande supériorité de richesses qui nous auroit exposés à ces défavantages.

Il est donc évident que les mêmes causes qui corrigeroient ces inégalités exorbitantes, si quelque miracle venoit à les produire, doivent les empêcher d'arriver dans le cours ordinaire de la nature, & conserver pour jamais, dans toutes les Nations voisines, l'argent proportionné à l'art & à l'industrie de chaque Peuple.

Toute l'eau, quelque part qu'elle se communique, demeure toujours de niveau. Demandez-en la raison aux Naturalistes; ils vous diront que si elle avoit à s'élever dans un

endroit, la gravité supérieure de cette partie n'étant pas balancée, doit l'abaisser, jusqu'à ce qu'elle rencontre un contrepoids; & que la même cause qui réprime l'inégalité quand elle arrive, doit la prévenir pour toujours, à moins de quelque opération violente & extérieure (*a*).

Peut-on imaginer qu'il eut jamais été possible par quelque Loi, ou même par quelque Art ou industrie

(*a*) Il y a une autre cause, quoique plus limitée dans son opération, qui maintient juste la balance du Commerce dans chaque Nation où le Royaume trafique. Lorsque nous importons plus de denrées, que nous n'en exportons, le change tourne contre nous, & c'est un nouvel encouragement pour exporter jusqu'où montent les frais de voiture, & les assurances de l'argent; car le change ne peut pas monter plus haut que cette somme.

que ce fût, de conserver en Espagne tout l'argent que les Gallions ont apporté des Indes ? Ou que toutes les commodités pourroient être vendues en France pour la dixième partie du prix qu'elles auroient coûté de l'autre côté des Pyrénées, sans trouver le moyen de s'y introduire, & par conséquent de diminuer cet immense trésor ? Quelle autre raison, en vérité, peut-on donner du gain que font à présent toutes les autres Nations, dans leur Commerce avec l'Espagne & le Portugal, si ce n'est, qu'il en est de l'argent comme d'un fluide, qu'il est impossible d'amasser au-dessus de son propre niveau.

Les Souverains de ces contrées ont assez témoigné l'envie qu'ils auroient eû de garder pour eux-mêmes leur or & leur argent, si la chose

chose eût été possible † : mais com-

† M. M U N , dans son excellent Ouvrage sur le Commerce étranger d'Angleterre , que je cite si souvent , a fait un Chapitre exprès , c'est le sixième , pour prouver que toutes les défenses du Roi d'Espagne ne peuvent empêcher que l'argent ne sorte de ses Etats : « Aussi , comme le remarque M. L O C K , « c'est un crime en Espagne que de transférer les espèces ; malgré cela , elles sortent en plein jour , & elles suivent le courant du Commerce , nonobstant la rigueur de la Loi. « *Some considerations of the consequences , of the lowering , of interest , and raising , the value , of money.* »

Enfin un Espagnol lui-même , le premier qui ait entrepris d'éclairer ses Compatriotes , en adoptant ces principes , ne craint pas d'avancer que : « Les prohibitions & les Loix pénales , même celles qui emportent avec elles la perte des biens & de la vie , n'empêchent point la sortie de l'or & de l'argent d'un Pays ; que des siècles entiers d'expérience prouvent leur insuffisance , tant en Espagne , que dans d'autres Pays ,

me tout corps d'eau peut-être élevé au-dessus du niveau de l'Elément qui l'environne, pourvû qu'il n'y ait aucune communication entre les deux ; de même à l'égard de l'ar-

« & que l'on n'a encore pu imaginer d'au-
 tre précaution un peu sûre contre cette
 extraction, que d'empêcher que l'Espagne
 ne fût débitrice des autres Etats. » *Théo-
 ric & Pratique du Commerce & de la Ma-
 rine de Don Geronymo DE UZTARIZ,*
Chapitre XVII. A Paris, chez la Veuve
Etienne & Fils, rue Saint Jacques, 1753.
 Cet Ouvrage parut pour la première fois
 en Espagnol en 1724. il n'a pas été inutile
 aux Anglois qui ont écrit depuis sur le
 Commerce ; il est rempli de détails très-
 instructifs pour ceux qui veulent étudier
 cette grande partie. L'Auteur des *Elémens*
du Commerce, à qui nous en devons la Tra-
 duction, l'a accompagnée de Notes qui en
 relevent le prix, & qui prouvent que rien
 de ce qui regarde le Commerce ne lui est
 étranger.

gent, si par quelque empêchement matériel & physique (car toutes les Loix seules seroient insuffisantes) la communication en est coupée ; il se peut qu'en pareil cas, il se trouve une grande inégalité d'argent avec les autres Pays. Ainsi la distance immense de la Chine & les Monopoles de nos Compagnies des Indes, empêchant la communication, conservent en Europe l'or & sur-tout l'argent dans une beaucoup plus grande abondance qu'on ne les trouve dans ce Royaume.

Mais malgré cette grande obstruction, la force des causes dont j'ai parlé, est toujours évidente. En général il y a en Europe beaucoup plus d'habileté & d'adresse qu'à la Chine, à l'égard des Arts manuels & des Manufactures ; cependant nous n'avons jamais été en état de trafiquer en ce pays-là sans de grands

désavantages ; & fans les remplacements continuels que nous recevons de l'Amérique , l'argent tomberoit bien-tôt en Europe , & monteroit à la Chine jusqu'à être presque de niveau dans l'une & dans l'autre Contrée. Aucun homme raisonnable ne peut douter que si cette Nation industrieuse étoit aussi voisine de nous que la Pologne ou la Barbarie , elle n'épuisât le surplus de notre espèce , & n'attirât à elle la partie la plus considérable des trésors des Indes Occidentales. Pour expliquer la nécessité de cette opération , nous n'avons pas besoin d'avoir recours à une attraction physique. Il y a une attraction morale résultante des intérêts & des passions des hommes , qui n'est ni moins puissante , ni moins infaillible.

La Balance peut-elle être conser-

vée dans les Provinces de chaque Royaume entre elles , autrement que par la forte de ce principe , qui fait qu'il est impossible à l'argent de perdre son niveau , & de hausser ou de baisser au-delà de la proportion du travail & des commodités qui sont dans chaque Province. Si une longue expérience ne nous rassûroit pas à ce sujet , quel fonds de tristes réflexions ne nous offriroit pas un mélancolique Campagnard de la Province d'Yorck , dans des calculs où il supputeroit & amplifieroit toutes les sommes que Londres tire par les taxes , les commodités , &c. tandis qu'en comparaison les articles opposés se trouveroient si inférieurs ? Il n'est pas à douter que si l'Heptarchie eût subsisté en Angleterre , le Ministère de chaque Etat n'eût été continuellement alarmé par la crainte d'avoir

contre soi la balance ; & comme il est probable que la haine mutuelle de ces États eût été extrêmement violente , à cause de leur étroit voisinage , chaque Gouvernement eût chargé & opprimé tout Commerce par des précautions superflues.

Depuis que l'union de l'Angleterre & de l'Écosse a supprimé les barrières qui les séparoit , laquelle de ces deux Nations gagne-t-elle sur l'autre par ce libre Commerce ? Si l'Angleterre a reçu quelque augmentation de richesses , peut-on l'attribuer à autre chose qu'à son augmentation d'art & d'industrie. Nous apprenons par l'Abbé D U B O S (a) qu'avant la réunion , on appréhendoit communément en An-

(a) Les intérêts d'Angleterre mal entendus.

gleterre que ses trésors ne passassent en Ecosse, si-tôt qu'un Commerce ouvert y seroit permis; les Ecossois eux-mêmes craignoient exactement tout le contraire: le tems a fait voir si de part & d'autre on avoit raison.

Ce qui arrive en de petites portions du Genre humain, doit avoir lieu en de plus grandes. Les Provinces de l'Empire Romain gardoient sans doute leur balance entre elles & avec l'Italie, indépendamment des attentions du Gouvernement; aussi-bien que les différentes Provinces de l'Angleterre, ou les différentes Paroisses de chaque Province. Tout homme aujourd'hui qui voyage en Europe, peut voir par les prix des denrées, que l'argent en dépit de l'absurde jalousie des Princes & des Etats, s'est mis de lui-même à peu près de ni-

veau, & que la différence entre un Royaume & un autre, n'est pas plus grande, à cet égard, qu'elle l'est souvent entre les différentes Provinces du même Royaume. Les hommes se rassemblent naturellement dans les Capitales, dans les Ports de mer, ou sur les rivières navigables. Là nous trouvons plus d'hommes, plus d'industrie, plus de travail, & par conséquent plus d'argent; mais la dernière différence est encore en proportion avec la première, & le niveau est toujours conservé (a).

(a.) Il faut observer avec soin que dans tout ce Discours, par-tout où je parle du niveau de l'argent, j'entens toujours son niveau proportionné aux commodités, au travail, à l'industrie & à l'habileté qui est dans chaque Etat: j'ose assurer que dans les Pays où ces avantages sont le double, le

Notre jalousie & notre haine , à l'égard de la France , font sans bornes , & il faut avouer que le premier sentiment est très-raisonnable & très-bien fondé. Ces passions ont occasionné des barrières innombrables , & les plus fortes obstructions au Commerce , où nous sommes

triple , le quadruple de ce qu'ils sont dans les autres États , l'argent sera aussi infailliblement double , triple ou quadruple. La seule circonstance qui peut détruire l'exactitude de ces proportions , sont les frais de transport des commodités d'un lieu à un autre , & ces frais sont quelquefois inégaux. Ainsi le blé , le bétail , le fromage & le beurre de la Province de Derby ne peuvent tirer d'argent de Londres , autant que les Manufactures de Londres en tirent de Derby. Mais cette objection n'est qu'apparente , car autant le transport des commodités est coûteux , autant la communication entre les Places trafiquantes est embarrassée & imparfaite.

accusés d'être ordinairement les Aggresseurs : mais qu'avons-nous gagné à ce marché ? Nous avons perdu le Commerce de nos Manufactures de laine que nous avions avec la France, & nous avons transféré celui du vin à l'Espagne & au Portugal, où nous achetons à plus haut prix une beaucoup plus mauvaise liqueur. Il y a peu d'Anglois qui ne crussent leur pays absolument ruiné, si l'on vendoit en Angleterre les vins de France à si bon marché & en telle abondance, qu'ils pussent, s'il est permis de parler ainsi, supplanter toute l'Aile (a) & les autres liqueurs qui se brassent chez nous †.

(a) Sorte de Biere sans Houblon.

† Quoique la façon de penser de M. GÉE soit tout autre que celle de M. HUME, la réflexion qu'il fait à ce sujet ne laisse pas de

Mais en n'écoutant pas le pré-

prouver la même chose. Elle mérite d'être rapportée en son entier, attendu qu'elle ne tient pas moins à ce qui regarde les mœurs, qu'à ce qui intéresse le Commerce : » Avant le commencement de la Guerre du Roi Guillaume, notre grande consommation de vins étoient ceux de France ; & les plus chers de ceux que nous en tirions annuellement, n'excédoient pas dix-huit ou vingt livres sterling par tonneau. Le vin de Florence étant le plus cher & le plus rare, étoit généralement celui qui étoit le plus estimé. La défense des vins de France les rendit bien-tôt chers, & conséquemment ils devinrent les plus à la mode ; & celui qui payoit le plus cher pour son Claret (*vin de Bourdeaux*) passa pour le Gentilhomme le plus accompli. Les Particuliers de Bourdeaux qui pouvoient garder leur vin trouverent aussi-tôt notre foible ; & au-lieu de vendre leurs meilleurs vins aux mêmes prix qu'avant la guerre les firent monter à quatre-vingt livres sterling ou plus par tonneau, &

jugé, il ne feroit peut-être pas difficile de prouver que rien ne pourroit être plus innocent, peut-être plus avantageux †. Chaque nouvel

» quelques Marchands particuliers aimèrent
 » mieux les tenir à ces hauts prix, que de
 » les avoir à meilleur marché. Je reprochai
 » à un de ces Marchands la grande folie que
 » je croyois que c'étoit de renchérir ces
 » prix sur nous-mêmes. Il me répondit que
 » plus les prix que ce vin leur coûtoit,
 » étoient chers au-dehors, plus grands étoient
 » les profits qu'ils étoient sûrs de faire à le
 » vendre; que les gens riches ne le trou-
 » veroient pas bon, à moins qu'il ne leur
 » coûtât cinq ou six schelings la bouteille;
 » cependant je crois que l'on pourroit remé-
 » dier à ce mal, & qu'on pourroit avoir
 » ces vins à beaucoup meilleur marché; car
 » aucune autre Nation ne peut les payer la
 » moitié de ce que nous en donnons à pré-
 » sent. «

† M. M U N, dont le sentiment doit être d'une grande autorité, dans tout ce qui re-

Acre de vigne planté en France,

*garde le Commerce de son Pays , remarque
 que l'Angleterre perd souvent au-lieu de ga-
 gner , en chargeant l'entrée de certaines den-
 rées de droits excessifs. » Nous devons faire
 » attention , dit-il , que tout le dommage
 » de cette espèce que nous faisons supporter
 » aux Etrangers , devient à l'instant dans
 » leur Pays une Loi contre nous , spéciale-
 » ment dans ceux où nous faisons notre plus
 » grand Commerce , avec des voisins atten-
 » tifs , qui savent profiter de l'occasion , &
 » trouver les moyens pour s'assurer dans
 » leur trafic des privilèges égaux à ceux des
 » autres Nations ; & qu'ainsi nous nous pri-
 » vions nous-mêmes de cette liberté & de
 » ces ressourcés , que nous aurions pour
 » augmenter le trésor de l'État , & qu'en
 » même tems nous perdons la vente de
 » beaucoup de commodités que nous por-
 » terions en diverses Places , par où nous
 » diminuons tout à la fois notre Commerce
 » & notre trésor. Si la balance du Com-
 » merce est contre nous , il faut que notre
 » argent sorte du Royaume ; comment pré-*

pour fournir des vins à l'Angleterre , obligeroit les François pour subsister eux-mêmes de recevoir le produit d'un Acre Anglois semé en blé ou en orge, & il est évident que nous gagnerions par-là l'avantage de la meilleure denrée.

Il y a plusieurs Edits du Roi de France qui défendent de planter de

» venir ce mal ? en liant les mains aux Etran-
 » gers & en les laissant libres aux Anglois.
 » Les mêmes raisons & les mêmes avanta-
 » ges ne feront-ils pas faire à ceux-ci ce
 » qui étoit fait auparavant par les premiers ?
 » Ou si nous faisons un Règlement , sans
 » exemple , pour retenir également les uns
 » & les autres , ne renverserons-nous pas
 » tout d'un seul coup ? Une pareille restric-
 » tion doit nécessairement détruire beau-
 » coup de Commerce , & par conséquent
 » diminuer les droits du Roi & les profits du
 » Royaume , &c. «

Chapitre X.

nouvelles vignes , & qui ordonnent que toutes celles qui ont été nouvellement plantées seront arrachées, tant on est convaincu en ce Pays de la valeur supérieure du blé sur toute autre production.

Le Maréchal DE VAUBAN se plaint souvent , & avec raison , des droits absurdes dont on charge l'entrée des vins de Languedoc , de Guyenne , & des autres Provinces méridionales, qui s'envoient en Bretagne & en Normandie. Il ne doute pas que ces dernières Provinces ne pussent conserver leur balance , malgré le Commerce ouvert qu'il propose. Il est évident que quelques lieues de plus de navigation en Angleterre ne feroient aucune différence , ou s'il en arrivoit quelque une , que son effet se porteroit également sur les commodités des deux Royaumes.

Il y a , à la vérité , un moyen par lequel on peut faire baisser, & un autre par lequel on peut faire hausser l'argent au-dessus de son niveau naturel en quelque Royaume que ce soit ; mais ces cas , lorsqu'ils seront bien examinés , rentreront dans notre Théorie générale, & lui donneront encore une nouvelle autorité.

Je ne connois point de méthode plus sûre, pour faire tomber l'argent au-dessous de son niveau , que ces établissemens de Banques, de fonds & de papiers de crédit , dont nous sommes si infatués en ce Royaume. Ces Banques rendent le papier équivalent à l'argent , le font circuler dans tout l'Etat , lui font tenir lieu d'or & d'argent , haussent en proportion le prix du travail & des commodités , & par ce moyen , ou font sortir une grande partie de ces précieux métaux, ou les empêchent de

de s'accroître davantage. Que nos raisonnemens sur ce sujet montrent combien nous avons la vûe courte ! Nous nous imaginons que parce qu'un individu seroit beaucoup plus riche , si son fonds d'argent étoit doublé , que le même effet avantageux arriveroit si l'argent de chaque Particulier augmentoit ; ne considérant pas que le prix de toute chose hausseroit d'autant , & réduiroit par-là chacun avec le tems à la même condition qu'auparavant. C'est seulement dans nos Négociations publiques , & dans nos engagements avec les Etrangers , qu'un plus grand fonds d'argent est avantageux ; & comme là nos papiers ne sont absolument d'aucune valeur , nous sentons par ces moyens tous les mauvais effets que produit une grande abondance d'argent, sans recueillir aucun des avantages.

Supposons qu'il y a douze millions de papier qui circulent dans le Royaume comme de l'argent, (car nous ne devons pas imaginer que tous nos fonds énormes sont employés dans cette forme) & supposons que l'argent réel du Royaume monte à dix-huit millions. Voici un Etat qui, comme l'expérience le démontre, peut soutenir un fonds de trente millions. Je dis que s'il est en état de le soutenir, il l'eût acquis nécessairement en or & en argent, si nous n'eussions empêché l'entrée de ces métaux par cette nouvelle invention de papiers. D'où auroit-il tiré cette somme? De tous les Royaumes du monde? Mais pourquoi? Parce que si vous ôtez ces douze millions, l'argent est dans l'Etat au-dessous de son niveau comparé avec nos voisins, & faut qu'aussi-tôt nous tirions

d'eux tous, jufqu'à ce que nous foyons pleins, & que, pour ainfi dire, nous n'en puiffions plus tenir. Par notre fage politique, nous fommes fi foigneux de farcir la Nation de cette belle denrée de Billets de banque & autres papiers, qu'il femble que nous ayons peur d'être furchargés d'or & d'argent †.

† On ne peut pas, fur un article d'une fe grande conféquence dans le Commerce, être d'avis plus diamétralement oppofés, que le font M. HUME & M. MELON. L'Auteur François regrette ce dont l'Anglois fe plaint.

« La circulation des fonds eft une des
 » grandes richesses de nos voisins ; leur
 » Banque, leurs Annuités, leurs Aétions,
 » tout eft Commerce chez eux. Les fonds
 » de notre Compagnie feroient comme
 » morts, dans le tems que fes Vailfeaux les
 » transportent d'une Partie du monde dans
 » l'autre, fi par la représentation des aétions
 » fur la Place, ils n'avoient une féconde

Il n'est pas à douter que la grande abondance de matiere en France, est en grande partie dûe au manque de papier de crédit. Les

» valeur réelle, circulante, libre, non
 » exigible, & par conséquent non sujette
 » aux inconvéniens d'une monnoie de cré-
 » dit, & en ayant néanmoins des propriétés
 » essentielles. « *Chapitre VI. Des Compagnies
 exclusives.*

L'avantage de la France est incontestable dans les cas de nécessités publiques. A l'égard du Commerce, celui de l'Angleterre, que l'on fait consister dans cette multitude de papiers circu'ans, est comme on voit encore problématique en Angleterre même. Plusieurs Auteurs judicieux qui ont écrit sur ces matieres sont de l'avis de M. Hume, même de ceux à qui on ne peut refuser & le titre & l'autorité d'Hommes d'Etat. Je n'en nommerai qu'un, c'est Mylord Bolingbroke, dont le suffrage en Politique sera toujours du plus grand poids. Je renvoie le Lecteur à ses RÉFLEXIONS sur l'Etat présent d'ANGLETERRE.

François n'ont point de Banque. Les Billets des Négocians ne circulent pas parmi eux, comme parmi nous. L'usure, ou le prêt sur intérêt, n'est point directement permis chez eux. Ainsi plusieurs Citoyens ont des sommes considérables dans leurs coffres. Il y a beaucoup d'argenterie dans les maisons particulières, & toutes les Eglises en sont pleines. Par ce moyen les denrées & le travail sont encore à beaucoup meilleur marché parmi eux, que chez des Nations qui ne sont pas la moitié si riches en or & en argent. L'avantage de cette situation en fait de Commerce, aussi-bien que dans le cas des nécessités publiques, est trop évident pour être disputé.

Le même usage, qui a lieu en Angleterre & en Hollande, de se servir de porcelaine au-lieu de vaisselle d'argent, prévalut il y a quel-

ques années à Gènes ; mais le Sénat, qui en prévint sagement les conséquences, défendit qu'on se servit de cette brillante commodité au-delà d'une certaine proportion, tandis qu'il laissa l'usage de la vaisselle d'argent illimité. Je suppose que la République, dans les dernières extrémités où elle a été réduite depuis peu, a ressenti les bons effets de cette sage Ordonnance (a).

Avant l'introduction des papiers de crédit dans nos Colonies, elles avoient assez d'or & d'argent pour leur circulation : depuis l'introduction de cet effet, le moindre des inconvéniens qui en soient résultés est le bannissement total de ces

(a) Dans cette vue, notre taxe sur la vaisselle d'argent est peut-être contre la bonne politique.

précieux métaux †. Or après l'abolition du papier, peut-on douter que l'argent n'y retourne, tandis que ces Colonies posséderont les Manufactures & les commodités, les seules choses estimables dans le Commerce, & pour lesquelles seules tous les hommes désirent de l'argent ?

Quel dommage que Lycurgue n'ait pas pensé au papier de crédit, lorsqu'il vouloit bannir l'or & l'argent de Sparte ! Il eût mieux répondu à ses fins que les morceaux de fer qu'il mit en usage pour mon-

† » Il est sur-tout important de laisser
» libre la sortie de l'argent mis en œuvre ;
» comme vaisselle d'argent, bijoux, parce
» que le Commerce y gagne la main de
» l'Ouvrier, & le Roi le contrôle. «

M. MELON, *Chapitre XIX. de son Essai Politique.*

noie, & auroit aussi prévenu plus efficacement tout Commerce avec les Etrangers, comme étant intrinséquement d'une valeur moins réelle †.

Mais comme nos projets favoris de papier de crédit, sont pern-

† « Pour bannir encore plus sûrement
 « les richesses & le luxe de son Pays, Ly-
 « curgue imagina d'en bannir l'or & l'ar-
 « gent & de substituer à leur place une
 « monnoie de fer, de si peu de valeur,
 « qu'aucun Particulier ne pouvoit avoir
 « chez lui de quoi fournir à ses besoins
 « pendant un mois. Il ne soupçonnoit pas
 « qu'il pût y avoir d'autre gage des échan-
 « ges, ou des représentations d'argent, &
 « il avoit trouvé le secret d'appauvrir sa
 « Nation, & de la faire vivre comme les
 « Derviches les plus austères, à quoi les
 « Lacédémoniens auroient assez ressemblé,
 « s'ils n'avoient eu de plus les fatigues de la
 « guerre. »

M. MELON, *Chapitre XIV.*

cieux,

cieux , étant presque le seul expédient par lequel nous pouvons faire tomber l'argent au-dessous de son niveau. A mon avis aussi , le seul moyen par lequel nous pouvons le porter au-dessus de ce même niveau , est une pratique contre laquelle tout le monde s'écrieroit comme destructive ; c'est-à-dire , d'amasser des sommes considérables dans le trésor public , de les y enfermer , & d'en prévenir absolument la circulation. Le fluide ne communiquant pas avec l'élément voisin , peut , par un pareil artifice , être élevé à la hauteur qu'on veut lui donner.

Pour prouver ceci , nous n'avons qu'à supposer de nouveau l'anéantissement de la moitié , ou de quelque partie de notre argent : nous trouverons que la conséquence immédiate d'un pareil événement , se

roit qu'il attireroit une somme égale de tous les Royaumes voisins ; & il ne paroît pas , par la nature des choses , qu'il y ait des bornes nécessaires à mettre à cette pratique d'entasser l'espèce. Une petite Ville , comme Genève , en continuant cette politique pendant quelques siècles , pourroit se rendre Maîtreſſe des neufs dixièmes d'argent de l'Europe. Il semble , à la vérité , que dans la nature de l'homme on trouve un obstacle invincible à cet immense accroissement de richesses. Un Etat foible , avec un trésor si considérable , deviendroit bien-tôt la proie de quelqu'un de ses voisins plus pauvre , mais plus puissant. Un grand Etat dissiperoit ses richesses en projets dangereux & mal concertés , & probablement détruiroit en même tems ce qui est plus précieux que l'argent , l'industrie , les

mœurs & le nombre de ses Sujets. Le fluide en ce cas élevé à une trop grande hauteur , force & brise le vase qui le contient , & se mêlant avec l'élément qui l'environne reprend bien-tôt son niveau naturel.

Ce principe nous est si peu familier , que quoique tous les Historiens s'accordent à rapporter uniformément un événement aussi récent que l'immense trésor amassé par Henri VII. (qu'ils font monter à un million sept cens mille livres sterling) nous rejettons plutôt le concours de leurs témoignages, que d'admettre un fait qui quadre si peu avec des préjugés aussi enracinés que les nôtres.

Il y a grande apparence , à la vérité , que tout l'argent qui est en Angleterre ne monte guère qu'au quatrième de cette somme ; mais où est la difficulté qu'un Prince

adroit , avide , frugal & de plus Monarque presque arbitraire , pût en amasser une pareille ? Il n'est pas même probable que le Peuple ait dû s'apercevoir d'une manière sensible de la diminution de l'argent circulant , ou qu'elle ait pû lui porter aucun préjudice. Le prix de toutes les commodités tombant à proportion , a dû remplacer immédiatement cet argent , en donnant à l'Angleterre l'avantage dans son Commerce avec tous les Royaumes voisins.

N'avons - nous pas un exemple dans la petite République d'Athènes avec les Alliés, qui dans l'espace d'environ cinquante ans , entre la guerre de Médie & celle du Péloponèse , amassa une somme plus grande que celle de Henri (a) VII ?

(a) Il y avoit environ huit onces d'ar-

Car tous les Historiens (*a*) & les Orateurs (*b*) Grecs conviennent que les Athéniens ramassèrent dans la Citadelle plus de dix mille talens, qu'ils dissipèrent après à se ruiner par des entreprises imprudentes & téméraires ; mais lorsque cet argent rentra dans le Commerce, & que le fluide commença à se mêler avec l'élément qui l'enviro-
noit, quelle en fut la conséquen-
ce ? Restait-il dans l'Etat ? Non, car nous trouvons par le cens mé-
morable dont Demosthènes (*c*) & Polybe (*d*) font mention, qu'en-

gent dans la livre sterling du tems de Hen-
ri VII.

(*a*) *Thucididis*, Lib. 2, *Diod. Sic. Lib.*
12.

(*b*) *Vid. Æschinis & Demosthenis Epist.*

(*c*) *περὶ Συμμετρίας.*

(*d*) *Lib. 2, cap. 62.*

viron cinquante ans après toute la valeur de la République , y compris les terres , les maisons , les marchandises , les esclaves & l'argent étoit au-dessous de six mille talens.

Quelle étoit l'élévation d'esprit & l'ambition de ce Peuple , d'amasser & de garder dans leur trésor pour servir à leurs conquêtes , une somme qu'il étoit chaque jour dans le pouvoir des Citoyens , par une simple délibération de se distribuer parmi eux , & qui auroit presque triplé les richesses de chaque Particulier ! car nous devons observer que selon les Anciens Historiens , les richesses publiques & particulières des Athéniens n'étoient pas plus grandes au commencement de la guerre du Péloponèse , qu'au commencement de celle de Macédoine.

L'Argent n'étoit guère plus abondant dans la Grèce dans les tems de Philippe & de Persée , qu'en Angleterre durant le règne d'Henri VII. Cependant ces deux Monarques en trente ans (*a*) amassèrent dans le petit Royaume de Macédoine , un trésor beaucoup plus grand que celui du Monarque Anglois. Paul Emile apporta à Rome environ un million sept cens mille livres sterling (*b*). Pline dit deux millions quatre cens mille (*c*), & cette somme n'étoit qu'une partie du trésor de Macédoine , le reste fut dissipé par la résistance & la fuite de Persée.

Nous apprenons de Stanyan , que

(*a*) *Titi Livii* , *Lib. 45. Cap. 40.*

(*b*) *Vel. Patenc. Lib. 1. Cap. 9.*

(*c*) *Lib. 33. Cap. 3.*

le Canton de Berne a prêté trois cens mille livres à intérêt, & qu'il y en avoit plus de six fois autant dans le trésor public. Voici donc une somme amassée d'un million huit cens mille livres sterling qui est au moins le quadruple de ce qui devoit circuler naturellement dans un si petit Etat. Cependant en voyageant dans le Pays de Vaux, ou en toute autre partie de ce canton, on ne remarque pas qu'il y ait moins d'argent qu'on n'en doit naturellement supposer dans un Pays de cette étendue, & qui auroit à peu près le même sol & la même situation : au contraire, il y a peu de Provinces intérieures dans le continent de France ou d'Allemagne où les Habitans soient aujourd'hui aussi opulens ; quoique ce Canton ait prodigieusement augmenté son trésor depuis 1714. le

tems où Stanyan a écrit le compte judiciaire qu'il a rendu de la Suisse (a).

Ce qui est rapporté par Appien (b) du trésor des Ptolomées est si prodigieux , qu'on ne peut l'admettre , d'autant plus que l'Historien dit que malgré la frugalité des autres successeurs d'Alexandre , plusieurs d'entr'eux avoient des trésors qui n'étoient pas de beaucoup inférieurs. Cet esprit d'économie des Princes voisins, doit suivant la théorie précédente , avoir arrêté la fru-

(a) La pauvreté , dont Stanyan parle , ne se remarque que dans les Cantons les plus montagneux , où il n'est pas aisé à l'argent de se répandre ; encore les Peuples n'y sont-ils pas plus pauvres que dans le Diocèse de Saltzbourg d'un côté , ou dans la Savoye de l'autre.

(b) *Præm.*

galité des Monarques d'Égypte. La somme dont il fait mention est de sept cens quarante mille talens, ou de cens quatrevingt-onze millions cens soixante - six mille six cens soixante - six livres sterling treize schelings & quatre sols, suivant le calcul du Docteur Arbuthnot ; cependant Appien dit qu'il a extrait le compte qu'il en rend des Régistres publics, & il étoit lui-même natif d'Alexandrie.

De ces principes résulte le jugement que nous devons former de ces empêchemens sans nombre, de ces obstructions, & ces impositions que toutes les Nations de l'Europe & l'Angleterre plus que toutes les autres ont mises sur le Commerce, par un désir exorbitant d'amasser de l'argent, qu'on ne peut jamais entasser au-dessus de son niveau tandis qu'il circule, ou par une crain-

te mal fondée de perdre l'espèce qui ne fauroit tomber au-dessous. Si quelque chose pouvoit dissiper nos richesses , ce seroient des mesures si contraires à la bonne politique. Il en résulte encore ce mauvais effet , qu'elles privent les Nations voisines de cette liberté de communication & d'échange que l'Auteur de la Nature a eu en vûe en leur donnant des sols , des climats & des génies si différens les uns des autres.

Nos Politiques modernes par ce grand usage du papier de crédit , embrassent l'unique méthode de bannir l'argent , & rejettent en même tems le seul moyen de l'augmenter , c'est-à-dire , la pratique de l'entasser ; c'est ce qui les oblige d'avoir recours à cent manœuvres , qui ne servent qu'à arrêter l'industrie , & à nous priver , nous & nos

voisins , des bénéfices communs de l'art & de la nature.

Cependant toutes les taxes sur les commodités étrangères ne sont pas regardées comme inutiles , ou comme préjudiciables , mais uniquement celles qui sont fondées sur la jalousie dont je viens de parler. Une taxe sur les toiles d'Allemagne encourage nos propres Manufactures , & augmente par-là notre Peuple & notre industrie. Comme il est nécessaire d'établir des impositions pour le soutien du Gouvernement , il doit paroître plus convenable de les mettre sur les commodités étrangères , qu'il est plus aisé d'arrêter au Port & de soumettre à ce droit. Nous devons pourtant toujours nous souvenir de cette maxime du Docteur Swift , que dans l'Arithmétique des Douanes deux & deux ne sont pas quatre , mais souvent ne

font qu'un. Il est presque certain que si les droits sur le vin étoient réduits à un troisième, ils rapporteroient beaucoup plus au Gouvernement qu'à présent. Notre Peuple seroit par-là à portée de boire une liqueur meilleure & plus saine. La balance du Commerce, dont nous sommes si jaloux, n'en souffriroit pas. La Manufacture de l'Aile, au-delà de l'Agriculture, est peu considérable, & n'emploie que peu de mains. Le transport du vin & du blé n'en occuperoient guère moins.

Mais n'y a-t-il pas, me direz-vous, des exemples fréquens d'États & de Royaumes qui étoient anciennement riches, & qui sont à présent pauvres ? L'argent qui y abondoit autrefois, ne les a-t-il pas quittés ? Je répons que si ces États perdent leur Commerce, leur industrie &

leur Peuple , il leur est impossible de garder leur or & leur argent ; car ces précieux métaux ne peuvent tenir qu'en proportion de ces premiers avantages. Lorsque Lisbonne & Amsterdam ont enlevé le Commerce des Indes Orientales aux Vénitiens & aux Génois , ces Villes leur ont aussi enlevé les profits & l'argent qui en provenoient. Où le siège du Gouvernement est transporté , où l'on entretient de nombreuses armées à de grandes distances , où des fonds considérables sont possédés par des Etrangers , il doit résulter naturellement de toutes ces causes une diminution de l'espèce. Mais nous pouvons observer que ces manieres de faire sortir l'argent , sont violentes & forcées , & qu'elles sont suivies communément du transport du Peuple & de l'industrie : mais où le Peuple & l'industrie de-

meurent les mêmes ; où la cause d'un trop grand écoulement cesse , l'argent trouve touûjours le moyen de retourner par cent canaux , dont nous n'avons ni notion , ni soupçon. Quels immenses trésors n'ont pas été répandus par tant de Nations , en Flandres depuis la Révolution , dans le cours de trois longues guerres ! plus d'argent peut-être que la moitié de ce qui est à présent dans toute l'Europe. Mais qu'est-il devenu ? Est-il dans le Cercle resserré des Provinces Autrichiennes ? Non certainement. Il est pour la plus grande partie retourné aux Pays dont il venoit , & a suivi l'industrie & les Arts par lesquels il avoit été acquis dans son principe.

Enfin un Gouvernement a raison de conserver avec grand soin son Peuple & ses Manufactures : à l'é-

gard de l'argent †, il peut en toute

† M. M U N va plus loin & prétend qu'il est même avantageux, non-seulement de laisser sortir l'argent d'un Etat, mais de le porter exprès à l'Etranger, pour l'échanger comme marchandise contre d'autres : c'est le sujet du quatrième Chapitre de son Livre, où il a pris à tâche d'approfondir cette importante question. M. H U M E dans tout son Ouvrage n'a fait que l'effleurer. Il est certain que l'avis de M. M U N sur cette matiere doit en imposer : il avoit fait fortune en Citoyen, par une pratique constante de ce qu'il enseigne, aussi avantageuse à sa Patrie qu'à lui-même. S'il est permis de comparer ce qu'il y a de plus utile pour la Société, aux choses qui ne font qu'amuser un petit nombre de ceux qui la composent, de quelle autorité ne sont pas au Théâtre les Réflexions que Corneille a faites sur ses Tragédies ? Ou sans parler des objets de pur agrément, & revenant à ceux d'un ordre bien supérieur, puisqu'ils intéressent tous les hommes, avec quelle confiance ne lisons-nous pas les Mémoires du Duc de Sully &

sûreté

sûreté s'en fier au cours des affaires

le Testament du Cardinal de Richelieu &
Ce dernier Ouvrage conservera toujours toute son autorité , malgré les efforts qu'un Poëte célèbre de ce siècle a faits pour en enlever la gloire à ce grand Ministre , & l'on ne peut savoir trop de gré au savant Académicien François , qui les a repoussés avec autant d'habileté que de force.

Je dois ajouter que ce qui doit prévenir encore plus favorablement le Lecteur pour l'opinion de M. HUME , c'est que son Ouvrage , appuyé des représentations de plusieurs Négocians , produisit son effet , & que quelque tems après le Parlement donna un Acte pour autoriser l'exportation des matieres d'or & d'argent. L'Ouvrage est intitulé en Anglois : *ENGLAND'S TREASURE, by Forraign Trade : Or the Ballance of our Forraign Trade , is the rule of our Treasüre , by THOMAS MUN of London Merchant. London 1664.* Il est traduit en François sous le Titre de *Traité du Commerce , dans lequel on trouvera les moyens dont on se peut légitimement servir pour s'en-*

humaines ; ou s'il fait attention à cette dernière circonstance , ce ne doit être qu'autant qu'elle peut intéresser la première.

richir , &c. Jacques Morel , Libraire au Palais , en a donné une nouvelle édition en 1700. L'Auteur d'un Livre intitulé : *Britannia Languens Or a Discourse of Trade* (Discours sur le Commerce) adressé au Parlement & imprimé à Londres en 1689. se plaint de l'Acte dont je viens de parler , & entreprit de réfuter les raisons de M. M U N : on peut voir les siennes , *Section IV. page 37. & suivantes.* Il ne détruit pas la solidité des principes qu'il attaque , & une partie de ceux qu'il est obligé d'admettre ne fait que confirmer le système qu'il entreprend de combattre. Cela n'empêche pas que son Ouvrage ne soit d'ailleurs très-estimable , & plein d'excellentes Réflexions sur le Commerce. Aujourd'hui en Angleterre l'exportation de l'or & de l'argent , non monnoyés , est permise , pourvu qu'on la déclare.

DISCOURS VI.

De la Balance du Pouvoir.

C'Est une question à décider, savoir si la Balance du Pouvoir est dûe entièrement à la Politique moderne, ou si ce n'est seulement que la phrase qui a été inventée dans ces derniers tems. Il est certain que Xénophon (*), dans son Institution de Cyrus, fait naître la combinaison des Puissances Asiatiques, de la jalousie que leur avoit causée l'accroissement des forces des Médes & des Persans ; & quoique cette élégante composition ne doive être regardée que

(*) Liv. 1.

comme un Roman , ce sentiment que l'Auteur attribue aux Princes Orientaux est du moins une preuve des notions qui prévaloiènt dans ces anciens tems.

Dans toute la Politique des Grecs l'Inquiétude à l'égard de la Balance est tres-visible , & les anciens Historiens nous en parlent très-expressément. Thucidide (*a*) représente la Ligue qui fut formée contre Athènes , & qui produisit la guerre du Péloponèse , comme entièrement dûe à ce principe. Lorsqu'Athènes commença à décliner , & que les Thébains & les Lacédémoniens disputoient pour la souveraineté , nous trouvons que les Athéniens , aussi-bien que plusieurs autres Républiques , embrasserent

(*a*) Liv. 1.

toûjours le côté le plus foible, pour conſerver la Balance. Ils furent pour Thèbes contre Sparte, juſqu'à la grande victoire remportée à Leuctres par Epaminondas, après quoi immédiatement ils ſe rangerent du côté des Vaincus; par généroſité, comme ils le prétendoient, mais réellement par la jaloſie que les Vainqueurs leur avoit inspirée.

Quiconque lira les Oraisons de Démoſthènes pour les Mégalopolitains, y doit voir ſur ce principe les plus grands raffinemens qui ſoient jamais entrés dans la tête d'un Vénitien ou d'un Anglois contemplatif. La puiffance Macédonienne commence à peine à s'élever, que cet Orateur immédiatement en découvre le danger, ſonne l'alarme par toute la Grèce, & aſſemble cette armée de Confédérés, qui ſous les bannières d'Athènes donna cette

grande & décisive bataille de Chæronée.

Il est vrai que les Historiens regardent les guerres des Grecs comme des guerres d'émulation plutôt que de politique. Chaque Etat paroît plutôt avoir eû en vue l'honneur d'être à la tête des autres, qu'aucune espérance d'autorité & de souveraineté. En effet, si nous considérons le petit nombre d'habitans de chaque République, comparé au total des Grecs, la grande difficulté de faire des sièges dans ces tems-là, la discipline & la bravoure extraordinaire de tout homme libre parmi cette généreuse Nation; nous conclurons que la balance du pouvoir étoit d'elle-même suffisamment assurée dans la Grèce, & qu'elle n'avoit pas besoin pour être maintenue de toutes les précautions qui peuvent être nécessaires dans d'autres siècles.

Mais soit que l'on attribue ces changemens de parti dans les Républiques Grecques , à une *émulation jalouse* , ou à une *Politique attentive*, les effets en étoient les mêmes , & toute puissance prédominante étoit sûre de voir s'élever contre elle une confédération , souvent composée de ses anciens amis & alliés.

Le même principe (qu'on l'appelle envie ou prudence) qui produisit l'Ostracisme d'Athènes & le Pétalisme (*a*) de Syracuse , & qui bannissoit tout Citoyen dont la réputation ou le pouvoir donnoient de l'ombrage aux autres ; ce même

(*a*) Toute la différence qu'il y avoit entre le Pétalisme de Syracuse & l'Ostracisme d'Athènes , consiste en ce que le premier étoit un exil de cinq ans & le second un exil de dix.

principe , dis-je , se découvre naturellement dans la Politique étrangere , & attiroit bien-tôt des ennemis à l'État prédominant , quelque modéré qu'il fût dans l'exercice de son autorité.

Le Roi de Perse étoit réellement en force un petit Prince comparé aux Républiques Grecques , & par conséquent , il lui convenoit plus pour sa sûreté que par émulation , de s'intéresser dans leurs querelles & de soutenir à chaque occasion le parti le plus foible. C'est l'avis que donna Alcibiade à Tissapherne (a) , & c'est ce qui prolongea pendant près d'un siècle la durée de l'Empire des Perses , jusqu'à ce que pour l'avoir négligé un moment , après que le génie entreprenant de Philippe

(a) *Thucid. Lib. 3.*

eut commencé à se faire connoître ; cet édifice aussi fragile qu'élevé , fut renversé à terre avec une promptitude dont il y a peu d'exemples dans l'Histoire du Genre humain.

Les successeurs d'Alexandre montrèrent une grande jalousie à l'égard de la Balance c'u pouvoir , jalousie fondée sur la Politique & la véritable prudence , & qui conserva dans leur entier pendant plusieurs siècles les différens partages qu'ils firent après la mort de ce fameux Conquérant. La fortune & l'ambition d'Antigonus (a) les menacèrent de nouveau d'une Monarchie universelle ; mais leur confédération & leur victoire à Ipsus les sauva. Dans les tems suivans , nous trou-

(a) *Diod. Sic. Lib. 20.*

vons que les Princes Orientaux regardant les Grecs & les Macédoïens comme la seule force militaire réelle avec laquelle ils pussent avoir-affaire , ils avoient toujours un oeil très attentif sur cette partie du Monde. Les Ptolomées en particulier se déclarerent d'abord pour Aratus & les Achéens , & ensuite pour Cléomène Roi de Sparte , dans le seul dessein de balancer les Rois de Macédoïne ; car c'est la raison que donne Polybe de la Politique des Egyptiens (*α*).

La supposition que les Anciens ne connoissoient aucunement la Balance du pouvoir , me paroît avoir plus de fondement dans l'Histoire Romaine que dans l'Histoire Grecque ; & comme les faits de la pre-

(*α*) *Lib. 2. Cap. 51.*

miere en général nous sont plus familiers, nous en avons tiré toutes nos conclusions. Il faut avouer que les Romains en aucun tems n'ont vû se former contre eux des Confé-dérations générales, telles que l'on devoit les attendre de leurs rapides conquêtes & de leur ambition déclarée.

Leurs voisins se sont laissés subjuguier tranquillement les uns après les autres, jusqu'à ce que la République ait étendu son Empire sur tout le Monde connu. Sans parler de l'Histoire fabuleuse de leurs guerres d'Italie †, il y eut, lors-

† Il s'est élevé depuis peu parmi les Critiques, & à mon avis avec assez de fondement, de violens soupçons touchant les premiers siècles de l'Histoire Romaine, comme s'ils étoient entièrement fabuleux, jusqu'après le sac de la Ville par les Gaulois;

qu'Annibal envahit les Terres des

& comme s'ils étoient encore suspects quelque tems après, en un mot, jusqu'à celui où les Grecs ont commencé à faire attention aux affaires Romaines, & à les écrire. Ce Pyrrhonisme cependant me paroît difficile à défendre dans toute son étendue, à l'égard de l'Histoire domestique de Rome, qui a quelque air de probabilité & de vérité, & qui ne peut guère être l'invention d'un Historien, qui auroit eu assez peu de mœurs & de jugement pour se permettre les fictions. Les révolutions paroissent proportionnées à leur cause; le progrès des factions est conforme à l'expérience politique; les mœurs & les maximes du siècle sont si uniformes & si naturelles, qu'aucune Histoire réelle ne peut donner lieu à de plus justes réflexions.

Le Commentaire de Machiavel sur Tite-Live (Ouvrage assurément de beaucoup de génie & de jugement) n'est-il pas entièrement fondé sur cette période de tems que l'on nous représente comme fabuleuse. Ainsi mon avis particulier est qu'il faut composer

Romains, une crise très-remarquable, qui doit avoir attiré l'attention de toutes les Nations civilisées. Il

avec ces Critiques ; il faut leur accorder que toutes les batailles, les victoires, les triomphes de ces siècles reculés ont été extrêmement falsifiés, par des Mémoires de famille, comme Cicéron le dit quelque part : mais comme dans les Récits des factions domestiques, deux relations opposées ont été transmises à la postérité, les Historiens qui sont venus depuis ont eu de quoi se tenir en garde contre les unes & contre les autres, & de parvenir à quelques vérités par le raisonnement & la comparaison. La moitié du carnage que Tite-Live fait des Eques & des Volces dépeupleroit la France & l'Allemagne ; & cet Historien, quoiqu'on puisse peut-être avec justice l'accuser d'être superficiel, est à la fin choqué lui-même du manque de vrai-semblance de sa narration. Le même amour de l'exagération paroît avoir grossi le nombre des Romains dans leurs Armées & dans leurs Dénombrements.

fut reconnu après (& il n'étoit pas
 difficile de l'observer en ce tems)
 que cette guerre (a) étoit pour
 l'Empire universel : cependant au-
 cun Prince , aucun Etat ne paroît
 alors s'être alarmé de l'événement
 de cette querelle. Philippe de Ma-
 cédoine demeura neutre , jusqu'à
 ce qu'il vit les victoires d'Annibal ;
 & alors il forma très-imprudemment
 une Alliance avec le Vainqueur ,
 & à des conditions encore plus im-
 prudentes. Il stipula qu'il assisteroit
 les Carthaginois dans leur conquête
 de l'Italie , après quoi ils s'enga-
 geoient à envoyer des Troupes en
 Grèce , pour l'aider à soumettre les
 Républiques Grecques (b)

(a) Quelques-uns en firent la remarque
 comme il paroît par le Discours d'Agélaus
 de Naupacte , dans un Congrès général de la
 Grèce. Polybe , Lib. 4. Cap. 104.

(b) Tit-Livii , Lib. 23. Cap. 33.

Les Républiques des Rhodiens & des Achéens, font très-célébrées par les anciens Historiens pour leur sagesse & leur profonde politique. Toutes deux cependant assistèrent les Romains dans leurs guerres contre Philippe & Antiochus ; & ce qui peut être regardé comme une preuve plus forte , que cette maxime n'étoit pas communément établie dans ces siècles , aucun ancien Auteur n'a remarqué l'imprudence des mesures de ces deux Républiques , ni n'a jamais blâmé l'absurde Traité de Philippe , avec les Carthaginois dont je viens de parler. Des Princes , des Politiques peuvent dans tous les siècles s'aveugler par avance dans leurs raisonnemens à l'égard des événemens : mais il est assez extraordinaire , que dans la suite les Historiens n'en portent pas un jugement plus sain.

Massinisse , Attale , Prusias , en satisfaisant leur passion particuliere , ont tous été les instrumens de la grandeur Romaine : cependant il ne paroît pas qu'on les ait jamais soupçonnés d'avoir forgé leurs propres fers , tandis qu'ils avançoient les conquêtes de leurs Alliés. Un simple Traité , une convention entre Massinisse & les Carthaginois , qui eût été si conforme à leurs intérêts mutuels , eût interdit aux Romains l'entrée de l'Afrique , & eût conservé la liberté du Genre humain.

Le seul Prince que nous trouvons dans l'Histoire Romaine , avoir entendu la Balance du pouvoir , est Hiéron , Roi de Syracuse. Quoique Allié de Rome , il envoya des secours aux Carthaginois durant la guerre des Auxiliaires. » Jugeant » qu'il étoit nécessaire , dit Poly-

» be (a), pour affûrer ses Etats en
 » Sicile , & pour conserver l'amitié
 » des Romains , que la République
 » de Carthage subsistât , de peur
 » que par sa chute , la Puissance
 » victorieuse ne fût en état de tout
 » entreprendre & de tout exécuter ,
 » sans que l'on pût s'y opposer ; &
 » en ceci il agit avec beaucoup de
 » sagesse & de prudence , car c'est
 » ce que , sous quelque prétexte
 » que ce soit , on ne doit jamais per-
 » dre de vûe , de peur qu'on ne
 » mette dans une seule main une
 » telle force , que les Etats voisins
 » deviennent absolument incapables
 » de défendre leurs droits contre
 » elle. « Voilà le but des Politiques
 modernes marqué en termes très-
 exprès.

(a) *Lib. 1. Cap. 83.*

Enfin la maxime de conserver la Balance, est tellement fondée sur le sens commun & le raisonnement le plus simple, qu'il est impossible qu'elle ait échappé à l'Antiquité, où nous trouvons à d'autres égards tant de preuves de la plus profonde pénétration & du discernement le plus fin. Si cette maxime n'étoit pas aussi généralement reconnue qu'elle l'est à présent, du moins est-il probable qu'elle influoit sur les Princes & sur les Politiques les plus sages & les plus expérimentés. Aujourd'hui même, quelque établie qu'elle soit parmi les Raisonnemens spéculatifs, elle n'a pas dans la pratique, parmi ceux qui gouvernent le monde, une autorité beaucoup plus étendue.

Après la chute de l'Empire Romain, la forme du Gouvernement établie par ces Conquérans venus

du Nord, les rendit en grande partie incapables de pousser plus loin leurs conquêtes, & maintint long-tems chaque Etat dans ses propres limites. Mais lorsque le Vasselage & la Milice féodale eurent été abolies, le Genre humain fut de nouveau exposé au danger d'une Monarchie universelle, par l'union de tant de Royaumes & de Principautés dans la personne de l'Empereur Charles.

Cependant la puissance de la Maison d'Autriche étant fondée sur des Pays très-étendus, mais séparés, & ses richesses venant principalement des Mines d'or & d'argent, il étoit probable que des défauts internes feroient tomber d'elle-même cette puissance, plutôt qu'elle ne tenteroit tous les Boulevards qui s'élevoient contre elle. En moins d'un siècle la force de cette violen-

te & superbe Race a été affoiblie, son opulence a été dissipée, & sa splendeur éclipsée. Une nouvelle Puissance a succédé plus formidable pour les libertés de l'Europe, parce qu'elle a tous les avantages de la première, sans avoir aucun de ses défauts, excepté une partie de cet esprit de bigoterie & de superstition, dont la Maison d'Autriche a été si long-tems & est encore si fort infatuée.

Depuis plus d'un siècle l'Europe a été sur la défensive, contre la plus grande force qui peut-être ait jamais été formée par la combinaison civile ou politique du Genre humain; & telle est l'influence de la maxime dont nous traitons ici, que quoique cette ambitieuse Nation ait été victorieuse dans quatre (A)

(A) Celles terminées par les Traités de

des cinq dernières guerres générales , & malheureuse seulement dans une (a), les François n'ont pas de beaucoup augmenté leurs domaines , & n'ont pas acquis un entier ascendant sur l'Europe ; au contraire , il nous y reste quelque espérance de leur résister encore assez long-tems pour que la révolution naturelle des choses humaines , & les événemens imprévus puissent nous mettre à l'abri d'une Monarchie universelle & préserver le Monde d'un si grand mal †.

Paix des Pyrénées , de Nimegue , de Ryf-wick & d'Aix-la-Chapelle.

(a) Celle terminée par la Paix d'Utrecht.

† *A la fin du Discours VIII. sur le Crédit public , l'Auteur n'est pas si rassuré ; il prétend , au contraire , qu'il ne faut qu'être dans son bon sens , pour prophétiser cet évé-*

Dans les trois dernières de ces guerres générales, l'Angleterre a été à la tête de cette glorieuse résistance, elle conserve encore son

nement, qu'il fait envisager comme n'étant pas fort éloigné. M. MELON a fait à ce sujet la réflexion la plus judicieuse : » Enfin » l'esprit de paix a éclairé notre Europe. » Une juste balance empêchera toujours » qu'une Puissance ne s'éleve, par ses conquêtes assez pour se faire craindre ; & si » quelques intérêts momentanés, troublent » cette heureuse harmonie, le Vainqueur » n'a plus à espérer d'étendre ses limites. » Tout s'unira pour arrêter ses dangereux » progrès, & une Nation ne peut plus s'agrandir que par la sagesse de son Gouvernement intérieur. •

Essai Politique sur le Commerce, Chapitre VII. du Gouvernement Militaire.

Voilà ce que les Anglois disent eux-mêmes ; & ce qui, comme on voit, ne suffit pourtant pas pour calmer leurs inquiétudes sur la Balance de l'Europe.

poste comme Gardienne des libertés générales de l'Europe & comme la Patronne du Genre humain. Outre l'avantage de ses richesses & de sa situation, ses Peuples sont animés d'un tel esprit national, & sont si pleinement convaincus du bonheur inestimable de leur Gouvernement, que l'on peut espérer que la vigueur qu'ils ont fait paroître dans la défense d'une cause si nécessaire & si juste, ne languira jamais ; au contraire, si nous en pouvons juger par le passé, il semble que leur ardeur a plutôt besoin d'être modérée : ils ont plus souvent erré par un excès louable que par une nonchalance répréhensible.

En premier lieu, nous paroïssons plutôt avoir été animés par cette jalouse émulation des anciens Grecs, que conduits par les vûes prudentes de la Politique moderne. Nos guer-

res avec la France ont commencé avec justice, peut-être même étoient elles nécessaires ; mais elles ont toujours été poussées trop loin par obstination & par passion. La même paix qui fut après signée à Ryswick en 1697. avoit été offerte dès l'année 1682. celle conclue à Utrecht en 1712. auroit pû être finie à des conditions aussi avantageuses à Gertruydenberg en 1708. & nous aurions pû souscrire à Francfort en 1743. aux mêmes conditions que nous avons été bien aises d'accepter à Aix-la-Chapelle en 1748. Nous voyons par-là que plus de la moitié de nos guerres avec la France & toutes nos dettes publiques, sont plutôt l'effet de notre véhémence imprudente, que de l'ambition de nos voisins.

En second lieu, nous sommes connus pour être si opposés à la puissance

sance de la France , & tellement ardens à la défense de nos Alliés , que ceux-ci comptent sur nos forces comme sur les leurs propres , & que se flattant de pousser la guerre à nos dépens , ils refusent les propositions d'accommodement les plus raisonnables. *Habent subjectos , tanquam suos , viles ut alienos.* Tout le monde sçait qu'au commencement du dernier Parlement , le vote factieux de la Chambre des Communes , & les esprits échauffés de la Nation ont rendu la Reine d'Hongrie inflexible , & ont prévenu l'accord avec la Prusse qui auroit rétabli sur le champ la tranquillité de l'Europe.

En troisième lieu , nous épousons une querelle avec tant de bonne foi , que lorsque nous y sommes une fois engagés , nous perdons toute sensibilité , & pour nous-mêmes &

pour notre postérité , & que nous ne nous occupons que des moyens de nuire à l'ennemi le plus qu'il nous est possible. Lorsqu'à un prix si cher nous avons engagé nos revenus dans des guerres où nous n'étions qu'auxiliaires , nous avons sûrement donné dans l'erreur la plus fatale qu'on ait jamais pû reprocher à une Nation qui a quelque prétention à la Politique & à la prudence. Ce remède de papiers sur les fonds publics , si c'est un remède & non pas plutôt un poison , doit du moins être réservé pour la dernière extrémité , & il n'y a que le plus grand malheur qui dût nous porter à recourir à un expédient si dangereux.

Les excès où nous nous sommes portés sont préjudiciables , & peuvent avec le tems le devenir encore davantage d'une autre ma-

nière, en engendrant comme il est d'ordinaire l'extrémité opposée, & en nous rendant totalement insensibles au destin de l'Europe. Les Athéniens après avoir été le Peuple le plus intrigant & le plus guerrier de la Grèce, trouvant qu'ils s'étoient trompés, en se mêlant de chaque querelle, abandonnerent toute attention aux affaires étrangères, & ne prirent dans la suite aucune part dans les guerres qui survinrent, que par leurs complaisances & leurs flatteries pour le vainqueur.

D'énormes Monarchies telles que celle où l'Europe est peut-être à présent en danger de tomber, sont probablement destructives pour la Nature humaine (*), dans leurs

(*) Si l'Empire Romain a été de quel-

progrès , dans leur durée , & même dans leur chute , qui ne peut jamais être loin de leur établissement. Le génie militaire qui a agrandi la Monarchie , abandonne bientôt la Cour , la Capitale & le centre d'un pareil Gouvernement , tandis que les guerres se font à de grandes distances & intéressent une si petite partie de l'Etat. Les anciens Nobles qui sont attachés à leur Souverain , vivent à la Cour & n'accepteront pas des emplois militaires qui les forceroient d'habiter des frontieres reculées & barbares , & qui les éloigneroient de leurs plaisirs & de leur fortune ; ainsi il faut que les armes de l'Etat soit confiées

que avantage , cela n'a pû venir que de ce qu'avant son établissement , le Genre humain en général étoit dans un état de désordre & de barbarie.

à des Etrangers mercenaires , sans zèle , sans attachement , sans honneur , prêts à chaque occasion à les tourner contre le Prince , & à se joindre au premier mécontent qui leur offre la paye & le pillage. Voilà le progrès nécessaire des choses humaines ; ainsi la nature s'arrête elle-même dans ses vaines élévations.

Ainsi l'ambition travaille aveuglément pour la destruction du Conquérant , de sa famille , & de tout ce qui lui est cher. Les Bourbons se reposant sur la bravoure , la fidélité & l'affection de leur noblesse , voudront pousser leurs avantages sans retenue & sans bornes. Ces Nobles tandis qu'ils seront animés par la gloire & par l'émulation , pourront supporter les fatigues & les dangers de la guerre ; mais ne se soumettront jamais à languir dans

des Garnisons d'Hongrie ou de Lithuanie, oubliés à la Cour & sacrifiés aux intrigues d'une Maîtresse ou des Favoris du Prince. Les troupes seront remplies de Croates, de Tartares, de Houssards, de Cosaques, mêlés peut-être de quelques Soldats de fortune des meilleures Provinces. Enfin le triste sort de l'Empire Romain se renouvellera par les mêmes causes, jusqu'à la dissolution finale de la Monarchie.



DISCOURS VII.

Des Taxes.

IL y a une maxime qui prévaut parmi ceux que dans notre Pays, nous appellons *Gens de moyens & de ressources*, & qui sont connus en France sous le nom de *Financiers* ou de *Maltotiers* †. *Que toute non-*

† Cette dénomination méprisante n'est plus d'usage, ou du moins est restreinte à ceux qui la méritent par des prévarications particulières dans de bas emplois. » On est devenu » assez éclairé pour ne plus tourner en » odieux les richesses acquises par une con- » vention légitime entre le Souverain & ses » Sujets. C'est de cette suprême législation » que partent les voies d'acquiescer, & les ri- » ches de propriété. Nos contrats ne tirent » que de-là leur valeur & leur force : ainsi

velle Taxe crée une nouvelle habileté dans les Sujets pour la porter ; & que chaque augmentation du fardeau public augmente à proportion l'industrie du Peuple. Cette maxime est de telle nature, qu'il est très-vrai-semblable que les abus en feront extrêmes, & d'autant plus dangereuse qu'on n'en peut absolument nier la vérité : il faut avouer, au contraire, qu'en la resserrant en de certaines bornes, elle est fondée sur la raison & sur l'expérience.

Lorsque l'on met une taxe sur des denrées qui sont consommées par le Peuple, il semble qu'il doive s'en

« l'industrie & la sage conduite des Fermiers
 » & des Entrepreneurs, n'est ni moins né-
 » cessaire, ni moins utile que celle du Né-
 » goce & des autres professions. »

M. MELON, Chapitre XXII. De la Ba-
 lance du Commerce.

suivre

suivre naturellement que le Peuple retranche quelque chose de sa manière de vivre , ou qu'il vende plus cher sa peine pour faire porter au riche tout le fardeau de la taxe ; mais les nouvelles impositions produisent un troisième effet , c'est que ces pauvres augmentent leur industrie, font plus d'ouvrage , & vivent aussi-bien qu'auparavant , sans demander davantage pour leur travail. Cela arrive naturellement toutes les fois que les taxes sont modérées , qu'elles sont mises par degré , & qu'elles ne regardent pas les choses nécessaires à la vie ; & il est certain que de pareilles difficultés servent souvent à exciter l'industrie d'un Peuple , & à le rendre plus opulent & plus laborieux que d'autres qui possèdent de plus grands avantages : car nous pouvons observer comme un exemple de ce que

l'on avance ici , que les Nations les plus commerçantes n'ont pas toujours possédé la plus grande étendue de terre fertile ; mais qu'au contraire , elles ont eu à combattre beaucoup de désavantages naturels. Tyr , Athènes , Carthage , Rhodes , Gènes , Venise , la Hollande en sont des preuves. Dans toute l'Histoire , nous ne trouvons que trois exemples de Pays vastes & fertiles qui aient possédé beaucoup de Commerce , les Pays-Bas , l'Angleterre & la France ; les deux premiers semblent avoir été engagés par les avantages de leur situation maritime , & la nécessité où ils se trouvoient de fréquenter les Ports étrangers pour se procurer ce que leur propre climat leur refusoient. A l'égard de la France , le Commerce s'est établi très-tard en ce Royaume , & paroît être l'effet de

la réflexion & de l'observation , dans un Peuple industrieux & entreprenant , qui remarquoit les richesses immenses qu'acquéroient ceux de ses voisins qui cultivoient la Navigation & le Commerce.

Les Places que Cicéron (a) nomme , comme étant de son tems en possession du plus grand Commerce , sont Alexandrie , Colchos , Tyr , Sidon , Andros , Chypre , la Pamphylie , la Lycie , Chios , Bisançe , Lesbos , Smyrne , Milet , Coos. Si l'on excepte Alexandrie , tous les lieux qu'on vient de nommer étoient de petites Isles , ou des Territoires très-étroits , & cette Ville devoit entierement son Commerce au bonheur de sa situation.

Puis donc qu'on peut regarder

(a) *Epist. ad Attic. Lib. 9. Ep. 11.*

quelques nécessités ou des avantages naturels comme favorables à l'industrie, pourquoi des fardeaux artificiels ne pourroient-ils pas avoir le même effet ? Le Chevalier Temple (a) attribue l'industrie des Hollandois uniquement à la nécessité qui provient de leurs désavantages naturels, & il fait valoir son sentiment par une comparaison très-frappante avec l'Irlande, où, dit-il, par l'étendue & la richesse du sol & la rareté du Peuple, toutes les choses nécessaires à la vie sont à si bon marché, qu'un homme industrieux en deux jours de travail, peut gagner assez pour se nourrir le reste de la semaine. Ce que je crois être le véritable fondement de la paresse attribuée à cette

(a) Relation des Pays + Bas, Chapitre VI.

Nation ; car les hommes préfèrent naturellement leurs aïses au travail, & ne se soumettront pas à la peine s'ils peuvent vivre dans la paresse ; quoiqu'il soit vrai aussi que lorsque par la nécessité ils ont été accoutumés au travail, ils ne peuvent plus le laisser, la coutume l'ayant rendu nécessaire à leur santé & à leur dissipation ; & peut-être le passage n'est-il pas plus difficile d'un constant repos au travail, que d'un constant travail au repos. Après quoi l'Auteur confirme son opinion, en faisant comme ci-dessus, l'énumération des places où le Commerce a le plus fleuri dans les tems anciens & modernes, & qui communément se trouvent être de si petits Territoires, qu'il faut que la nécessité y ait engendré l'industrie.

On a toujours observé dans les années de disette, si elle n'est pas

extrême, que les pauvres travaillent davantage & vivent mieux que dans les années de grande abondance, où ils s'abandonnent à la paresse & à la débauche. J'ai ouï dire à un Manufacturier considérable, que dans l'année 1740. où le blé & les provisions de toute espèce étoient très-chers, ses Ouvriers avoient non-seulement trouvé le moyen de vivre ; mais qu'ils avoient payé des dettes qu'ils avoient contractées dans les années précédentes qui étoient plus favorables & plus abondantes (a).

Cette opinion donc à l'égard des taxes peut être admise en quelque degré ; mais il faut prendre garde à l'abus : les taxes, ainsi que la nécessité, lorsqu'elles sont poussées

(a) A ce sujet, voyez aussi le Discours
I. vers la fin,

trop loin , détruisent l'industrie en faisant naître le désespoir , & même avant que de parvenir à ce point , elles renchérisent les gages du Laboureur & du Manufacturier , & augmentent le prix de toutes les denrées (A). Un Gouvernement attentif & désintéressé observera le point où le gain cesse & le dommage commence †. Mais comme le ca-

(A) Voyez dans l'Ouvrage de M. DE DANGEUL l'énumération des différentes Taxes imposées en Angleterre , qui sont en si grand nombre , qu'il y en a jusques sur les fenêtres , » afin que , comme il le dit , des » choses nécessaires à la vie , l'air même ne » fût pas exempt d'être taxé , & afin que le » Pauvre payât le jour nécessaire à son travail , comme le Riche , la lumière qui » éclaire son oisiveté. «

Avantages & désavantages de la Grande-Bretagne , &c. §. V I.

† « C'est ici où le Législateur doit pren-

caractère contraire est beaucoup plus

» dre la Balance des hommes ; car il est fait
» pour les rendre tous heureux , chacun se-
» lon sa profession , & le Laboureur mérite
» plus d'attention que les autres , parce qu'il
» est plus nombreux , & que son travail est
» plus essentiel : mais son bonheur n'est pas
» de la même espèce , il doit le mériter par
» un travail assidu , & le Législateur doit
» lui procurer la jouissance tranquille du
» fruit pénible de son labeur , par une vente
» pr portionnée à une imposition équitable.
» Négliger cette portion d'hommes , à cau-
» se de leur prétendue bassesse , est une in-
» justice grossière & dangereuse ; car alors
» l'équilibre de cette Balance fondamentale
» des hommes & du Commerce seroit rom-
» pu. Le Laboureur découragé se refuseroit
» à sa profession : les vivres manqueroient
» peu à peu ; l'imposition seroit mal payée ,
» & le reste de la Société seroit entraîné
» dans un malheur commun , plus affreux
» encore pour l'Habitant de la Capitale ,
» que pour le Laboureur , accoutumé dès
» long-tems à la pauvreté. Quel terrible

commun, il est à craindre que les Taxes par toute l'Europe ne se multiplient au point d'écraser entièrement tout Art & toute industrie, quoique peut-être leur première augmentation & quelques autres circonstances, aient pû contribuer à l'accroissement de ces avantages.

Les Taxes les plus avantageuses sont celles qui sont levées sur les consommations, spécialement celles de Luxe, parce que de pareilles impositions sont moins senties par le Peuple †. Elles paroissent en

» spectacle pour un Citoyen de voir tant
 » de millions d'hommes dans la misere !
 » Mais quels regrets affligeans s'il soupçon-
 » ne qu'il est des moyens faciles d'arrêter
 » ou de prévenir leur infortune ! «

M. MELON, *Essai Politique sur le Commerce*, Chapitre XXII.

† » En toutes choses nous devons tâcher

quelque sorte volontaires, puisqu'un homme peut choisir jusqu'ou il veut faire usage de la commodité qui est taxée. Elles se payent par degrés & d'une maniere insensible, & étant confondues avec le prix naturel de la dentée, elles sont à peine apperçues par celui qui la consomme †.

» de tirer le meilleur parti, de ce qui nous
 » est propre, dans les avantages *Naturels*,
 » comme dans les *Artificiels*; & d'autant
 » que ceux qui vivent par les Arts, sont en
 » plus grand nombre que ceux à qui les
 » fruits appartiennent, nous devons favori-
 » ser, le plus qu'il est possible, ces travaux
 » de la multitude, dans lesquels consistent
 » les plus grandes forces & les plus gran-
 » des richesses du Roi & du Royaume; car
 » où le Peuple abonde & les Arts prospè-
 » rent, le Commerce doit être grand & le
 » Pays riche. «

*Les Richesses de l'Angleterre par le Com-
 merce étranger, Chapitre III.*

† » Il ne convient pas d'imposer des

Leur seul désavantage est que les frais pour les lever sont considérables.

Les Taxes sur les possessions se levent sans de grands frais, mais elles ont tous les autres désavantages. Plusieurs États néanmoins sont obligés d'y avoir recours pour suppléer au défaut des autres impositions.

Mais les plus pernicieuses de tou-

« droits sur les choses de premiere né-
 « cessité, mais sur celles qui ne sont que de
 « luxe, de parure ou de curiosité : alors le
 « droit est une juste peine de l'excès qu'on
 « fait de ces choses-là ; il ne retombe que
 « sur le Riche & l'Opulent, le Laboureur
 « & l'Artisan sont soulagés, & c'est cette
 « partie du Peuple qui doit être chere à la
 « République : c'est en partie réformer le
 « Luxe que de le rendre cher. »

DON DIEGO DE SAAVEDRA, *Réflexions
 Politiques & Chrétiennes.*

tes les taxes, sont celles qui sont arbitraires †, elles deviennent par la maniere dont elles sont administrées des espèces de punitions de l'industrie, & par leur inégalité inévitable, elles sont réellement plus à charge que par le fardeau qu'elles imposent. Ainsi il est étonnant qu'elles aient lieu chez quelque Peuple civilisé.

En général, toutes les taxes com-

† » L'imposition est de deux espèces :
 » l'une arbitraire, comme la Taille & la
 » Capitation; l'autre dépendante de la con-
 » sommation, comme les Gabelles & les
 » Aides. Dans le premier cas, c'est avec
 » des exécutions militaires que le Receveur
 » tire, avec peine, un écu du Laboureur &
 » de l'Artisan, qui dans l'autre paye annuel-
 » lement, sans attention, & quelquefois
 » gaiement, cinquante francs de sel ou de
 » vin, &c. «

M. MELON, *Chapitre VIII.*

même la Capitation , même lorsqu'elles ne sont pas arbitraires , ce qu'elles sont communément , doivent passer pour dangereuses , parce qu'il est si aisé au Souverain d'ajouter un peu plus , & un peu plus à la première somme que ces impositions deviennent tout à la fois oppressives & insupportables. D'un autre côté , une taxe sur les commodités s'arrêtera d'elle-même , & un Prince éprouvera bien-tôt qu'en augmentant l'Impôt , il n'augmente pas son revenu ; il n'est pas aisé pour un Peuple d'être tout à la fois ruiné par de pareilles taxes.

Les Historiens nous disent qu'une des premières causes de la destruction de l'Empire Romain , fut le changement que fit Constantin dans les finances , en substituant une capitation universelle au lieu de la plupart de ces dixmes , droits de

Douane & d'Accise, qui composoient anciennement le revenu de l'Empire ; les Peuples dans toutes les Provinces furent tellement foulés & opprimés par les Traitans, qu'ils se virent forcés de chercher leur refuge sous les armes conquérantes des Barbares, qui avoient peu de nécessités & encore moins d'art, & dont par cette raison l'Empire se trouvoit préférable à la tyrannie raffinée des Romains †.

† DON GERONYMO DE UZTARIZ, dans son excellent Ouvrage sur le Commerce & la Marine, démontre assez clairement, que l'exces des Taxes en Espagne est ce qui a le plus contribué à y diminuer le Peuple, & par conséquent les revenus du Roi : « Ce ne sont pas, dit-il, les Indes qui nous énervent & nous dépeuplent ; ce sont les marchandises avec lesquelles les Etrangers s'emparent de notre argent : c'est la des-

Il y a une opinion qui n'est que trop commune , que les taxes de quelque maniere qu'elles soient levées , tombent à la fin sur les terres , & j'avoue qu'elle peut être utile en Angleterre dans l'esprit des Possesseurs des biens fonds , entre les mains desquels est l'administration du Gouvernement ; elle les oblige à avoir de grands égards pour le Commerce & pour l'industrie. Je pense néanmoins que ce principe quoiqu'avancé par un Ecrivain célèbre , est si peu fondé en raison , que sans son autorité , il n'eût jamais été reçu par personne. Tout homme assurément souhaite secouer le fardeau d'une taxe qui est imposée & le rejeter sur les autres ; mais

» truction de nos Manufactures , & la pesan-
 » teur des charges publiques. »

C H A P I T R E X I I I .

comme chaque homme a la même inclination, & par conséquent se tient sur la défensive, je ne vois pas pourquoi dans ces efforts réciproques, une classe d'hommes l'emporteroit sur une autre, & comment peut-on réellement imaginer que l'homme qui a des terres sera la victime de la totalité, & qu'il ne sera pas en état de se défendre aussi bien que les autres. Tous les Marchands, à la vérité, souhaiteroient qu'il devînt leur proie; mais quand il n'y auroit point de taxes, ils auroient toujours la même inclination, & les mêmes moyens qui avant les taxes le défendent contre les Marchands, lui serviront encore après, & les forceront eux-mêmes de partager le fardeau avec lui.

Je terminerai ce sujet en observant que nous avons à l'égard des taxes, un exemple de ce qui arrive souvent

souvent dans les instructions politiques , que les conséquences des choses sont diamétralement opposées à ce que nous devrions en attendre à la première apparence. On regarde comme une maxime fondamentale du Gouvernement Turc, que le Grand Seigneur , quoique Maître absolu des vies & des fortunes de chaque Particulier , n'a aucune autorité pour imposer une nouvelle taxe ; & chaque Prince Ottoman , qui a osé le tenter , ou a été obligé de se rétracter , ou a éprouvé les effets funestes de sa persévérance. On s'imagineroit que ce préjugé , ou cette opinion établie , seroit la plus ferme barrière du monde contre l'oppression ; cependant il est très-certain qu'elle opere tout le contraire. L'Empereur n'ayant point de méthode régulière d'augmenter son revenu , est obligé de

permettre aux Bachas & Gouverneurs d'opprimer & de dépouiller les Sujets, & lui-même ensuite il leur fait rendre gorge après leur retour de leur Gouvernement. Au lieu que s'il pouvoit imposer de nouvelles taxes, comme nos Princes Européens, son intérêt se trouveroit tellement uni à celui de son Peuple, qu'il s'appercevroit immédiatement de tous les désordres qu'entraînent ces levées d'argent irrégulières, & qu'il éprouveroit qu'une livre sterling, levée par une imposition générale, auroit des effets moins pernicious, qu'un scheling qu'il extorque d'une manière si inégale & si arbitraire.



DISCOURS VIII.*Du Crédit public.*

IL paroît que la pratique commune de l'Antiquité , a été de faire des provisions en tems de paix pour les nécessités de la guerre , & d'amasser d'avance des trésors, comme des instrumens de conquête ou de défense , sans se fier aux impositions extraordinaires , & bien moins encore en empruntant dans des tems de désordre & de confusion. Outre les sommes immenses , dont j'ai parlé ailleurs (*a*), qui furent amassées par Athènes , par les Ptolomées , & les autres Successeurs d'Alexandre , nous apprenons de

(*a*) Discours V.

Platon (*a*), que la frugale Lacédémone avoit aussi amassé un grand trésor. Arrien (*b*) & Plutarque (*c*) spécifient les richesses dont Alexandre s'empara à la conquête de Suse & d'Ecbatane ; & dont une partie étoit en réserve depuis le tems de Cyrus. Si je m'en souviens bien , l'Écriture fait aussi mention du trésor d'Ezéchias & des autres Princes Juifs , comme l'Histoire profane parle de ceux de Philippe & de Persée Rois de Macédoine. Les anciennes Républiques des Gaules

(*a*) Alcibi 1.

(*b*) Lib. 3.

(*c*) *Plat. in vita Alexand.* Il fait monter ces trésors à quatre-vingt mille talens , ou environ quinze millions sterling. Quinte-Curce , *Liv. 5. Chap. 2.* dit qu'Alexandre trouva à Suse au-dessus de cinquante mille talens.

avoient communément des sommes considérables en réserve (*). Tout le monde connoît le trésor que César faisoit à Rome pendant les guerres civiles. Nous trouvons après que les Empereurs les plus prudens, Auguste, Tibère, Vespasien, Sévère, montrèrent toujours la sagesse de leur prévoyance, en amassant de grandes sommes pour faire face aux nécessités publiques †.

Au contraire, notre expédient moderne qui est devenu très-général, est d'engager les revenus publics & de compter que la postérité pendant la paix, acquittera les charges contractées pendant la guer-

(*) Strabon , Liv. 4.

† Lorsqu'Henri IV. se disposoit à faire la guerre à l'Espagne, il avoit trente-six millions dans ses coffres.

Mémoires de Sully, Liv. XXVII.

re précédente. Ceux qui ont devant leurs yeux l'exemple de leurs Peres, ne laissent pas de se reposer avec la même prudence sur leur postérité, qui à la fin, par nécessité plutôt que par choix, est obligée de placer la même confiance dans une nouvelle postérité. Mais pour ne pas perdre le tems à déclamer contre une pratique qui paroît si évidemment ruineuse ; il est très-certain que les maximes anciennes sont à cet égard bien plus prudentes que les modernes ; quand bien même les dernieres eussent été renfermées dans des bornes raisonnables, & eussent quelquefois dans les tems de paix été suivies d'assez de frugalité, pour acquitter les dettes d'une guerre coûteuse ; car pourquoi le cas seroit-il si prodigieusement différent entre le Public & un Particulier, qu'il nous obligât d'établir des maximes si oppo-

fées de conduite pour l'un ou pour
 l'autre ? Si les fonds du premier sont
 plus grands , les dépenses nécessaires
 sont proportionnellement plus fortes ;
 si les ressources sont plus nombreu-
 ses , elles ne sont pas infinies , &
 comme sa constitution doit être
 calculée pour une plus longue du-
 rée , que celle d'une seule vie ou
 même d'une famille , elle devrait
 aussi embrasser des maximes constan-
 tes , grandes & généreuses , conve-
 nables à l'étendue supposée de son
 existence. La nécessité des affaires
 humaines nous réduit souvent à
 nous fier au hasard & aux expédiens
 qui dépendent du tems ; quant à
 ceux qui choisissent volontairement
 de pareilles ressources , si les mal-
 heurs auxquels ils s'exposent leur
 arrivent , ce n'est point la nécessité
 qu'ils en doivent accuser , c'est leur
 propre folie.

Si les abus des trésors sont dangereux, soit en engageant l'Etat en des entreprises téméraires, ou en faisant négliger la discipline militaire, par la confiance qu'on a dans les richesses; les abus qui résultent des revenus publics engagés, sont plus certains, ou plutôt sont inévitables, & ce sont la pauvreté, l'impuissance, & l'assujettissement à des Puissances étrangères.

Suivant notre Politique moderne, la guerre est accompagnée de tous les genres de destruction, qui sont la perte des hommes, l'augmentation des Impôts, la ruine du Commerce, la dissipation de l'argent, le pillage par terre & par mer. Suivant la pratique des Anciens, l'ouverture du trésor public en produisant une abondance extraordinaire d'argent, servoit pour un tems d'encouragement à l'industrie, & dédommageoit

dommageoit en quelque sorte des calamités inévitables de la guerre. Que dirons-nous d'un Paradoxe nouveau , mais plus étrange encore ? On ne craint pas d'avancer aujourd'hui que les charges publiques sont par elles-mêmes avantageuses , indépendamment de la nécessité de les contracter , & que tout état même sans être pressé par l'ennemi ne peut choisir un expédient plus sage pour augmenter le Commerce, & multiplier les richesses que de créer des fonds , des dettes & des taxes sans bornes †.

† En 1731. il parut un Mémoire Anglois pour prouver qu'un Etat devenoit plus florissant par ses dettes. M. MELON qui le cite pour appuyer son système ; n'en avoit vu que l'Extrait qui se trouve dans les Gazettes de ce tems-là. Il en est ainsi des autres Auteurs Anglois que M. MELON a cités. Il ne les a

De semblables discours auroient pû passer pour des épreuves d'esprit parmi des Rhétoriciens , comme des Panégyriques de la Folie & de la Fièvre , ou ceux de Néron & de Busris , si nous n'avions pas vû ces maximes absurdes préconisées par de grands Ministres , & adoptées en Angleterre par

connus que par des Extraits que des amis lui ont communiqués ; c'est-à-dire , qu'il ne les a pas bien connus. Il est assez difficile de pénétrer le véritable esprit d'un Auteur , dont on n'entend pas la Langue. Par exemple , M. MELON qui ne savoit pas l'Anglois , & qui fait peut-être un peu trop de cas de ce Mémoire , ne s'est pas douté que cet Ecrit ; & plusieurs autres de la même espèce , ne doivent être regardés que comme des Apologies du Ministère de ces tems-là , qui pour justifier une conduite que le gros de la Nation trouvoit également odieuse & dangereuse , tâchoit de lui donner le change sur ses véritables intérêts.

un parti tout entier. Quoique ces argumens frivoles (car ils ne méritent pas le nom de spécieux) n'ayent pû être le fondement de la conduite du Lord Orford , qui avoit trop de sens pour en choisir un pareil , ses partisans du moins y ont eu recours pour se défendre & ébloüir la Nation.

Examinons la conséquence des Dettes publiques , soit dans nos arrangemens domestiques par leur influence sur le Commerce & l'industrie , soit dans nos affaires avec les Etrangers par leurs effets sur les guerres & sur les négociations.

Il y a un mot qui est ici dans la bouche de tout le monde , qui a aussi fait fortune au-dehors, & qui est fort employé par les Ecrivains (a)

(a) Voyez Messieurs Melon , Du Tot
B b ij

étrangers , à l'exemple des Anglois , & ce mot est celui de CIRCULATION : on s'en sert pour répondre à tout ; j'avoue que depuis que je suis hors du Collège , j'ai cherché ce qu'il signifie dans le sujet en question , sans avoir pû parvenir à le découvrir. Quel avantage la Nation peut-elle recueillir par le transport aisé d'un fonds qui se fait d'une main à une autre main † ? Ou peut-on faire

& Law , dans des Brochures publiées en France.

† *Les Principes de M. MELON sont en effet bien différens : » La convention a donné
 » aux Crédits publics , c'est-à-dire , aux
 » Papiers de banque , la valeur de la mon-
 » noie , dont ils ne sont que représentatifs ,
 » en sorte qu'une Écriture en banque d'Am-
 » sterdam , ou un Billet de banque d'An-
 » gleterre, simple représentation d'une mon-
 » noie , qui d'elle-même n'est que conven-*

quelque comparaifon de la circulation des autres commodités à celle des Billets de l'Echiquier ou de la Compagnie des Indes ? Lorsqu'un

» tion , fournit un gage affûré pour tous les
 » besoins , & devient une des plus grandes
 » richesses des Etats qui favent s'en fervir.
 » La feule différence entre la monnoie &
 » le crédit , c'est que la monnoie est de
 » convention général & le crédit est ref-
 » traint ; mais il peut devenir général , s'il
 » est folidement établi. «

Effai fur le Commerce , Chapitre XIX.

*C'est dans la reftriétion de ce crédit , que
 confiftent le principal danger de fe fervir de
 papier , & la plus grande difficulté d'une
 queftion que je n'ai garde d'entreprendre de
 décider. Je dirai feulement que dans ces avis
 oppofés , ces deux Auteurs paroiffent chacun
 avoir pris à tâche de combattre les opinions
 les plus reçues dans leurs différens Pays. En
 Angleterre on penfe plus communément com-
 me M. MELON , en France comme M.
 HUME.*

Manufacturier vend promptement les commodités qu'il a travaillées au Marchand en gros, celui-ci au Marchand qui tient boutique, ce dernier aux pratiques qui viennent se fournir chez lui; un pareil débit anime l'industrie, & donne un nouvel encouragement au premier Entrepreneur ou Manufacturier, & à tous ceux dont il se sert, & leur fait produire plus, & de meilleures commodités de la même espèce.

Dans ce cas il est pernicieux que ce qui doit circuler vienne à croupir, parce qu'il s'ensuit un dommage réel, & que la main industrieuse est arrêtée ou engourdie dans un travail qui supplée aux nécessités, ou contribue aux agrémens de la vie. Mais quelle production, ou même quelle consommation devons-nous à la Bourse, excepté le Caffé, les

plumes, l'encre & le papier (a) ?
 Quelle perte, ou quelle diminution
 de quelque Commerce avantageux,
 ou de quelque commodité pourroit
 arriver quand cette Place & tous ses
 Habitans seroit pour jamais englou-
 tis au fonds de l'Océan † !

(a) Toutes ces choses se vendent à l'en-
 droit où se tient la Bourse de Londres.

† Un Auteur Anglois qui a écrit contre
 les Agioteurs, qu'il traite de Vermine, qui
 corrompt le Commerce, prétend de plus que :

» Quelque florissant que soit, & quelque
 » tems qu'ait duré une sorte de Commerce,
 » l'agiotage à la fin lui deviendra fatal : car
 » tant qu'il est permis à ces *filoux Natio-*
 » *naux*, ils n'ont plus besoin de hasarder
 » leur argent sur des Vaisseaux, qui trafi-
 » quent aux extrémités du monde : ils se
 » contentent de croiser & de pirater dans
 » les cours de la Bourse, où ils font un
 » prodigieux nombre de prises. Il est abo-
 » minable de voir le *Change Royal*, la plus
 » noble Bourse de l'Europe, qui devoit

Mais quoique ce terme de Circu-

» être un Palais pour des Princes (car c'est
 » ainsi qu'on peut appeller d'honorables Mar-
 » chands) devenir une Caverne de vo-
 » leurs. »

*Observations sur le Commerce, &c. Lon-
 dres 1732.*

*Le plus grand nombre des Auteurs Anglois
 qui ont écrit sur le Commerce sont dans les
 mêmes principes, & tiennent à peu près le
 même langage : la dureté des expressions ou le
 manque de politesse de style ne diminuent rien
 de l'autorité de ces Ouvrages ; ils sont com-
 posés la plupart par des Marchands, dont la
 profession n'est pas de bien écrire. Lorsqu'ils
 connoissent la matiere qu'ils traitent, qu'ils
 s'expliquent clairement, & qu'ils raisonnent
 conséquemment, ils ont atteint leur but : l'im-
 portance de l'objet, ne permet pas de faire
 attention à la forme. Si dans ce que dit M.
 MELON, en faveur des Agioteurs, il n'at-
 taque qu'un préjugé ; on peut dire qu'il est
 général, & il est aisé de s'appercevoir qu'il
 n'a pas osé le heurter de front. » Ce n'est
 » point ici une Apologie des Agioteurs ;*

lation n'ait jamais été expliqué par ceux qui insistent si fort sur les avantages qui en résultent, il paroît cependant que la Circulation dont je parle, pourroit opérer les mêmes à peu près que ceux qui naissent de nos charges publiques; comme en effet, il ne se trouve point en pareil cas de mal humain qui ne soit accompagné de quelque bien, c'est ce que nous allons tâcher d'expli-

» leurs manœuvres criminelles ne secondent
 » que trop bien l'imprudence du papier.
 » Mais de ce qu'un Commerce a donné oc-
 » casion à des Monopoles, ce n'est pas une
 » raison pour le supprimer; il suffit qu'il
 » soit corrigé, & alors l'Agioteur seroit mis
 » dans la Classe des autres Négocians, ou
 » du moins dans celle des Marchands Fri-
 » piers. « Il étoit question de prouver que
 par eux-mêmes ces Fripiers étoient plus favo-
 rables que nuisibles au Commerce, & c'est
 ce que M. MELON n'a pas fait.

quer afin que nous puissions apprécier au juste l'utilité dont la Circulation peut être.

Les Sécurités publiques sont devenues parmi nous une espèce de monnoie , & sont reçues avec la même confiance au prix courant de l'or & de l'argent. Toutes les fois qu'il se présente quelque entreprise profitable quoique coûteuse , il se trouve toujours assez de gens pour s'en charger ; un Négociant qui a de l'argent placé dans les fonds publics , ne craindra pas de se jeter dans le Commerce le plus étendu , puisqu'il se trouve par-là en état de répondre à quelque soudaine demande qu'on puisse lui faire. Aucun Marchand n'a besoin de garder chez soi une somme d'argent considérable ; les Billets sur la Banque , ou sur la Compagnie des Indes , les derniers sur-tout, lui sont absolument

de la même utilité , parce qu'il peut en disposer ou les engager à un Banquier dans un quart d'heure , & qu'en même tems ils ne demeurent pas inutiles , même dans le Portefeuille , puisqu'ils lui rapportent un revenu constant. Enfin , nos dettes nationales fournissent les Marchands d'une espèce de monnoie , qui se multiplie continuellement dans leurs mains , & qui produit un gain sûr outre les profits de leur Commerce. Ceci doit les mettre en état de pouvoir se borner dans le trafic à un moindre profit ; le petit profit du Marchand rend la commodité à meilleur marché , occasionne une plus grande consommation , fait travailler le petit Peuple , & répand les arts & l'industrie dans toute la société.

Nous pouvons aussi observer qu'il y a en Angleterre , & dans tous

Mais si vous opposez à ces deux circonstances favorables qui ne sont pas peut-être de grande importance, les désavantages sans nombre qui accompagnent nos Dettes publiques dans toute l'économie intérieure de l'État, vous ne trouverez aucune comparaison entre le bien & le mal qui en résultent.

Premièrement, il est certain que les Dettes nationales attirent une prodigieuse affluence de peuple & de richesses dans la Capitale, par les

rompre le fil de l'argument, que la multiplicité de nos dettes publiques, sert plutôt à faire tomber l'intérêt, & que plus le Gouvernement emprunte, plus il doit s'attendre d'emprunter à bon marché; ce qui est contraire à l'apparence & à l'opinion commune. Les profits du Commerce ont une influence sur l'intérêt. Voyez le Discours I V.

grandes sommes que l'on leve dans les Provinces pour payer l'intérêt de ces Dettes, & peut-être aussi par les avantages dans le Commerce, dont je viens de parler, qu'elles donnent aux Marchands dans la Capitale sur le reste du Royaume †. La question se réduit à savoir, si dans notre position, il est de l'intérêt public que l'on accorde tant de privilèges à Londres que l'on a déjà portés à un point si énorme, & qui paroissent encore augmenter tous les jours : beaucoup de gens en craignent les conséquences. Pour moi je ne puis m'empêcher de penser, que quoique la têt-

† » Les accroissemens de la Capitale dé-
 » pendent de la quantité de rentes, de pen-
 » sions, de gages attribués aux Habitans,
 » &c. «

te soit sans contredit trop grosse pour le corps , cependant cette grande Ville est si heureusement située , que l'énorme quantité de ses Habitans est un moindre inconvénient que ne seroit même une plus petite Capitale pour un plus grand Royaume. Il y a plus de différence entre le prix des denrées à Paris & en Languedoc , qu'il ne s'en trouve à cet égard entre Londres & la Province d'Yorck †.

Secondement , les fonds publics étant une sorte de papier de crédit , ont tous les désavantages attachés à

† L'Auteur est assez au fait de ce qui se passe en France. En 1753. la mesure de blé valoit à Paris vingt - une à vingt-deux livres : en Languedoc la même mesure cinq à six livres ; & ce qu'il y a de plus étonnant , on en achetoit de l'Etranger en Provence.

cette espèce de monnoie. Ils bannissent l'or & l'argent du Commerce le plus considérable de l'Etat, ils les réduisent à la Circulation commune, & par ce moyen rendent les provisions & le travail plus chers qu'ils ne le seroient autrement.

Troisièmement, les taxes qui sont levées pour payer l'intérêt de ces dettes embarassent l'industrie, haussent le prix du travail & sont une oppression sur le petit peuple.

Quatrièmement, comme les Etrangers possèdent une partie de nos fonds nationaux, ces Dettes rendent en quelque maniere le Public leur tributaire, & peuvent avec le tems occasionner le transport de notre peuple & de notre industrie.

Cinquièmement, la plus grande partie du fonds public étant toujours dans les mains de gens pareilleux qui vivent sur leurs revenus ;

nos effets de cette espèce donnent un grand encouragement à la vie oisive & inutile.

Mais quoiqu'en balançant le tout, le tort que nos fonds publics font au Commerce & à l'industrie soit très-considérable, il n'est rien, en comparaison du dommage qui en résulte pour l'Etat, considéré comme un Corps politique, qui doit se soutenir lui-même dans la société des Nations, & avoir affaire aux autres Etats dans les guerres & dans les négociations. Ici le mal est pur & sans mélange, sans aucune circonstance favorable qui puisse entrer en compensation, & ce mal est de la nature la plus grave & la plus importante †.

† Ce sont toutes ces considérations qui ont fait dire à M. DAVENANT, que les

On nous dit , à la vérité , que le Public n'est pas plus foible à la raison de ses dettes , puisqu'elles sont la plûpart dûes entre les Habitans du Pays , & qu'elles apportent autant à l'un qu'elles tirent de l'autre. C'est comme si l'on transportoit de l'argent de la main droite à la gauche , ce qui fait que la personne n'est ni plus riche , ni plus pauvre qu'auparavant †. Ces comparaisons spécieuses & ces raisonnemens, quoi-

dettes publiques étoient semblables à ces vers rongeurs , dont les ravages secrets dans un corps absorbent enfin sa subsistance.

† » Les dettes d'un Etat , sont des dettes
 » de la main droite à la main gauche ,
 » dont le corps ne se trouvera point affoi-
 » bli , s'il a la quantité d'alimens nécessai-
 » res , & s'il fait les distribuer. «

M. MELON, *du Crédit public* , Chapitre
 XXII.

que foibles, pourroient passer si nous n'avions pas à juger sur des principes. Je demande s'il est possible dans la nature des choses de surcharger des peuples de Taxes, même lorsque le Souverain réside parmi eux. Le seul doute paroît extravagant, puisqu'il est nécessaire que dans chaque République il y ait une certaine proportion observée entre la partie laborieuse & la partie oisive; mais si le produit annuel de nos Taxes présentes est engagé, ne faut-il pas en inventer de nouvelles? Et ne peut-on pas abuser de cette ressource pour l'Etat à un point qui la rende ruineuse & destructive †?

† » Il n'importe pas à un Etat que l'ar-
» gent soit dans la poche de Jean, ou dans
» celle de Pierre; mais il importe à l'Etat
» que tout soit ordonné de façon, que celui
» entre les mains duquel il se trouve, soit

Dans toute Nation il y a toujours quelque méthode de lever de l'argent plus facile que les autres , parce qu'elle est plus convenable à la maniere de vivre du peuple , & aux commodités qui sont à son usage. En Angleterre les droits sur la Dreche & sur la Biere rapportent un très-grand revenu , parce que les opérations de moudre demandent un tel appareil, qu'il est impossible de les celer. En même tems , ces denrées ne sont pas si absolument nécessaires à la vie , que leur augmentation de prix affectât beaucoup le petit peuple. Ces taxes étant

» encouragé à le faire circuler pour le bien
 » public : on pourroit ajouter que chacun
 » ait ce qui lui appartient. «

M. LOCK , *Some considerations of the consequences , of the lowering , of interest , and raising , the value , of money.*

toutes engagées, quelle difficulté pour en trouver de nouvelles ! Et pour les pauvres quelle véxation ! Quelle ruine !

Les droits sur les consommations sont plus égaux & moins à charge que ceux sur les possessions. Quel malheur pour le public que les premiers soient épuisés ! Et que nous soyons obligés d'avoir recours aux moyens les plus onéreux de lever des Taxes !

Si tous les propriétaires de terres n'étoient que les Intendants du Public, la nécessité ne les obligeroit-elle pas à mettre en œuvre tous les artifices que pratique les Intendants pour exercer l'oppression, lorsque l'absence & la négligence du propriétaire les mettent à l'abri de toute recherche ?

Quelqu'un osera-t-il assurer qu'on ne doit mettre aucunes bornes aux

Dettes nationales , & que le Public ne feroit pas plus foible quand il y auroit douze ou quinze ſchelings par livre ſterling , de Taxes ſur les terres , engagés avec tous les droits & les impôts d'aujourd'hui ? Cette opération a donc quelque autre effet que la ſimple transportation de propriété d'une main à l'autre. En cinq cens ans la poſtérité de ceux qui ſont en carroſſe , & de ceux qui vont derriere , aura probablement changé de place , ſans que le Public ait été affecté de ces révolutions.

Il faut avouer que parmi les hommes de tout rang , une longue habitude a introduit une étrange nonchalance à l'égard des Dettes publiques † , & qui reſſemble beaucoup

† *Pendant vingt ans que M. WALPOLE*

à celle dont nos Théologiens se

a gouverné l'Angleterre, les hommes de la Nation les plus recommandables par leur esprit & leurs lumières, Mylord Bolingbroke, Mylord Chesterfield, Mylord Carteret, M. Windham, M. Pulteney, le Docteur Swift, le Docteur Arbuthnot, & tant d'autres ont travaillé constamment, soit dans le Craft'sman, soit dans d'autres Ecrits particuliers à éclairer la Nation. Le Ministre sans l'aveugler, trouvoit le moyen de la faire concourir à ses fins. Ceux qui la représentent, & qui par conséquent lui donnent des loix, gagnés par des places ou des pensions, ont toujours fermé les yeux. De tous les Ouvrages qui ont été faits à ce sujet, je ne citerai que celui que l'on peut dire être de main de Maître, ce sont les RÉFLEXIONS sur l'Etat présent de l'ANGLETERRE, principalement en égard à ses Taxes & à ses Dettes, que l'on trouvera à la fin de ce Discours. L'Auteur est dans les mêmes principes, & tient précisément le même langage que M. H U M E.

plaignent

plaignent avec tant de véhémence à l'égard de leurs dogmes Religieux.

Nous convenons tous que l'imagination la plus propre à se flatter ne sauroit espérer que ce Ministère, ou aucun autre à l'avenir, aient une frugalité assez rigide & assez constante, pour faire quelque progrès considérable dans l'acquittement de nos dettes, ou que la situation des affaires étrangères leur laissent d'ici à long-tems assez de loisir & de tranquillité pour exécuter une pareille entreprise (a). *Que deviendrons-*

(a) Dans les tems de paix & de tranquillité, les seuls où il est possible de payer des dettes, ceux dont le revenu est en argent placé à intérêt, n'aiment pas à être remboursés par partie, de sommes qu'ils ne savent comment placer avantageusement. Ceux qui ont des terres sont contraires à la

nous donc ? Si nous avons assez de Religion & de résignation à la Providence , cette question , ce me semble , mériteroit d'être examinée du moins spéculativement , & peut-être ne seroit-il pas impossible d'en donner quelque solution conjecturale. Ici les événemens ne dépendront pas des hafards , des batailles,

continuation des taxes nécessaires pour acquitter l'Etat. Pourquoi donc un Ministre prendroit-il des mesures si désagréables à tous les partis ? Pour l'amour , je suppose , d'une postérité qu'il ne verra jamais , ou de quelques personnes raisonnables & réfléchissantes , qui , toutes réunies , n'auroient pas assez de crédit pour lui assurer une Election dans le plus petit bourg d'Angleterre. Il n'est pas vrai-semblable que nous trouvions jamais un Ministre si mauvais politique. A l'égard de ces maximes intéressées & destructives, tous les Ministres sont assez habiles pour les mettre en pratique.

des négociations, des intrigues & des factions : il y a un progrès naturel des choses qui doit guider notre raisonnement.

Comme il n'eût fallu qu'un peu de prudence, lorsque pour la première fois nous avons commencé cette pratique d'engager les fonds publics, pour prévoir, de la nature des hommes en général & des Ministres en particulier, que les choses parviendroient au point où nous les voyons; de même à présent qu'elles sont arrivées jusques-là, il n'est pas difficile d'en deviner la conséquence: & certainement ce ne peut-être que l'un de ces deux événemens, il faut ou que la Nation détruise le Crédit public, ou que le Crédit public détruise la Nation. En Angleterre, comme dans quelques autres Pays, il est impossible que tous les deux subsistent de

la maniere dont on les a gouvernés jusq'ici.

Il y a eu, à la vérité, un plan pour le payement de nos dettes, qui a été proposé par un vertueux Citoyen, M. Hutchinson, il y a plus de trente ans, & qui a été approuvé par quelques personnes de sens, mais qui ne pouvoit jamais avoir son effet. Il assûroit qu'il y avoit de l'erreur à imaginer que le Public fût comptable de cette Dette, parce que chaque Particulier en devoit une partie proportionnée, & payoit aussi dans ses taxes une partie proportionnée de l'intérêt, outre la dépense de la levée de ces taxes. Ne ferions-nous donc pas mieux, dit-il, de faire une distribution proportionnée de la dette parmi nous, & de contribuer, chacun de nous, une somme relative à son bien; & par ce moyen d'acquitter à la fois

tous nos fonds & tous nos engagements publics ? Il paroît n'avoir pas considéré que le Peuple qui travaille paye une grande partie des taxes par sa consommation journalière, quoique ces pauvres Laboureurs, Artisans, &c. ne soient pas en état d'avancer à la fois une partie proportionnée de la somme qui seroit demandée. Ajoûtons que la propriété en argent ou en marchandises commerçables, pourroit aisément être celée ou déguisée, & que la propriété en terres & en maisons qui est visible, seroit réellement obligée à la fin de répondre pour le tout, d'où résulteroient une inégalité & une oppression auxquelles il ne seroit pas possible de se soumettre.

Mais quoique ce projet ne doive vrai-semblablement jamais avoir lieu, lorsque la Nation se lassera

enfin de ses Dettes, ou pour mieux dire, quand elle en sera entièrement opprimée, il ne faudra pas être surpris s'il arrive quelque Visionnaire, avec des plans pour l'en décharger; & comme en ce tems le Crédit public commencera à être ébranlé, pour peu qu'on y touche; on le détruira, comme cela est arrivé en France, & de cette manière *il mourra de la main des Médecins* (a).

(a) Quelques Etats voisins se servent de moyens très-faciles pour diminuer leurs dettes publiques. Les François sont dans l'usage (comme autrefois les Romains) d'augmenter leur monnoie, & l'on y a tellement accoutumé la Nation, que ces augmentations ne font aucun tort au Crédit public, quoique par un Edit, elles retranchent à la fois une partie de leurs dettes. Les Hollandois diminuent l'intérêt, sans le consentement de leurs Créanciers; ou ce qui est la même

Mais il est plus probable que le manquement de foi publique sera l'effet nécessaire des guerres, des défaites & des calamités, ou peut-être des victoires & des conquêtes. Je l'avoue, lorsque je vois des Princes & des Etats se querellant & combattant au milieu de leurs dettes, des fonds & des charges publiques, cela m'offre l'image de gens

chose, ils taxent arbitrairement les fonds, de même que les autres biens. Si nous pouvions mettre en pratique une de ces deux méthodes, nous ne courrions pas le risque d'être opprimés par nos dettes nationales, & il n'est pas impossible que l'augmentation des charges publiques ne réduise un Ministère embarrassé à essayer un de ces deux moyens, ou peut-être quelque autre. Mais les gens dans ce pays-ci raisonnent si juste sur tout ce qui regarde leurs intérêts, qu'un tel expédient ne trompera personne, & qu'il est probable qu'un si dangereux essai fera tomber entièrement le Crédit public.

qui se batteroient au bâton dans une Boutique de Porcelaine. Comment peut-on espérer que les Souverains épargneront une forte de propriété, qui leur est pernicieuse à eux & au Public, lorsqu'ils ont si peu de compassion des vies & des propriétés, qui sont utiles au Public & à eux-mêmes. Laissons venir le tems (& sûrement il viendra) lorsque les nouveaux Fonds créés pour les dépenses nécessaires de l'année, ne seront point souscrits & ne produiront pas les sommes projetées. Supposons ou que l'argent de la Nation est épuisé, ou que notre confiance, qui jusqu'ici a été si grande, commence à nous manquer. Supposons que dans cette détresse la Nation soit menacée d'une invasion, qu'on craigne une rébellion ou qu'elle commence déjà à éclater : on ne peut équiper un

Escadron faute de paye & d'approvisionnement, ou même on ne peut avancer un subside étranger. Que faut-il que fasse un Prince ou un Ministre dans une pareille conjoncture ? Le droit de sa propre conservation est inaliénable dans chaque Particulier, bien plus encore dans chaque Société ; & la folie de ceux qui seront à la tête de nos affaires, seroit alors plus grande que celle des premiers qui ont contracté ces dettes, ou ce qui est plus fort, que celle de ceux qui se font fiés & qui continuent encore à se fier à cette sécurité, si ces Ministres ayant dans leurs mains des moyens de se tirer d'une telle extrémité, ils ne s'en servoient pas. Les Fonds créés & hypothéqués en ce tems produiront un revenu annuel considérable, suffisant pour la défense & la sûreté de la Nation. L'argent est peut-

être au Trésor Royal prêt à être délivré pour acquitter un quartier d'intérêt. La nécessité parle , la crainte presse , la raison exhorte , la compassion seule s'oppose & c'est en vain : on se saisira de l'argent pour le service courant , sous les protestations les plus solennelles peut-être de le remplacer immédiatement. Mais il n'en faut pas davantage , l'édifice entier déjà chancelant tombe à terre & ensevelit des milliers d'hommes sous ses ruines. Voilà , je crois , ce qu'on peut appeller *la mort naturelle du Crédit public*. Voilà la révolution où il tend aussi naturellement , que le corps animal tend à la dissolution & à sa destruction (a).

(a) Les Hommes en général sont de si grandes dupes , que quelque violent que fût

Ces deux événemens , supposés

le choc que causeroit au Crédit public , une Banqueroute volontaire en Angleterre , il ne seroit peut-être pas long-tems sans se relever dans une condition aussi florissante qu'auparavant. Le présent Roi de France , pendant la dernière guerre , a emprunté de l'argent à un intérêt plus bas que n'a jamais fait son Bisayeul , & aussi bas que le Parlement d'Angleterre , en considérant le taux commun de l'intérêt dans les deux Royaumes : & quoique les hommes soient plus gouvernés par ce qu'ils ont vu , que par ce qu'ils prévoient , cependant les promesses , les protestations , de belles apparences & les appas de l'intérêt présent , ont sur eux une influence si puissante , que peu sont en état d'y résister. Les hommes dans tous les siècles sont pris aux mêmes pièges. Les mêmes manœuvres cent fois répétées les abusent encore. Les excès de l'esprit populaire & du Patriotisme sont encore le grand chemin du pouvoir & de la tyrannie ; la flatterie , celui de la trahison ; une armée sut pié , celui du Gouvernement arbitraire , &

ci-dessus , sont déplorables ; mais

la gloire de Dieu , celui de l'intérêt temporel du Clergé.

La crainte de détruire pour jamais le Crédit , en supposant que c'est un mal , est un épouvantail inutile. Un homme prudent prêteroit réellement plutôt au Public , après qu'on viendroit de passer l'éponge sur les dettes qu'à présent : c'est ainsi qu'un Fripon opulent , quand même on ne pourroit pas le forcer à payer , est un Débiteur préférable à un honnête Banqueroutier ; car le premier , pour conduire ses affaires , peut trouver qu'il est de son intérêt de payer ses dettes , si elles ne sont pas exorbitantes , & le dernier n'est pas en état de le faire. Le raisonnement de Tacite , (*Hist. Liv. 3.*) comme il sera toujours vrai , est très-applicable à notre situation présente : *Sed vulgus ad magnitudinem beneficiorum aderat : Stultissimus quisque pecuniis mercabatur : Apud sapientes cassa habebantur quæ neque dari , neque accipi , salvâ Republica poterant.* Le Public est un Débiteur que personne ne peut obliger à payer : la seule caution que les

ne font pas les plus terribles. Par-là des milliers d'hommes font sacrifiés à la sûreté de plusieurs millions d'autres : mais nous avons à craindre que l'événement contraire n'ait lieu, & qu'on ne sacrifie pour jamais des millions à la sûreté momentanée de quelques milliers (a).

Créanciers aient avec lui, est l'intérêt de conserver le Crédit, un intérêt qui peut aisément être balancé par une très-grande dette & par des conjonctures difficiles & extraordinaires, en supposant même ce Crédit totalement perdu. Ajoutons qu'une nécessité présente, souvent force les Etats à prendre des mesures qui, à parler exactement, sont contre leurs intérêts.

(a) J'ai ouï dire qu'on avoit calculé que tous les Créanciers du Public, naturels & étrangers, montoient seulement à dix-sept mille. Ils font à présent figure sur leur revenu ; mais dans le cas d'une Banqueroute publique, ils seroient réduits à l'instant à la

Peut-être que notre Gouvernement populaire fera qu'il sera difficile ou dangereux pour un Ministre de hasarder un expédient aussi désespéré que celui d'une Banqueroute volontaire : & quoique la Chambre des Seigneurs & la plus grande par-

(*) *Malheur sur la ruine de la nation.*

dernière-misère. La dignité & l'autorité des possesseurs de terre, Nobles ou Roturiers, est bien mieux fondée, & rendroit la dispute très-inégale si jamais nous en venions à cette extrémité. On seroit tenté de fixer cet événement à une période très-prochaine, comme un demi-siècle, si les Prophéties que nos Peres ont faites de cette espèce, ne s'étoient déjà trouvées fausses, par la durée de notre Crédit public, si fort au-delà de ce que l'on devoit raisonnablement attendre. Lorsque les Astrologues en France prédisoient chaque année la mort d'Henri IV. *A la fin, disoit-il, ils auront raison.* Ainsi nous nous garderons bien d'assigner une date précise, & nous nous contenterons d'indiquer l'événement en général.

tie de celle des Communes , soient en général composées de Possesseurs de terre , & qu'on ne puisse pas supposer par conséquent qu'aucune des deux soit extrêmement intéressée dans les Fonds ; cependant les liaisons des Membres , avec ceux qui en sont Propriétaires , peuvent être si grandes , qu'elles les attachent plus à la foi publique , que la prudence , la politique , ou la justice même , à parler strictement , ne le demanderoient. Peut-être aussi qu'au dehors nos ennemis , ou plutôt notre ennemi (car nous n'en avons qu'un à craindre) peut avoir assez de Politique pour découvrir que notre salut est dans notre désespoir , & par conséquent ne nous montrer le danger à découvert que lorsqu'il sera inévitable.

La Balance du Pouvoir en Europe a paru à nos Grands-Peres &

à nos Peres, ainsi qu'à nous, trop inégale, pour qu'elle s'y maintienne encore long-tems, sans notre assistance & beaucoup de vigilance de notre part : mais nos Enfans lassés de ces efforts continuels, & accablés sous le poids des charges publiques, peuvent demeurer oisifs, & voir tranquillement leurs voisins opprimés & conquis, jusqu'à ce qu'à la fin eux-mêmes & leurs Créanciers soient à la merci du Conqué rant ; & à proprement parler, on peut appeller cet événement-ci *la mort violente du Crédit public* †.

† On trouvera dans l'Ouvrage de M. DE DANGEUL les détails les plus instructifs sur les Causes & les Progrès des Destes de l'Angleterre, & les Réflexions les plus sages sur les Abus du Crédit national. L'Auteur des *Elémens du Commerce* a aussi tellement approfondi ces matieres qu'il semble ne laisser

Ce

Ce sont là des événemens qui ne

rien à désirer. Cependant elles sont de si haute importance, que je crois qu'on ne peut les mettre dans un trop grand jour : j'ai cherché à puiser dans les Auteurs Anglois eux-mêmes les lumières dont elles sont susceptibles ; il est naturel que le Lecteur s'en rapporte plutôt à eux en ce qui regarde leur propre Pays. C'est ce qui m'a déterminé à faire imprimer à la suite de ce Discours *sur le Crédit public*, un petit Ouvrage posthume de Mylord BOLINGBROKE, que j'ai déjà cité, & qui est précisément dans les mêmes principes. Quand même la haute réputation de cet illustre Ecrivain, que M. SWIFT appelle le plus grand génie de l'Europe, ne préviendrait pas en sa faveur, il est certain que sur plusieurs matières, & spécialement sur celle en question, c'est un Homme d'Etat dont l'opinion doit faire autorité. Il y aura toujours à profiter par-tout où il y aura des Dettes publiques, de ce que Mylord BOLINGBROKE a écrit sur les Dettes de l'Angleterre.

font pas fort éloignés, & que la raison prévoit aussi clairement presque, qu'elle peut appercevoir aucune des choses qui sont encore dans l'avenir; & quoique les Anciens aient supposé que pour atteindre au don de Prophétie, il falloit une certaine fureur divine ou une espèce de folie, on peut affirmer en toute sûreté que pour débiter des Prophéties telles que celles-ci, il ne faut absolument qu'être dans son bon sens, & totalement garanti de la contagion des erreurs & de l'extravagance populaires.



RÉFLEXIONS

POLITIQUES

SUR L'ÉTAT PRÉSENT
DE L'ANGLETERRE ,

Principalement à l'égard de ses Taxes
& de ses Dettes , & sur leurs causes
& leurs conséquences ,

TRADUITES DE L'ANGLOIS
DE MYLORD BOLINGBROKE.

*Mihi autem non minori curæ est qualis Respu-
blica , post mortem meam futura sit , quàm
qualis hodie sit. C I C. in L A L.*

RÉFLEXIONS

POLITIQUES

sur l'ÉTAT PRÉSENT

DE L'ANGLÈTÈRE.

Traduction de l'anglais de M. Thomas
de la Cour de la Cour de la Cour
de la Cour de la Cour de la Cour

TRADUITES DE L'ANGLAIS

DE MESSIEURS BOLINGBROKE

M. de la Cour de la Cour de la Cour
de la Cour de la Cour de la Cour
de la Cour de la Cour de la Cour



RÉFLEXIONS

POLITIQUES

SUR L'ÉTAT PRÉSENT

DE L'ANGLETERRE,

TRADUITES DE L'ANGLAIS

DE MYLORD BOLINGBROKE.



PUISQUE nous sommes sortis d'une guerre la moins heureuse & la plus coûteuse que cette Nation ait jamais faite, après avoir pris part pendant soixante ans de suite, comme principaux Acteurs,

dans toutes les autres guerres & dans toutes les Négociations du Continent ; il est tems certainement de rappeler notre attention à nos affaires domestiques , & de considérer l'état présent de notre propre Pays , particulièrement à l'égard de ses Taxes & de ses Dettes ; à la nature & à l'application des premières , à l'origine & au progrès des dernières , à la nécessité & aux moyens de diminuer les unes & les autres.

La Révolution de notre Gouvernement en 1680. fait une Epoque très-remarquable dans l'Histoire de la Grande - Bretagne pour beaucoup d'objets , & spécialement pour celui qu'on se propose ici d'examiner. Le revenu public , en argent comptant , ne montoit pas alors à plus de deux millions par an , qui étoient suffisans pour payer

Les dépenses ordinaires de la Couronne , aussi-bien que pour maintenir une Flotte , & une Armée plus grande qu'elle n'étoit nécessaire en ce tems. Ce revenu étoit levé sans aucune Taxe sur la terre ou la Dreche (a) , & par quelques-unes de ces impositions innombrables , qui ont été mises depuis , & qui oppriment l'intérêt des Propriétaires de terre & des Marchands de la Nation. De plus ces droits ont été tellement engagés , que nous sommes incapables aujourd'hui d'envoyer un bateau à la Mer , ou d'entretenir une simple Sentinelle à Whitehall , sans un nouveau subsid.

Les Dettes publiques , celles des Banquiers comprises , montoient à

(a) Grain moulu pour faire de la Biere.

un peu plus de trois cens mille livres sterling , au commencement de cette Epoque ; elles montent à présent à quatre-vingts millions. C'est sûrement l'objet d'une curiosité raisonnable , & qui peut être utile , que de découvrir ce qui a produit un si grand changement dans l'état de la Nation.

Le Roi Guillaume s'engagea dans une guerre forcée avec la France , aussi-tôt qu'il arriva au Thrône ; il étoit nécessaire qu'il maintînt la Révolution qu'il avoit faite , & qu'il affermît le droit qu'il avoit acquis à la Couronne par le meilleur de tous les titres , le don libre d'un Peuple qu'il avoit délivré d'une destruction prochaine , du Papisme & de l'Esclavage. Cette guerre pouvoit aussi paroître indispensable à un autre égard.

Depuis le Traité de Westphalie
&

& celui des Pyrénées, la puissance & l'ambition de la France avoient augmenté en même tems & étoient devenues exorbitantes: loin d'avoir fait les efforts nécessaires pour arrêter cette Puissance, on n'en avoit même fait aucun capable de l'arrêter. On n'avoit concerté aucunes mesures, on n'avoit fait aucuns préparatifs pour faire échouer cette ambition, dans ce grand objet, l'acquisition de la Monarchie Espagnole à la Maison de Bourbon.

Depuis la Révolution on s' alarma de ce dont on auroit dû s'alarmer plutôt. L'esprit de notre Cour étoit changé; les yeux de notre Peuple s'ouvrirent, & tous les hommes virent combien il étoit nécessaire, de conserver, de concert avec les Espagnols, la succession de leur Monarchie à la Maison d'Autriche, au lieu de la laisser tomber dans

celle de Bourbon , qui en étoit exclue par les engagements les plus solennels.

La Reine Anne vint au Thrône à la veille d'une autre grande guerre , d'une guerre contre la France & l'Espagne , que son Prédécesseur étoit prêt d'entreprendre lorsqu'il mourut, quoiqu'il ne l'eût pas encore déclarée , & dont l'objet étoit de procurer quelque satisfaction raisonnable à l'Empereur , pour une succession que sa famille avoit alors perdue par sa propre faute.

Le Roi Guillaume qui n'avoit eu que cet unique objet en entrant dans la premiere grande Alliance , n'auroit pas voulu s'engager à rien de plus dans la seconde ; mais les intérêts particuliers des Ministres de la Reine , les intrigues de ses Alliés & l'imprudance d'un parti l'entraînerent beaucoup plus loin : & il faut

avouer que cette manie de favoriser les intérêts de la Cour de Vienne , qui nous a coûté si cher , a commencé de son tems ; quoique son cœur fût , ce qu'elle déclaroit qu'il étoit , totalement Anglois , & non du tems du Roi Guillaume , quoiqu'on l'ait blâmé , très-injustement à mon avis , d'avoir eû trop d'égards pour des intérêts étrangers , & trop peu pour ceux de l'Angleterre.

La guerre que fit le Roi Guillaume ne fut pas heureuse , à beaucoup près : cependant si l'Empereur avoit consenti d'envoyer son second Fils en Espagne durant la vie de Charles II. le Roi Guillaume auroit réussi dans les deux objets de cette guerre. Il se seroit maintenu sur le Thrône , & auroit obligé la France de promettre de ne le point troubler dans la possession de son Royaume. Quant à l'autre objet ,

aucun traité de partage ne lui auroit paru nécessaire en ce cas , & l'Angleterre n'auroit eû rien de plus à faire , quand la succession d'Espagne auroit été ouverte , que de soutenir avec la concurrence de toute la Nation Espagnole , un Prince Autrichien qui auroit été alors maître du terrain avec une armée Autrichienne , & qui auroit été déjà déclaré l'héritier présomptif ; ainsi nous aurions pû avoir une guerre défensive à faire avec de grands avantages de notre côté , & les événemens de la guerre offensive que nous avons été obligés de faire après , prouvent suffisamment quel auroit été le succès de l'autre. Les Conseils de Vienne se faisoient un jeu , si je puis m'exprimer ainsi , de ce qui pouvoit nous conduire à notre ruine ; ainsi le Roi Guillaume en Prince sage , prit la résolution de

n'exposer ni le Pays, ni le sien propre, à la tâche difficile de recouvrer la Monarchie entière d'Espagne des mains de Philippe. Il accommoda son système aux circonstances du tems, & son unique but fut de forcer les François & les Espagnols à entrer en quelque composition sur les prétentions Autrichiennes, sur le Commerce, sur la barriere, & sur des moyens efficaces pour empêcher une future union de la France & de l'Espagne sous une seule Monarchie.

C'est là tout ce qu'il avoit pour objet ; mais ceux qui se plaisoient dans la guerre, parce qu'ils espéroient d'y faire des fortunes immenses, ceux qui s'amusoient eux-mêmes, & qui amusoient les autres par de vaines spéculations sur une chose très-réelle en elle-même, sur la Balance du Pouvoir, entraînent

adroitement l'Angleterre & la Hollande dans des engagements pour déthrôner Philippe, & mettre Charles en sa place, quoique nous eussions reconnu le premier, quoique les Castillans lui fussent fortement attachés, & quoiqu'il fût en paisible possession de la domination Espagnole dans les deux Hémisphères. Flattés par des espérances mal fondées d'une révolution en faveur de son Rival, & animés par les premiers succès de nos armes, nous approuvâmes & nous soutînmes cet engagement précipité, nonobstant l'absurde conduite de l'Empereur, & la sage réserve du Roi Guillaume qui auroient dû nous mettre également sur nos gardes, & nous rendre moins constans.

On peut faire à ce sujet une remarque qui en vaut bien la peine, & qui fut faite en ce tems par les

Espagnols qui reconnurent Philippe V. conformément au Testament de Charles II. & à qui cependant rien ne répugnoit tant , que l'ascendant & l'autorité que la France prenoit sur eux. Ils remarquerent que Cromwell les avoit obligés à donner leur Infante à Louis XIV. en joignant contre eux ses Armes avec celles de France, & que nous étions venus à bout de les réduire un demi siècle après , par une nouvelle guerre , à une dépendance absolue de la France.

La Cour de Vienne qui souhaitoit aussi ardemment d'acquérir les domaines d'Italie , qu'elle paroissoit indifférente sur l'Espagne & les Indes Occidentales , fit son profit de notre imprudence. Elle laissa supporter tout le poids de la guerre à l'Angleterre & à la Hollande. Elle fit pis , non-seulement elle négligea

la guerre en n'y contribuant que peu ou presque en rien , excepté le nom d'Autriche & les droits de cette famille ; elle sacrifia le succès de la cause commune , car c'est ainsi qu'elle l'appelloit assez improprement toutes les fois qu'il se trouva quelque petit intérêt inférieur qui lui parut être le sien plus immédiatement. C'est par ces moyens que non-seulement elle prolongea la guerre , mais qu'elle en augmenta la dépense annuelle pour les Anglois & les Hollandois , sans prendre sur elle-même aucune partie de cette dépense qui mérite qu'on en fasse mention.

L'expérience ne nous sert de rien , notre délire politique continua. Il devint en quelque sorte habituel pour les artifices employés au-dedans , & par les victoires remportées au-dehors. Avec tout cela

la guerre languissoit nonobstant nos derniers efforts. Le poids de l'Autriche devenoit chaque année plus lourd pour nous, tandis que dans le même tems celui de l'Espagne devenoit plus léger pour la France. Les Espagnols à la fin étoient en état de se défendre eux-mêmes contre nous, & les succès de nos ennemis en Espagne les dédommageoient de nos victoires en Flandre.

Le déthrônement de Philippe en faveur de Charles, étoit devenu évidemment un projet chimérique dès l'année mil sept cens dix au plus tard, & il devint dans l'année suivante si inconséquent par la mort de l'Empereur Joseph, à qui son Frere Charles succéda, qu'on ne peut concevoir que ceux qui alors même soutenoient ce projet avec tant de clameur, fussent de bonne foi, puisque leur but en ce cas au-

roit été de mettre sur la même tête la Couronne Impériale & celle d'Espagne , contre l'intérêt commun de l'Europe , & le principe fondamental de la guerre.

Mais quoiqu'il nous fût alors impossible de conquérir l'Espagne par une guerre, nous aurions pû réduire la puissance exorbitante de la France par une paix, en la forçant de renoncer à cette barriere où cette Puissance exorbitante consistoit principalement ; ce que devoit avoir eû pour objet , tout homme qui savoit ce qu'il disoit quand il parloit de cette Puissance exorbitante. Elle seroit demeurée par-là aussi ouverte aux incursions de ses voisins , que ses voisins le sont aux siennes , aussi ouverte qu'elle l'a été , lorsqu'un Prince Casimir ou quelque'autre Général des Réitres , pouvoit pénétrer sans un siège , & quelquefois sans

une bataille dans le cœur de ses Provinces.

Mais nous ne voulumes pas nous en tenir à ce dernier projet , parce que nous ne pouvions pas exécuter le premier. Nous agimes comme si nous avions crû qu'on ne pouvoit réduire la Puissance exorbitante d'une famille , sans élever une Puissance aussi exorbitante dans une autre , au lieu de nous rappeler les siècles précédens pour considérer les usurpations , la tyrannie , & la bigotterie que la Maison d'Autriche avoit exercées dans la plénitude de sa Puissance , & qu'elle exerceroit encore si jamais elle y étoit rétablie.

Nous échoüames dans nos grands projets politiques , après deux guerres qui , en y comprenant un court intervalle , avoient duré vingt-cinq ans. Nous avons fait tous nos ef-

forts pour empêcher de réussir ce plan d'ambition que la France s'étoit ouvert à elle-même , & qui menaçoit tous ses voisins par le traité des Pyrénées ; & quoique ce danger nous touchât moins qu'aucune autre Nation engagée dans l'Alliance , nous nous étions épuisés pour la soutenir.

Lorsque le Roi Guillaume parut immédiatement après sur cette grande scène d'action , l'Etat de la Nation qui n'étoit pas chargée de dettes , étoit tel qu'elle auroit pû soutenir ce Prince dans le rôle qu'il y a joué avec la même profusion , & même plus efficacement par le revenu alors subsistant , par l'imposition sur les terres , par celle sur la Dreche , & par quelques subsides additionnels qui tous auroient pû être levés dans l'année. Un plan de cette espèce fut formé & présenté , il fut

reconnu pour être praticable ; mais il fut rejeté par un motif qui parut plausible dans ses conséquences. Il fut dit qu'un nouveau Gouvernement établi contre les anciens principes , & les engagements actuels de plusieurs, ne pouvoit en aucune manière être assuré aussi efficacement qu'il le seroit , si l'on faisoit dépendre les fortunes particulières d'un grand nombre de sa conservation ; & que cela ne se pouvoit faire à moins qu'on ne les induisît à prêter leur argent au Public , & à recevoir des assurances sous le présent établissement. Telle est l'origine des fonds publics & du trafic de l'agio-tage ; ainsi furent établies de grandes Compagnies , les prétendues créatures ; mais à beaucoup d'égards les maîtres réels de chaque administration.

Je ne prétens pas déterminer jus-

qu'où la sagesse de notre Législation auroit pû se précautionner au commencement de la nouvelle guerre , contre l'augmentation & les progrès de cette humeur chancreuse , qui avoit commencé à ronger nos entrailles dans la premiere. Je remarquerai seulement que le crédit de ces Compagnies étant solidement établi en ce tems , & de pareils membres étant accoûtumés à faire des profits immenses aux dépens du Public , on ne doit pas s'étonner si nous suivimes le même plan durant le règne de la Reine Anne ; nous le fimes , & les dettes contractées dans cette guerre étant ajoutées à celles de la premiere , la somme totale de nos dettes ne monta à guère moins de cinquante millions.

Après avoir accumulé une dette si immense , la Reine mit fin à la guerre ; elle ne pouvoit tenter d'al-

térer le système tant que cette guerre dura, sans jeter toute l'Alliance dans la confusion, après que quelques-uns des principaux Alliés avoient déclaré à la mort de Joseph, qu'ils ne consentiroient jamais que Charles fût tout à la fois Empereur & Roi d'Espagne.

L'intérêt de l'Angleterre nous obligeoit, sans doute, à détourner nos regards du Continent sur notre propre Isle, & à profiter des circonstances & des avantages que la paix nous procuroit †. Quelques

† » En libérant les revenus de l'État, &
 » en laissant les Peuples reprendre des for-
 » ces par la modération des impôts, l'ai-
 » sance & la douceur de la paix, l'emploi
 » de tous les fonds publics, & les secours
 » extraordinaires des Sujets enrichis de nou-
 » veau, seront suffisans pour les dépenses
 » d'une nouvelle guerre. En effet, il est

préventions qu'on ait adroitement répandues contre celle d'Utrecht, il est du moins certain que nous n'étions plus obligés par les Traités de prendre d'autre part dans les

» certain qu'un Etat qui n'acquitteroit point
 » ses Dettes pendant la paix, & qui conti-
 » nueroit son cours de percevoir les mêmes
 » augmentations de tributs qu'exigeoient les
 » nécessités de la guerre, ne se trouveroit
 » pas en état de résister à de nouvelles atta-
 » ques : il en seroit même moins respecté
 » des autres Puissances, qui sauroient qu'il
 » se prive des ressourcés que peuvent don-
 » ner des Peuples reposés & soulagés par
 » l'économie du Gouvernement, ses Rivaux
 » sur-tout verroient, avec Plaisir, qu'il con-
 » somme imprudemment pendant la paix,
 » ce qu'il devoit réserver pour un effort
 » extraordinaire. &c

DON GERONYMO DE UZTARIZ, *Théorie & Pratique du Commerce & de la Marine, Chapitre LXVI.* A Paris, chez la Veuve Etienne, 1753.

affaires

affaires du Continent, que celle qu'exigeoit l'intérêt immédiat de notre propre Pays. L'occasion & les moyens de diminuer les Taxes, de faire revivre le Commerce & de payer les Dettes nous étoient ouverts.

Ce plan pacifique auroit dû certainement être suivi, jusqu'à ce que nous eussions rétabli nos affaires, recouvré notre première force en quelque degré suffisant, & jusqu'à ce que nous fussions en état de prendre aux événemens futurs la part que notre honneur ou notre intérêt pouvoient exiger : on devoit même s'attacher à ce plan d'autant plus nécessairement dans le cas où la France seroit demeurée trop puissante, peu importe par la faute de qui, comme je suis prêt à convenir qu'elle l'étoit ; & en effet on devoit regarder dans ce siècle les deux

branches de Bourbon , de même que dans le dernier les deux branches d'Autriche , comme des Alliés inféparables unis par le sang & par une ambition commune. On auroit aussi trouvé ce plan facile à exécuter ; une longue minorité commençoit en France , & d'ailleurs à cette Cour & dans ce Pays , plusieurs autres circonstances de caracteres & de situation y étoient extrêmement favorables.

Tel devoit être le plan de notre Politique , mais malheureusement il fut tout autre. Le feu Roi , comme Electeur d'Hanovre , avoit raison , sans doute , de désirer l'acquisition de Bremen & Verden. Notre Nation y contribua de son argent , & en vint à bout par ses armes : quoique cette entreprise fût totalement contraire aux engagements que la Couronne d'Angleterre avoit pris,

lorsque le Roi Guillaume donna sa garantie au Traité de Travendalh. Cette acquisition devint le premier anneau de cette chaîne politique , par laquelle nous avons été entraînés dans des troubles nouveaux & ruineux , dont nous sentons encore aujourd'hui toutes les conséquences.

Lorsque le Roi acquit ces Duchés , il devint nécessaire d'en procurer l'investiture ; & je puis dire , parce que je puis le démontrer , qu'on auroit pû procurer ces investitures , & flatter l'Empereur de l'acquisition de la Sicile par des mesures aussi efficaces & beaucoup plus conséquentes avec les premiers Traités & la tranquillité publique , que celles qui furent prises. La maison d'Autriche sacrifia le succès de la guerre à l'acquisition immédiate de Naples. Nous sacrifîames tous les

avantages de la paix pour lui procurer celle de la Sicile de la maniere que nous la lui procurames. J'ai entendu dire tandis que ces affaires se négocioient, que le Traité de la Quadruple Alliance completeroit celui d'Utrecht; mais l'événement a montré, & il étoit aisé de prévoir qu'un de ces Traités détruiroit le systême de l'autre. Si nous avions maintenu la neutralité d'Italie, comme nous étions obligés de le faire par les Traités, même en favorisant l'Empereur dans l'acquisition de la Sicile, & cédant à la Maison de Savoye les successions éventuelles, qui selon nos stipulations auroient dû être données à l'Espagne, l'intention du Traité d'Utrecht auroit été suivie, & la France, en concourant dans ces mesures, auroit montré sa sincérité dans le projet de maintenir l'établissement de l'Eu-

rope ; mais lorsqu'elle devint un des Membres de la Quadruple Alliance , elle n'avoit d'autre intention que de donner à la branche Espagnole de Bourbon une occasion d'annexer de nouveau à cette Couronne les domaines d'Italie ; & nous fumes grossièrement ses dupes , lorsque nous triomphames de ce qu'elle étoit entrée dans la Quadruple Alliance , & de ce qu'elle fit une guerre de moquerie à Philippe pour y accéder.

Aussi long-tems donc qu'il y eut des espérances d'obtenir une Investiture extraordinaire de Bremen & Verden , nous flattames l'Empereur , non sans qu'il nous en coûtât beaucoup. Dès qu'il parut qu'on ne pourroit obtenir cette investiture autrement que comme elle avoit été accordée anciennement , nous l'insultames. Nous lui impu-

tames des desseins qu'il a constamment défavoués, & que nous n'avons jamais prouvés ; après quoi, nous nous plaignimes de son ingratitude, nous le menaçames de la guerre, & nous nous y préparames en maintenant avec grande profusion, une armée sur pié de Hessois en Allemagne. Les mêmes gens qui s'étoient plaints si récemment que la France étoit demeurée trop puissante par le Traité d'Utrecht, & qu'il naîtroit de grands dangers de son étroite liaison avec l'Espagne, se plaignoient à présent du trop grand pouvoir de la Maison d'Autriche, & du danger qui naîtroit d'une bonne intelligence entre l'Empereur & le Roi Philippe. Enfin notre Politique fut non-seulement variable, mais incompréhensible pour tout homme qui connoissoit l'état & l'intérêt de la Grande-

Bretagne ; mais qui n'étoit pas si bien au fait des différentes tournures d'intérêt qu'il falloit ménager au dehors.

Lorsque nos Ministres se furent une fois départis de la droite ligne de la Politique Angloise , la difficulté d'y revenir devint chaque année plus grande , & en même tems l'inclination moindre. Nous continuâmes à nous remuer , & à faire beaucoup de fracas dans chaque Cour de l'Europe. Nous négociaâmes contre l'Empereur de concert avec la France , & nous lui donnâmes par-là les moyens de regagner plus de ce crédit & de cette influence dans l'Empire qu'elle avoit eue anciennement , qu'elle n'en auroit pu acquérir sans notre assistance. Nous manœuvrâmes pour faire au dehors une paix qui nous étoit aussi à charge que la guerre. Au dedans

on laissa prévaloir des abus de toute espèce. Le Commerce ne fut ni foulagé ni encouragé ; & l'acquittement graduel de nos dettes fut totalement négligé par un Ministre qui cherchoit plus à tenir son Pays sous cette oppression , qu'il n'ignoroit les moyens de l'en délivrer. Pendant que nous nous conduisions ainsi , la France devint frugale , elle rendit le poids des dettes qu'elle ne pouvoit pas payer plus supportable , elle accrut son crédit , elle étendit son Commerce. Enfin sa force augmenta & la nôtre diminua. Nous fumes réduits à un état de foiblesse que nous n'avions jamais sentie auparavant ; & cette même foiblesse étoit le prétexte dont on se servoit pour supporter lâchement les pertes que souffroient nos Marchands & tous les affronts que le Gouvernement recevoit , de peur que nous ne
fussions

fussions entraînés dans une guerre, en usant de représailles, le droit commun des Nations.

Quelque traitables que nous fussions, l'insolence des Espagnols, l'impatience raisonnable de nos Marchands, & cette même lâcheté de notre Gouvernement rendirent une guerre de Mer inévitable, précisément avant la mort de Charles VI. événement qui fit prendre les Armes aux principales Puissances de l'Europe, qui mit tout le continent en feu, & forma une de ces conjonctures où notre honneur & notre intérêt peuvent nous obliger de prendre part, & pour lesquels par conséquent nous devrions toujours être préparés.

Nous ne l'étions en aucune manière après vingt-six ou vingt-sept ans de paix; & cependant lorsque nous y primes une part, nous pri-

mes la plus prodigue & la plus opposée à notre Politique que nous pouvions prendre. Ce fut une part misérable par Mer au commencement , & dans tout le cours de la guerre par terre. Je ne rappellerai ni ce que nous fimes , ni ce que nous négligeames de faire , & je souhaite pour l'honneur de mon Pays que le tout puisse être enterré dans l'oubli. Il importe seulement à mon dessein de remarquer : Premièrement , que nos Conseils sembloient être les échos de ces Partisans Flibustiers, Trenck & Mentzel , qui ne parloient de rien moins que de conquérir les deux Alsaces & les Trois-Evêchés , & de dévaster la Champagne , tandis que tous nos projets offensifs échouoient chaque jour sur le Rhin. Secondement , que nous nous sommes refusés à toutes les ouvertures de paix ,

lorsque le siège de la guerre a été transféré avec grand avantage pour la France , de l'Allemagne dans les Pays-Bas , où nous étions résolus de la faire bon gré malgré les Hollandois , & où nous avons été battus partout où Mylord Marlborough avoit fait des conquêtes.

Chaque défaite en cette guerre , de même que chaque triomphe dans la dernière devint une raison pour la continuer , & cette conduite pour laquelle on avoit aucune raison supportable à alléguer , donna lieu à ceux qui sont soupçonneux & pénétrants de répandre beaucoup de scandale , & je crois avec raison. Enfin , quelqu'en fussent les raisons , nous continuâmes cette guerre malheureuse si long-tems , & nous la poussâmes si fort au-delà de nos forces , que nous étions réduits dans peu de mois à faire ban-

queroute , lorsque les François nous ont accordé miraculeusement les mêmes conditions qu'ils nous auroient accordées deux ou trois ans auparavant ; & lorsqu'ils auroient pu marcher , sans beaucoup de trouble ou d'opposition , après avoir pris Maestricht dans le cœur des sept Provinces : car notre dernière ressource , l'armée Moscovite , étoit trop loin pour mettre la nôtre en état de faire résistance.

En faisant la guerre dans les Pays-Bas presque entièrement à nos propres dépens , & sans aucune espérance de succès , notre but étoit de causer une telle diversion aux forces de la France , qu'elle pût ne laisser rien à craindre à l'Allemagne sur le Rhin , & qu'elle pût donner le tems & l'occasion à l'Impératrice Reine de chasser les François & les Espagnols de la Lombardie. Nous nous

sacrifiames nous-mêmes à ce dessein ; mais en cette guerre comme dans la dernière , la Cour de Vienne ne sacrifia rien. Depuis le tems que les François avoient été obligés plus par la maladie de leurs troupes , & la mauvaise conduite de leurs Généraux , que par la force des Armes Autrichiennes d'abandonner l'Allemagne ; l'Impératrice Reine paroissoit faire la guerre précisément comme il convenoit à sa situation , pour sauver le plus de dépense qu'il étoit possible dans les Pays-Bas , pour piller tout ce qu'elle pouvoit en Italie , & pour nous faire payer les subsides immenses que nous donnions pour ces deux objets.

Dans les Pays-Bas , nous étions très-inférieurs en nombre par les manques de ses Contingens : en Italie où nous avons jetté les Gé-

nois dans les bras de la France & de l'Espagne , avec une grande & juste indignation contre nous pour le Traité que nous avons fait à Worms, & auquel cependant nous les avons obligés de se soumettre après la Bataille de Plaisance , nous en perdimes tout l'avantage par l'infatiable avarice & l'extrême brutalité des Autrichiens. Nous ne laifames pas de continuer encore nos efforts de ce côté-là ; & la farce du siège de Gènes , car ce n'étoit pas autre chose , & les invasions si tranquilles de la Provence & du Dauphiné , n'avoient d'autre but que de nous amuser , & de nous en imposer dans la chaleur de notre zele.

Nos dépenses dans chaque partie de cette étrange guerre , particulièrement dans les Pays-Bas , ont été faites sans mesure , parce qu'el-

les ont été faites arbitrairement , comme s'en convaincront bien-tôt ceux qui examineront les comptes de l'Artillerie , du Fourage , des Hôpitaux , & des autres dépenses imprévues. Les subsides que le Parlement a fournis depuis l'année 1740. exclusivement , jusqu'à l'année 1748. inclusivement , montent à cinquante-cinq millions cinq cens vingt-deux mille neuf cens cinquante-neuf livres sterling seize schelings & trois sols, & la nouvelle dette que nous avons contractée à plus de trente millions, qui font près de vingt millions de plus de dette que la France n'en a contracté dans le même tems , une somme qui paroîtra incroyable aux Nations futures , & qui l'est presque aujourd'hui même.

Il y a trois Réflexions à faire sur cet état , qui doivent ajoûter à

notre étonnement. La premiere , qu'une grande partie de cette dépense a été accordée à raison de la guerre , principalement depuis qu'il ne restoit aucun motif pour la continuer ; c'est-à-dire , depuis le tems qu'il étoit en notre pouvoir d'avoir une paix du moins aussi avantageuse que celle que nous avons à présent obtenue , & je ne place pas cette époque plus haut que l'année 1747. quoique je puisse peut-être sur de très-bons fondemens la reculer encore davantage. La seconde , que la dette contractée en ce tems excède de beaucoup celles des guerres du Roi Guillaume & de la Reine Anne, quoiqu'elles aient toutes deux été beaucoup plus longues , & que la dernière ait été non-seulement beaucoup plus étendue , mais portée dans des pays dont la distance & plusieurs autres circonstances

augmentoient chaque article de notre dépense extraordinaire. La troisième, que nous avons jetté par nos Négociations & par la dernière guerre, dans les mains de la Maison de Bourbon, beaucoup plus de Domaine en Italie, qu'il n'en eût fallu pour engager les François à Gertruydenberg de rappeler Philippe, & abandonner l'Espagne & les Indes, ce qu'ils étoient prêts de faire à ces Conférences, comme Buys & Vanderdussen, en informèrent les Ministres des Alliés en faisant un de leurs rapports à cette Assemblée.

Toute fâcheuse qu'est notre situation, ne désespérons pourtant pas. Ne pas désespérer de la République, quelque soit sa condition, c'est le principe d'un vrai Patriote; c'est-à-dire, d'un Homme qui sert fidèlement son Prince & son Pays:

nous pouvons rappeler à ce sujet un exemple qui mérite d'être cité dans un Livre qui est dans les mains de beaucoup de gens , & que j' imagine au moins qu'on aura lû à la Cour , je veux parler des Mémoires du Duc de Sully.

Nous y trouvons qu'Henri IV. s'appliqua tout entier à tout ce qui pouvoit être utile ou même convenable pour son Royaume , sans cesser cependant de faire attention à ce qui arrivoit au-dehors , aussi-tôt qu'il eut mis fin aux guerres civiles de France , & qu'il eut conclu la Paix avec l'Espagne à Vervins. Y a-t-il un homme , soit Prince ou Sujet , qui puisse lire , sans être pénétré des sentimens les plus élevés & les plus tendres , le langage qu'il tint à M. le Duc de Sully (a) , à

(a) Voyez ses Mémoires , Livre X. sous l'année 1598.

ce tems , où il se crut lui-même prêt de mourir d'une grande maladie qu'il eut à Monceaux. » Mon » ami , lui disoit-il , je n'appréhende de nullement la mort ; vous le » savez mieux que personne , vous » qui m'avez vû en tant de périls , dont il m'étoit si facile de » m'exemter : mais je ne nierai pas » que je n'aie regret de fortir de la » vie , sans élever ce Royaume à la » splendeur que je m'étois proposée , & avoir témoigné à mes » Peuples que je les aime , comme » s'ils étoient mes Enfans , en les » déchargeant d'une partie des Impôts , & en les gouvernant avec » douceur †. «

† Ces paroles d'Henri IV. qui font un si grand effet , sont une preuve que la véritable éloquence est celle du sentiment. Et comment n'en seroit-on pas touché ? C'est

L'état de la France étoit alors

le cœur qui parle au cœur, pour me servir de l'expression de M. DE BUFFON. L'Art n'imiteroit qu'imparfaitement le pathétique qui regne dans ces Discours. Cette même éloquence se retrouve presque dans l'usage qu'en fait M. le Comte DE BOLINGBROKE : il communique à ses Lecteurs cette chaleur de sentimens dont il est lui-même pénétré. Le Citoyen vertueux y paroît transporté de la façon de penser d'un grand Roi, & le cœur y parle encore au cœur. C'est à cette sensibilité pour tout ce qui intéresse le bonheur des hommes, & que la seule apparence de pouvoir y contribuer émeut effectivement ; que parmi cette foule d'Ecrivains en tout genre, dont le besoin ou la vanité sont l'unique vocation, l'on reconnoît le petit nombre de ceux qui sont véritablement appellés à l'un des plus nobles emplois de la Société, celui de l'éclairer, & qui sont en effet dignes d'être les Précepteurs du Genre humain. Tel est Mylord BOLINGBROKE dans la plupart de ses Ouvrages, surtout dans ceux qu'il a faits pour n'être pu-

pire que celui de l'Angleterre ne

bliés qu'après sa mort. Comme il n'y a pas eu pour objet l'estime de ses Contemporains, quel autre principe peut les lui avoir dictés que l'amour du bien public & de la postérité ? Tel paroît être l'esprit qui l'anime toujours, & qui le caractérise en effet parmi les Ecrivains Anglois. Aussi M. HUME dans son petit *Essai sur l'Eloquence* ne craint pas de dire que s'il s'étoit élevé un génie aussi cultivé que Mylord BOLINGBROKE durant les guerres civiles, lorsque la Liberté commençoit à s'établir, & que dans les Assemblées du Peuple on discutait les points les plus essentiels du Gouvernement : il est persuadé, dis-je, qu'un exemple aussi illustre auroit donné un tour tout différent à l'éloquence Angloise, & qu'elle auroit pû atteindre la perfection des anciens modeles. » Alors, dit-il, nos Orateurs auroient fait honneur à notre Pays, » aussi-bien que nos Poètes & nos Philosophes, & nous aurions eu nos Cicérons, » aussi bien que nos Platons & nos Virgiles. «

l'est à présent : les Dettes aussi con-

A l'égard du Discours d'Henri IV. il y regne cette sorte de sublime que la grandeur des sentimens donne aux expressions les plus simples : il est d'autant plus remarquable qu'il n'étoit que l'effusion de son cœur dans le sein d'un Ami. Une Princesse de son siècle, & qu'on peut lui comparer à beaucoup d'égards, puisq'ue, comme lui, elle a fait la gloire & le bonheur de ses Peuples, Elisabeth dans une occasion importante tint un Discours, qui, comme il étoit étudié, s'il n'est pas la preuve de la même bonté, du moins en est une certaine de sa Prudence & de sa Politique. Le Lecteur ne sera peut-être pas fâché d'en voir ici la Traduction. Imitons les Anglois ; ils viennent jusques chez nous chercher des exemples de vertu : allons à notre tour nous instruire à leur Ecole, nous y trouverons souvent des modeles de sagesse.

La Reine Elisabeth, dans la quarante-troisième année de son Regne, accorda à quelques Marchands particuliers de certains

fidérables, plusieurs des Provinces

Priviléges, qui étoient contraires au Commerce général de la Nation. Le Parlement en fut très-mécontent : la Reine craignant d'avoir été trompée les révoqua sur le champ. La Chambre des Communes sensible à la bonté de la Reine lui fit une Députation pour l'en remercier. Voici la Réponse de la Reine à ces Députés.

» L'affection singuliere que non-seulement
 » vous me portez dans vos cœurs, mais
 » dont vous venez de me donner des preuves si manifestes, mérite de ma part & des
 » remerciemens & des éloges sincères : vous
 » m'avez fait revenir d'une erreur qui procédoit de mon ignorance & non de ma
 » volonté. J'aurois vû ces nouveaux Réglemens tourner à mon deshonneur, moi,
 » à qui rien n'est si cher que le salut & l'amour de mon Peuple, si vous ne m'aviez
 » détrompée, & fait connoître les harpies & les sangsues qui m'avoient séduite. Que
 » mon cœur ou ma main périssent, plutôt
 » que mon cœur ou ma main accordent à
 » des Monopoleurs des Priviléges préjudi-

entièrement épuisées , & nulle d'eI-

ciables à mon Peuple. La splendeur de
la Majesté Royale , n'a pas tellement
aveuglé mes yeux , que je préfere le pou-
voir licencie^{ux} à la justice. La gloire du
nom de Roi peut abuser des Princes qui
ne savent pas gouverner , comme des pi-
lules dorées trompent de pauvres mala-
des : mais je ne ressemble pas à ces Prin-
ces , car je fais que je dois gouverner
l'Etat pour le bien de ceux qui me sont
commis , & non pour mon avantage par-
ticulier. Je fais qu'un jour j'en dois ren-
dre compte devant un autre Tribunal. Je
me trouve heureuse , de ce qu'avec l'assis-
tance de Dieu , j'ai gouverné l'Etat avec
tant de succès , & de ce que j'ai des Su-
jets , tels que pour leur bien , je quitte-
rois volontiers & le Thrône & la vie.
Quelque soient les malversations , dont
les autres se rendent coupables par leurs
fausses suggestions , je vous prie de ne me
les point imputer. Que le témoignage
d'une conscience pure à tous égards , me
tienne lieu d'excuse. Vous n'ignorez pas
les

les dans une condition à pouvoit supporter aucune nouvelle imposition. Les revenus ordinaires n'apportoient dans les coffres du Roi pas plus de trente millions, quoiqu'on levât sur ses Peuples cent cinquante millions, tant les abus de ce Gouvernement étoient considérables dans la levée de l'argent, & ils n'étoient pas moindres dans l'emploi qui s'en faisoit. Tout le plan de l'administration, étoit un plan de fraude, & tous ceux qui y avoient part, trompoient le Public

» que ceux dont les Princes sont obligés
 » de se servir, sont souvent trop attachés à
 » leur intérêt particulier ; qu'on cache la
 » plûpart du tems la vérité aux Princes, &
 » qu'il est impossible que beaucoup de choses
 » ne leur échappent, chargés, comme ils le
 » sont, du fardeau des plu: grandes & des plus
 » importantes affaires. «

depuis les plus hauts Offices jusqu'aux plus bas, depuis les Conseillers du Conseil des Finances, jusqu'aux Sous-Fermiers & aux Sous-Trésoriers. Sully vit ce désordre dans les affaires avec horreur, lorsqu'il vint à avoir la Surintendance des Finances. Il étoit prêt à désespérer, mais il ne désespéra pas. Le zele pour son Maître, le zele pour son Pays, & ce même état des affaires en apparence si désespéré, animèrent ses efforts; & la pensée la plus noble qui se soit jamais présentée à l'esprit d'un Ministre, entra dans le sien. Il prit la résolution de faire, & il fit de la réforme des abus, de la réduction des dépenses & d'une conduite frugale, le fonds d'amortissement pour le payement des Dettes nationales, & le fonds suffisant pour toutes les grandes choses qu'il avoit dessein de faire sans surcharger le Peuple.

Il réussit dans toutes. Les Peuples furent immédiatement soulagés, le Commerce reprit vigueur, les coffres du Roi furent remplis, une Marine fut créée. Enfin, il prépara tout ce qui étoit nécessaire pour mettre la Nation en état d'exécuter de grands desseins, toutes les fois que de grandes conjonctures se présenteroient d'elles-mêmes. Tel fut l'effet de douze ans d'une sage & intégrè administration, & cet effet se seroit manifesté dans de grandes entreprises contre la Maison d'Autriche, plus formidable en ce tems que la Maison de Bourbon ne l'a été dans le nôtre, si Henri IV. n'avoit pas été poignardé par un de ces assassins, dans les mains desquels l'intérêt de la Maison d'Autriche & le fanatisme de Religion avoient mis le poignard plus d'une fois.

Lorsque nous considérons dans

ces Mémoires & dans quelques autres qui sont venus jusqu'à nous, le déplorable état auquel la France étoit réduite à la fin du seizième siècle, nous éprouvons une partie de cette horreur que Sully ressentit alors, & nous sommes prêts d'avouer que la ruine de ce Royaume, la banqueroute & la confusion auroient suivi nécessairement si l'on n'avoit pas profité immédiatement, & aussi sagement, & aussi vigoureusement qu'on le fit, de l'occasion que fournis cette Conjoncture paisible. Ne verrons-nous pas du même oeil notre propre déplorable condition, & les conséquences qui en résultent nécessairement ? N'en serons-nous pas encore plus fortement affectés ? Ne sommes-nous pas aussi près d'une banqueroute que la Nation Française l'étoit en ce tems-là, & beaucoup plus près

encore qu'elle ne l'est aujourd'hui ? La confusion ne peut-elle pas suivre ici aussi-bien que là ? Et finalement l'ambition réunie des deux branches de Bourbon , ne peut-elle pas dans quelque conjoncture future produire des effets aussi funestes, & plus funestes pour nous, si nous continuons dans notre état d'impuissance, jusqu'à ce qu'il arrive une conjoncture semblable à celle qui étoit à craindre pour la France au tems dont nous parlons, de l'ambition réunie des deux branches d'Autriche ? Enfin, nous avons beaucoup à appréhender, à moins que nous n'ayons le courage & la vertu de sonder nos plaies domestiques jusqu'au fonds, & d'y appliquer immédiatement, non des palliatifs, mais des remèdes spécifiques. Si nous prenons ce parti au lieu de craindre les autres, nous pouvons devenir

encore une fois formidables nous-mêmes ; mais il est certain que ceux qui se tireront les premiers d'une misère commune à nous & à nos voisins , donneront la loi à qui ils voudront.

On dira peut-être que nous n'avons pas de Sullis parmi nous. Je ne prendrai pas sur moi de décider si nous en avons ou non ; mais j'oserai dire d'après Sully lui-même , que quoique de bons Princes puissent manquer à de bons Ministres ; cependant de bons Ministres ne manqueront jamais à un Prince qui a assez de discernement pour les trouver , qui les choisit pour leurs talens supérieurs , leur expérience & leur intégrité , & qui a le courage de les soutenir , comme Henri IV. soutint Sully contre les Favoris , les Maîtresses , les cabales de la Cour & les factions de l'Etat.

On dira peut-être encore qu'un Roi de France a assez de pouvoir par la constitution de ce Gouvernement pour soutenir un Ministre, qui arrête la corruption, réforme les abus, & dispense avec sagesse & économie les revenus publics. Mais on peut demander comment un Ministre qui voudroit faire la même chose, pourroit être soutenu dans un Gouvernement tel que le nôtre, où il seroit sûr d'avoir pour ennemis tous ceux qui auroient partagé si long-tems les dépouilles publiques, ou qui souhaiteroient de les partager, & où les ennemis auroient les occasions & les moyens de le supplanter, nonobstant la protection de son Maître. Je répons par le Parlement ; combien de Ministres avons-nous eus, à qui l'on pouvoit imputer beaucoup de mal, sans pouvoir leur attribuer aucun

bien arrivé à la Nation , & qui ont été long-tems soutenus par la faveur de la Cour , & la concurrence des deux Chambres que cette faveur & leur propre conduite leur avoient procurée ? Ces appuis seront-ils suffisans pour un Ministre méchant ou foible ? Et l'innocence & la capacité avec la même faveur & une meilleure conduite , ne seront-elles comptées pour rien ? Je ne puis penser si mal , même du siècle présent tout dégénéré qu'il est. Il est dégénéré sans doute ; mais j'ai entendu des gens se plaindre de cette dépravation qui l'avoient premièrement encouragée , & qui dans la suite l'alléguoient pour leur excuse.

Le pouvoir délégué d'un Ministre, sous la prérogative légale de la Couronne , est suffisant pour exécuter un système de réforme & d'économie

conomie dans le cours ordinaire des choses , si le Ministre l'a réellement pour objet , & toutes les fois que des pouvoirs extraordinaires manquent pour des opérations extraordinaires , comme cela doit arriver dans un Etat tel que le nôtre , ils seront efficaces s'ils sont accordés ; s'ils ne le sont pas, ceux qui les refusent souffriront eux-mêmes & non le Ministre , d'un refus dont ils sont responsables à la Nation. Le Rentier peut continuer à jouir d'un peu plus de revenu par ce refus, mais sa fortune sera moins sûre & plus exposée à quelque revers futur. Le Marchand continuera de commercer , celui qui a des terres , de labourer & semer , sans même avoir l'espérance de voir leur servitude adoucie , non pour d'honnêtes Créanciers seulement , mais pour des Usuriers & des Agioteurs , pour ces sangsues qui

se remplissent continuellement du sang de la Nation , & qui ne cessent jamais de le sucer. La Nation, en même tems sera réduite à la plus grande pauvreté ; & c'est particulièrement à ceux qui nous y ont presque réduits , de montrer que ce n'étoit pas là leur objet, en concourant vigoureusement avec les Citoyens courageux qui ont fait , & continueront à faire tous leurs efforts pour prévenir ce malheur.

Les difficultés que nous avons à surmonter ne seroient pas si grandes qu'elles le sont, nonobstant la grande profusion dont la dernière guerre a fourni l'occasion & le prétexte , si nous n'éprouvions pas dans cet exemple , comme nous l'éprouvons dans les autres , les fatales conséquences d'une administration précédente. On auroit pû dans ce tems pourvoir aisément au paye-

ment de nos Dettes ; quatorze ans même qui font un peu plus des deux tiers du tems qu'elle a duré , auroient été fuffifans pour les réduire à vingt millions. Si cela avoit été fait , la mémoire de la personne qui étoit à la tête de cette administration , & qui en avoit tout le pouvoir , auroit pû mériter d'être honorée.

Nourrifions dans nous - mêmes , & cultivons dans les autres des sentimens plus élevés & plus dignes du nom Anglois que ceux des personnes dont je parle. Plus les malheurs & les dangers de notre Nation font grands , plus grands devroient être les efforts de chaque homme en particulier pour foulager son Pays des uns , & par-là le préférer des autres. Nous sommes dans une crife qui doit tourner à la vie ou à la mort , & qui ne feroit aboutir à la

premiere , à moins qu'on ne se serve de remédes beaucoup plus efficaces que ceux des Charlatans , qui trouvent leur compte à pallier le mal & à prolonger la maladie. Pallier ou prolonger dans le cas ou nous sommes , ce seroit tuer , ou faire quelque chose de pis que de tuer , rompre entierement notre constitution pour rendre une maladie accidentelle , habituelle & incurable.

On diminuera, dit-on, un ou deux schelings par livre cette année sur la terre ; & tout ce qui manque pour le service courant par-dessus les deux schelings qui restent , & la Taxe sur la Dreche , sera emprunté sur le crédit du fonds d'amortissement à trois pour cent. L'appas sera tentant ; car toute diminution de Taxes doit l'être pour ceux qui ont succombé pendant si long-tems sous

le poids d'un si grand nombre d'impositions. Mais je puis hasarder de dire , que ce ne sera pas autre chose qu'un appas ; & que ceux qui l'avalent auront lieu de se repentir de leur imprudence , lorsqu'ils trouveront , comme ils trouveront très-probablement , que l'effet naturel de ces mesures doit empêcher la décharge d'aucune partie considérable de nos dettes , excepté dans un terme d'années beaucoup plus long que la prospérité , & même la sûreté de notre Gouvernement ne l'admet.

Je dis la sûreté aussi-bien que la prospérité : Quelques réflexions très-claires & très-naturelles , quoique faites par un petit nombre , justifieront ces expressions. Quant à la première , le Commerce nous a donné les richesses , les richesses nous ont donné le pouvoir , & le

pouvoir a élevé notre Isle au point d'avoir été dans un tems en état de faire tête à la France. Si nous désirons retourner au même état , nous devons retourner par les mêmes pas qui nous y ont élevés ; celui qui feroit un plan pour le payement de nos Dettes , sans avoir égard principalement à l'augmentation de notre Commerce , feroit un plan très-ridicule. Mais il seroit tout aussi ridicule de faire un plan pour ces deux objets , de maniere que l'un ni l'autre ne fût praticable.

La nécessité de diminuer les Taxes pour parvenir à l'augmentation de notre Commerce , devient une bonne raison , non pour l'étrange dessein auquel elle est appliquée par quelques-uns ; mais pour hâter toutes les opérations nécessaires pour éteindre nos Dettes , afin de hâter

cette diminution de Taxes qui deviendra praticable lorsqu'une partie de nos Dettes sera éteinte, & qui facilitera extrêmement la décharge du reste. La vérité est, que si nous différons ces opérations trop long-tems, nous pouvons n'être jamais en état de les faire avec le même avantage ; ni, en entretenant la paix avec nos voisins, de renouveler notre force aussi promptement qu'ils s'appliquent à renouveler la leur. Nos voisins ont souffert par les premières guerres, & se font épuisés par la dernière, aussi-bien que nous, quoique peut-être pas tant.

La France, par exemple, n'a pas contracté dans la dernière guerre plus d'un tiers de la Dette additionnelle que nous avons contractée dans le même tems, comme j'ai lieu de le croire sur de très-bonnes autorités : Elle a été en état d'af-

figner des fonds, qui payent l'intérêt de cette dette régulièrement & éteignent annuellement une partie du principal. Je ne connois pas si bien l'état actuel de l'Espagne : mais elle reçoit journallement les trésors des Indes Occidentales, & comme elle a été long-tems à sortir de son ignorance & de son ancienne indolence, elle paroît à présent s'appliquer à l'augmentation de ses forces maritimes, à perfectionner son Commerce, & même ses Manufactures domestiques. En un mot, on peut répéter ici ce qui a été dit plus haut : ceux qui se tireront plutôt de la misere commune, donneront la loi aux autres, ou seront du moins en état de ne la recevoir de personne.

Quant à la sûreté nationale, nous ferons bien d'observer combien le système de domination & de puis-

rance en Europe , est moins favorable à présent à nos intérêts & à nos vûes politiques , qu'il ne l'étoit lorsque nous entreprîmes de le changer. L'Espagne étoit prête à tomber , mais non tombée dans les mains de la France au commencement de ce siècle ; & quoique la Nation Espagnole , aussi-bien que la Cour , aient donné leur Monarchie après , pour en prévenir le démembrement , à un Prince de la Maison de Bourbon ; cependant de longues habitudes d'hostilité avoient inspiré aux Espagnols assez d'aversion pour un Gouvernement François. La fortune , & nous à la fin , nous avons fait si-bien , que les deux Nations sont à présent étroitement unies par intérêt & par habitude , & que l'Espagne est par conséquent plus que jamais éloignée de nous : les preuves n'en sont que trop

récentes , je crains même que nous n'en ayons encore d'actuelles.

La Frontiere de la France a été le grand support de sa puissance exorbitante , comme des hommes sages prévirent , il y a quatre-vingts ans , lorsque Louis XIV. commença à élever ce mur d'airain , qui atteint des Alpes à l'Océan , qu'elle le deviendrait. Cette Frontiere est à présent plus serrée que jamais par l'acquisition de la Lorraine. Les branches de la Maison de Bourbon ont pris racine en Italie aussi-bien qu'en Espagne. La France a appris par expérience à hausser & soutenir son crédit , & à étendre son Commerce pour la protection & le soutien duquel , elle paroît plus attentive que jamais à augmenter sa force par Mer ; une force qu'elle exercera toujours contre nous avec grand avantage à quelques égards ,

c'est-à-dire , pour ce qui est de l'ordre , de l'économie & de l'étroite discipline.

Tout l'Empire, excepté la Baviere & Cologne , nous a été attaché par inclination , aussi-bien que par intérêt , dans la guerre qui a commencé avec ce siècle. C'est tout le contraire à présent ; nous pouvons dire , & je crains bien que ce ne soit avec trop de vérité , que l'influence de la France en Allemagne est peu inférieure à ce qu'elle étoit , tandis que la ligue du Rhin subsistoit.

La République de Hollande , notre meilleur Allié , & en quelque sorte une barriere pour l'Angleterre , est dans un état de dissolution , & n'a ni au dehors , ni au dedans d'elle-même , ces moyens pour se rétablir par les conjonctures & par sa nature , qu'elle a eus en plusieurs occasions , depuis le

tems que son Gouvernement s'est formé.

Cette courte exposition peut servir à montrer combien il sera difficile, jusqu'à ce que nous ayons payé une bonne partie de nos dettes, & rétabli notre Pays, du moins en partie, dans son premier état de richesses & de puissance, de maintenir la dignité de la Grande-Bretagne, de la faire respecter au dehors, de la mettre à l'abri des dommages, ou même des affronts de la part de ses voisins. Cela peut paroître aisé, du moins je le soupçonne, à quelques personnes; mais je suis sûr que l'entreprise paroîtroit difficile à Burleigh & à Walsingham, s'ils venoient à ressusciter, nonobstant les succès qu'ils ont eus sous la Reine Elisabeth, en faisant beaucoup à peu de frais, & en employant l'économie beaucoup plutôt que la force.

Ces réflexions telles qu'elles se présentent naturellement à l'esprit , prouvent évidemment que la prospérité & la sûreté futures de ce Pays dépendent de la prompte diminution de nos Dettes nationales. Rien autre chose ne peut nous assurer efficacement contre le hasard des événemens qui peuvent être d'une fatale conséquence pour l'une & l'autre. L'expérience récente a fait voir combien nous sommes devenus peu propres à tous égards , excepté le courage de nos Matelots & de nos simples Soldats , à nous engager dans la guerre : ainsi je suppose que nous ne la provoquerons pas aisément ; mais on peut faire tomber sur nous la guerre , quoique nous ne la provoquions pas , & que nous n'allions pas au continent pour la chercher. Nous pouvons même être réduits à la

fâcheuse extrémité de choisir nécessairement ou d'augmenter notre dépense annuelle pour assurer nos droits , protéger notre Commerce & soutenir notre dignité , ou de demeurer dans une lâche inaction & de sacrifier tout. Je pense , j'espère même que nous ne prendrons pas ce dernier parti ; & cependant nous aurions de beaucoup plus grandes difficultés à vaincre dans notre situation présente , que nous n'en avons eues dans la première , quelque grandes qu'elles aient été , si nous tentions de faire ce qui fut alors si honteusement négligé. Nous ne pouvons augmenter nos dépenses à présent , & nous ne serons pas en état de le faire , tant que nous n'aurons pas acquitté quelque partie de nos Dettes nationales, sans engager le reste du fonds d'amortissement ; ce qui ôteroit bientôt toute espé-

rance de payer jamais aucune partie de ces Dettes , & ne nous laisseroit plus à engager que notre propre terre & notre Drèche : au lieu que si une partie considérable de ces Dettes étoit acquittée avant qu'il arrivât une nouvelle guerre , ou que nous fussions réduits à faire le choix dont j'ai parlé , nous nous trouverions nous-mêmes tant qu'elle dureroit , dans une beaucoup meilleure condition pour attaquer ou nous défendre , & nous pourrions être en état , aussi-tôt qu'elle seroit finie , de reprendre les mêmes opérations & de continuer dans cette attention aux grands objets de notre intérêt domestique.

Ces observations auront un grand poids sur les hommes qui sont en état de combiner tout ce qui est à combiner dans des occasions si importantes , & en réfléchissant sur le

passé, & observant le présent, de juger de l'avenir ; les seuls remèdes efficaces & par conséquent nécessaires, peuvent paroître violens même à ceux qui auront fait ces combinaisons ; mais ils considéreront, & tout homme doit considérer, que si nous ne pouvons pas supporter notre maladie, & si nous ne voulons pas souffrir notre Cure, il faut que le Corps politique périsse. Ce misérable état exciteroit avec justice l'indignation du Genre humain ; mais cette indignation devroit se tourner contre ceux qui nous y ont réduits, & non contre ceux qui voudroient nous en délivrer. Tel est le langage de la raison inspirée par l'amour du bien public ; mais l'intérêt particulier & des vûes bornées en dicteront un autre.

Les Rentiers se plaindront hautement

ment qu'ils font exposés à des réductions perpétuelles d'intérêt, qui n'ont servi à nul autre dessein qu'à nourrir la profusion de différentes administrations, & si l'on continuoit à prendre les mêmes voies, leurs plaintes seroient fondées, & les dommages qu'on leur causeroit seroient insupportables. Il est donc juste que ni eux ne consentent à cette nouvelle réduction d'intérêt que l'on peut appeller une nouvelle Taxe sur eux, ni les possesseurs de biens-fonds à cette ancienne & pesante Taxe sur la terre, à moins qu'on ne leur donne aux uns & aux autres les plus grandes sûretés que le tout sera employé à sa véritable destination. Il y aura encore des plaintes, & l'on nous représentera très-pathétiquement la triste condition à laquelle la Veuve & l'Orphelin, dont le petit, mais l'unique

bien est dans les fonds publics , seront réduits. La réponse cependant se présente d'elle-même ; si la Veuve & l'Orphelin qui ont leur fortune en argent souffrent par cette réduction d'intérêt ; la Veuve & l'Orphelin qui ont leur fortune en terre , souffriront par la continuation de la Taxe qu'elle supporte , & les uns & les autres doivent prendre leur part dans la calamité commune de leur Pays.

Mais la vérité est que la foible voix de la Veuve & de l'Orphelin sera peu entendue. Le grand bruit sera causé par les Agioteurs & les Usuriers , par les principaux Chefs de nos grandes Compagnies , qui nés pour servir & pour obéir , ont été élevés pour commander à leurs Supérieurs & au Gouvernement même. Ces hommes jetteront de grandes clameurs , & tâcheront par

des intrigues fourdes , aussi-bien que par le bruit , d'arrêter toute mesure qui tendra à émanciper le Gouvernement de leurs mains , pour faire du trésor du Roi ce qu'il doit être , le grand ressort du Crédit public , & la grande scene de tous les contrats rélatifs aux payemens & aux recettes publiques.

Que ces hommes donc apprennent à se soumettre & à raisonner comme fit le courageux Bateman , lorsque la réduction d'intérêt fut résolue en 1717. Il dit à Mylord Stanhope qu'il étoit bien aise que cette résolution eût été prise , parce que bien que son intérêt diminuât , il croiroit son principal plus assuré que jamais. Après tout , les plaintes de ce côté feront peu d'impression sur un Ministre qui sait que , nonobstant que de pareilles gens aient été employés lorsqu'on étoit

dans la nécessité de contracter de nouvelles Dettes, & que le Public comme un prodigue extravagant étoit obligé de traiter avec des Usuriers aux conditions qu'ils lui imposeroient, cependant ils ne doivent pas être consultés lorsqu'il s'agit de payer les Dettes & de tirer le public de leurs mains, qui sçait enfin qu'il a les bras plus longs qu'eux, & qui leur fait sentir qu'il est prêt à garder ou ne pas garder de mesures avec eux selon leur conduite ; qui poursuit constamment le sage & honnête dessein de rendre & sa propre administration, & toute administration future indépendante d'eux.

On trouveroit encore beaucoup d'opposition de deux autres côtés, le Pays & la Cour, dans lesquelles je craindrois que la moins plausible ne fût précisément celle qui réussît le plus.

Le Propriétaire de terre trouvera qu'il est dur qu'on ne le laisse pas jouir d'un peu d'aïse après avoir supporté le poids & la chaleur du jour durant le long cours d'une paix où l'on a dépensé beaucoup, & d'une guerre ruineuse. Tout ce qui se peut dire pour lui persuader qu'une diminution immédiate de la Taxe sur les terres est contraire à son intérêt, passera pour tromperie & paradoxe. Il raisonnera comme les Fermiers qui sont toujours effrayés d'une dépense immédiate, quoique des profits éloignés, mais grands, en doivent être la conséquence. Qu'un pareil homme réfléchisse & prenne leçon de ce qui s'est passé; il trouvera que tandis qu'il convoitait à la profusion, parce qu'il étoit flatté par des diminutions sur la Taxe de terre, on a contracté des Dettes qui lui ont

coûté beaucoup plus que la continuation de cette Taxe ne lui auroit coûté. Si nous nous rappelons les dix premières années du Règne du Roi d'à présent, nous y en trouverons la preuve la plus frappante. Que le même homme, après avoir jetté les yeux sur le passé, les tourne du côté de l'avenir : il verra que comme toute diminution de la Taxe de terre, étant suppléée du produit du fonds d'amortissement, ou en empruntant même à trois pour cent, sur le Crédit de ce fonds, doit prévenir, ou retarder, ce qui revient au même, la décharge de quelque partie considérable de notre Dette, il demeurera exposé à supporter la Taxe entière, qui sera rétablie à la première occasion, soit réelle ou supposée. Il peut se trouver lui-même après un peu de répit, sous le poids de la

même Taxe & d'une Dette augmentée, & voilà peut-être tout ce qu'il gagnera en refusant de porter un peu plus long-tems, pour l'amour de lui-même & pour un objet important, ce qu'il a porté plusieurs années, pour l'amour des autres & pour le soutien d'une guerre très-malheureuse ; car elle peut être estimée telle après que les François furent battus à Dettinghen.

De l'autre côté, s'il est assez sage pour souhaiter que les quatre schellings dans la livre sterling, soient continués pour quelques années, il aura sa part dans les bénéfices communs, de diminuer les Dettes de l'Etat, d'augmenter le Crédit public, de rendre le Commerce plus florissant & de rétablir la prospérité de la Nation. Il peut entretenir l'espérance consolante d'un tems où lui ou sa postérité ne seront plus

dans la nécessité de consentir à aucune sorte de Taxe sur la terre en tems de paix : puisque , par cette méthode , le produit annuel des autres fonds suffira plutôt , ou plus tard , pour défrayer la dépense annuelle du Gouvernement ; il peut acquérir un avantage qui le dédommagera amplement de ce qu'il pourra lui en coûter. Celles des Taxes, soit de l'Accise ou de la Douane , qui sont le plus à charge aux pauvres Laboureurs & à nos propres Manufacturiers, peuvent être réduites , du moins par degré , sans aucune interruption considérable des opérations nécessaires pour acquitter notre Dette nationale ; & quoiqu'il soit peu accoutumé à croire que les autres Taxes l'intéressent , autant que la Taxe sur la terre , il s'appercvra bientôt qu'une épargne sur le prix de tout ce qu'il
 doit

boit & mange , & sur celui de ses vêtemens , est un continuel & un grand dédommagement , pour tout ce que cette Taxe a tiré de lui , tandis qu'il a consenti à la continuer. Il trouvera qu'il gagne lui-même , non-seulement par ce qu'il épargne dans ses dépenses , mais par l'amélioration de son fonds ; car tout se tient dans le système politique , & les richesses & la prospérité d'une Nation sont intimément unies.

Le Courtisan se plaindra hautement , & avec autant d'arrogance que d'éclat , que tout retranchement sur nos dépenses annuelles , peut faire plus de mal , que l'épargne ne peut faire de bien. Mais je crois qu'il n'est pas difficile de prouver que trois schelings ou trois schelings & six sous dans la livre sterling , sur la terre , laissant alleg

le reste des quatre schelings au fonds d'amortissement, seroient plus que suffisans pour répondre à toutes les dépenses nécessaires en tems de paix. Les hommes sages sont capables de faire beaucoup avec peu ; les fous & les fripons sont toujours prêts à faire peu avec beaucoup. Les premiers savent que la bonne Politique consiste à observer deux sortes d'économie , la plus grande & la moindre : à proportionner par la premiere nos dépenses à nos circonstances & à celles de nos Voisins , & à le faire avec toute la frugalité que permettent ces circonstances combinées ensemble : à examiner par la seconde , de la maniere la plus réguliere & la plus scrupuleuse , l'administration du trésor public , depuis les plus hauts jusqu'aux plus bas Offices de l'Etat. Il est de la derniere importance ,

en ce tems sur-tout, que ces deux espèces d'Économie soient pratiquées. Notre bien être, notre sûreté même en dépend. Il faut que nous succombions sous le poids de nos Dettes, si nous ne les payons pas, & si nous commençons à les payer, sans pratiquer ces deux sortes d'Économie, l'image ridicule que j'ai vûe dans une gravûre Hollandoise, d'un homme travaillant & suant pour corder du chanvre, tandis qu'à l'autre bout un âne le déchire avec ses dents, aussi vite qu'il le corde, sera notre véritable Emblème.

L'extrême frugalité étoit un des moyens employés par le grand Ministre que j'ai cité, & le succès qu'il eut en de pareilles circonstances, devoit encourager la pratique de la même frugalité dans le cas où nous nous trouvons. Il employa

encore un autre expédient, qui n'est pas moins nécessaire en Angleterre, qu'il ne l'étoit en France, ni dans notre tems, qu'il ne l'étoit dans le sien. L'expédient que je veux dire, est de réformer les abus. M. le Duc de Sully fit de cette réforme un fonds assez considérable pour le paiement des Dettes publiques. Je ne décide pas, si nous pouvons ou non, faire la même chose aussi efficacement que lui: ceci du moins est certain, c'est qu'une telle réforme seroit cause que tous les services futurs s'exécuteroient à moins de frais pour le Public. On pourroit rassembler des matériaux, non pour une Brochure (a), mais pour

(a) M. le Comte DE BOLINGBROKE me paroît désigner ici un Ouvrage de ce genre imprimé en 1732. intitulé : *Observations sur le Commerce & sur l'amour du bien*

un Traité régulier sous des Chapi-

Public, par *Thomas Baston*. L'Ouvrage est rempli de Remarques très-judicieuses, mais sans aucun ordre. D'ailleurs s'il est d'un bon Citoyen, il n'est sûrement pas d'un Homme d'Etat. En 1734. il avoit paru une autre Brochure intitulée : *Examen des Affaires domestiques de l'Angleterre depuis l'Année 1721 jusqu'à ce tems*. Ce n'est pas seulement une plainte, c'est une vraie dénonciation de tous les abus dont parle Mylord BOLINGBROKE, dans l'administration du Gouvernement, surtout à l'égard des Fonds publics & des Dettes de l'Etat. Il est vrai que l'esprit de Parti qui y regne la rend suspecte ; mais on a beau se défier de l'Auteur Anonyme, peut-on se refuser à l'évidence des faits & à la solidité de ses raisonnemens ? *L'établissement, dit-il, des Fonds publics sur le Crédit de nos Taxes, a produit de plus grands malheurs que ces Taxes elles-mêmes, non-seulement en augmentant les moyens de corruption, & le pouvoir de la Couronne, mais par l'effet qu'il a eu sur l'esprit de la Nation, dont depuis les Mœurs ont changé ; de sorte qu'il est impossible de se rappeler le*

tres distincts, concernant les abus & la corruption qui prévalent parmi nous, dans chaque partie du service public, & les conséquences qui en résultent. Je ne fais pas même si l'on ne devoit pas entreprendre quelque Ouvrage de cette espèce, quelque odieux qu'il puisse paroître, puisqu'on ne fait rien pour réformer ces abus & pour arrêter cette corruption.

Ils ne faisoient que se glisser autrefois, mais depuis un certain tems c'est à grands pas qu'ils cheminent.

passé sans douleur & d'envisager l'avenir sans effroi. Les dépenses de notre Gouvernement sont la plupart engagées d'avance. Dans les tems de paix & de prospérité, comme il nous plaît de les appeller, nous contractons de nouvelles Dettes & nous créons de nouveaux Fonds; que faut-il donc que nous fassions dans les tems de guerre & de calamité publique, après avoir engagé tout le produit de nos Terres & nos Terres elles-mêmes? &c.

Conniver aux fraudes & peut-être les encourager, répandire la corruption, c'est ce qu'on a vû faire anciennement à des hommes en place, qui pour la plûpart avoient plus d'ambition que d'avarice, & qui élevoient par ces moyens un parti formidable qui pût être l'appui de leur pouvoir. Mais dans la suite du tems & dans des conjonctures favorables, la contagion est montée plus haut & s'est répandue encore davantage. Des hommes en place se sont associés à ceux qui ont imaginé les plus grandes fraudes ; les plus élevés de ceux qui gouvernoient, & les plus bas de ceux qui étoient gouvernés, ont contribué à proportion de leurs différens degrés à la rapine universelle. La plus grande fraude particuliere, dont on puisse trouver aucun exemple, étoit celle que les arrérages de

subfides aux Princes étrangers, & les arrérages de la paye aux Troupes étrangères, ont donné l'occasion & les moyens d'exécuter.

Je fens que la représentation que j'ai faite de la dégénération de notre Siécle & de notre Nation, peut donner occasion de dire, que ces choses même pour lesquelles je plaide, font impraticables. On demandera si l'on peut former quelque espérance de faire naître le désintéressement & l'amour du bien public, parmi des hommes qui n'ont d'autre principe que celui de l'intérêt particulier, qui vivent plus en Dividus ifolés, qu'en Compatriotes unis, qui se volent l'un l'autre, &, pour tout dire, font dans un état de Société civile, très-semblables aux Hommes d'Hobbes dans son état supposé de Nature? Je suis obligé d'avouer, quoiqu'à regret,

que l'entreprise est difficile ; mais plus elle est difficile , si nulle autre chose ne peut nous soulager du fardeau de Dettes qui nous accablent , ni prévenir les conséquences de le supporter plus long-tems , plus pour faire naître cet esprit & avancer ces mesures , chaque tentative , même la plus foible , & même la mienne , est recommandable. Les possesseurs de biens fonds sont les vrais Propriétaires de notre Vaisseau politique ; les Rentiers , comme tels , n'y sont que des Passagers. C'est aux premiers par conséquent que toutes les exhortations de prendre cet esprit devoient être adressées ; c'est à eux de donner l'exemple , & lorsqu'ils le feront , ils auront le droit d'exiger que les Passagers contribuent de leur part pour sauver le Vaisseau. S'ils se trouvent réfractaires , il faut leur dire qu'il y

a une Loi, en faveur du Public, plus sacrée & plus ancienne (car elle est aussi ancienne que la Société Politique) que toutes celles sur lesquelles ils voudroient se fonder, pour s'exemter de toute réduction d'Intérêt, & conséquemment de tout remboursement de leur principal, quoique cette réduction & ce remboursement soient absolument nécessaires pour rétablir la prospérité de la Nation, & pourvoir en même tems à sa sûreté. La Loi que j'entens, est celle dictée par la nature & la raison, qui déclare la conservation de la République supérieure à toutes les autres Loix.

Si l'on peut parvenir à une pareille coopération des Rentiers & des Propriétaires de terre, nous ne trouverons sous nos pas qu'un chemin facile & aplani, au bout du-

quel une perspective de prospérité Nationale s'ouvrira chaque année devant nous. Ce point de vûe sera d'un grand avantage & pour le dedans & pour le dehors du Royaume. Nous l'éprouverons dans l'augmentation de notre Crédit, dans la confiance que nos Amis auront en nous, & le respect que nos Ennemis même auront pour nous : un respect qui sera dû avec justice à un Peuple qui témoigne tant de vigueur au milieu de tant de misere, & qui prend des mesures efficaces pour rétablir la force de la Nation & reprendre son ancienne dignité, au-lieu de continuer à languir dans l'impuissance & le mépris.

L'homme qui n'est pas échauffé par des considérations telles que celles-ci, doit n'avoir aucune élévation d'esprit, aucun amour pour sa Patrie, aucun égard pour la Pos-

térité, pas même la moindre teinture de cette honêteté qui distingue un bon d'un mauvais Citoyen. Je fais que la futilité, l'ignorance & toutes sortes de débauches sont générales ; mais je fais aussi qu'elles ne sont pas universelles, & c'est pourquoi je ne désespere pas. A tout événement, le mérite de sauver notre Pays de la mendicité, est peu inférieur à celui de le sauver de l'esclavage. Ainsi ceux qui s'engagent dans une si bonne Cause, & qui s'attachent constamment à faire revivre cet Esprit Public comme à l'unique moyen de sauver cette Nation de la misère, de l'oppression & peut-être de la confusion, la conséquence ordinaire des deux autres, mériteront peut-être mieux, je ne crains pas de le dire, le titre d'*Ultimi Britannorum*, quand même ils échoueroient dans leurs projets,

par l'opposition des plus mauvais & des plus méprisables sujets de l'Angleterre , que l'usurier Brutus & Cassius , ce sévère exacteur de contributions ne méritèrent le titre d'*Ultimi Romanorum* , lorsqu'ils succomberent d'une autre façon sous les plus indignes Citoyens de Rome.

Après tout ce qui a été dit ici , & tout ce qui auroit pû être dit touchant la conduite de la Maison d'Autriche , depuis le regne du Roi Guillaume jusqu'au tems présent , il est à propos d'ajouter quelque chose par maniere de précaution , & de prévenir les fausses conséquences que l'on pourroit tirer de quelques prémices qui sont très-vraies.

Il est notoirement vrai qu'un esprit de bigotterie , de tyrannie , & d'avarice dans la Cour de Vienne ,

a maintenu long-tems les troubles en Hongrie, qui auroient pû être apaisés beaucoup plutôt qu'ils ne l'ont été. Ainsi l'on a entretenu une grande & constante diversion en faveur de la France, même dans un tems où les deux Maisons d'Autriche & de Bourbon étoient aux prises pour cette riche proie, la succession d'Espagne, jusqu'à ce que les troupes Françoises s'emparèrent de Passau, & que les mécontents de Hongrie levèrent des contributions dans les Fauxbourgs même de Vienne.

Il est de notoriété publique que, comme je l'ai dit plus haut, nous aurions pû n'avoir plus à faire qu'une guerre défensive contre la France, avec un Prince Autrichien sur le Thrône d'Espagne, à la mort de Charles II. si l'Empereur Léopold avoit voulu concourir dans les

mesures sages & praticables que le Roi Guillaume lui avoit proposées.

Il n'est pas moins connu que nous aurions pû éviter la défaite à Almanza , & soutenir beaucoup mieux la guerre en Espagne , si une prédilection pour les acquisitions en Italie n'eût pas déterminé le Conseil de Vienne à précipiter l'évacuation de Mantoue, où une armée de François étoit bloquée après la bataille de Turin , au lieu que par ce moyen on la laissa partir contre l'opinion de la Reine & des Etats Généraux , assez à tems pour nous battre à Almanza.

Enfin , car je ne veux pas descendre dans de plus grandes particularités , il est très-certain que nous aurions pû prendre Toulon , & porter la guerre dans les meilleures Provinces de France ,

objet pour lequel la Reine Anne avoit fait à grands frais tous les préparatifs nécessaires , si les Autrichiens n'eussent pas détaché précisément en ce tems douze mille hommes de l'expédition de Naples , & si le Prince Eugene n'eût pas montré trop visiblement devant des personnes encore vivantes , que la prise de Toulon étoit la moindre de ses inquiétudes.

Ces faits suffisent pour faire voir combien la Politique fautive de la Cour de Vienne a surchargé ses Alliés pendant plus d'un demi siècle , & qu'elle seule a fait échoüer le grand dessein que ses Alliés , & l'Angleterre en particulier , avoient si fort avancé pour elle , aux dépens de tant de sang & de tant de trésors. D'où il est arrivé , que dans ce Royaume plusieurs sont prêts à conclure de ces faits & de quelques autres

autres de la même espèce postérieurs à ceux-ci, que notre expérience devoit nous apprendre à négliger les intérêts de la Maison d'Autriche, & à ne pas nous embarrasser de tout ce qui se passera sur le continent dans le tems à venir; mais sûrement de pareilles conclusions sont fausses. Le principe de notre conduite étoit juste: nous ne sommes à blâmer que pour avoir pris nos mesures de travers. C'étoit notre négligence de l'intérêt général de l'Europe, depuis le Traité des Pyrénées, jusqu'à la révolution de notre Gouvernement en 1688. qui avoit donné à la France le tems & les moyens suffisans pour acquérir une Puissance exorbitante. Ç'a été un zèle sans connoissance, & une étrange soumission à des intérêts particuliers qui ont presque épuisé cette Nation, & qui ont rendu inu-

tiles tous nos efforts pour le bien Public depuis ce tems. Nous pouvons changer ceci : quant au principe Politique , nous ne le pouvons faire tant que le partage des Puissances & États sera le même en Europe. Nous sommes une Isle à la vérité ; mais si une Puissance supérieure donne la loi au Continent , je crains qu'elle ne nous la donne aussi dans des articles essentiels. Nos grands Peres appréhenderent avec raison la Puissance exorbitante de la Maison d'Autriche , & crurent que les prétentions de Marie Reine d'Ecosse , même lorsqu'elle étoit prisonniere , pouvoient fournir à cette Maison ambitieuse l'occasion & les facilités comme elles ne le firent que trop , de troubler notre paix & même d'envahir notre Isle. La Puissance exorbitante de la Maison de Bour-

bon donne pour le moins à cet égard, aussi-bien qu'à d'autres, les mêmes sujets d'appréhension. Il est par conséquent de notre intérêt d'entretenir la rivalité entres les familles d'Autriche & de Bourbon ; & à cet effet d'assister la premiere à chaque occasion contre la derniere, autant que le demande, non son ambition particuliere, mais l'intérêt commun de l'Europe ; & autant que nos circonstances nationales peuvent nous le permettre, de mesurer touûjours notre assistance à ses besoins.

Telles sont les mesures & les proportions suivant lesquelles seules, les Sociétés Politiques doivent s'engager dans une Alliance & s'assister l'une & l'autre. Il y a un amour-propre Politique, aussi-bien que Naturel : Le premier doit être pour chaque Membre d'une

République , le même principe déterminant d'action , lorsque l'avantage Public y est intéressé , que le dernier le fera très-certainement au même homme toutes les fois que son intérêt particulier l'exigera. J'ai souvent entendu dire d'un homme qu'il étoit ami ou ennemi de la Maison d'Autriche , & d'un autre qu'il étoit ami ou ennemi de la Maison de Bourbon. Mais d'ordinaire la passion & le préjugé dictent ces expressions ; comme les sentimens qu'elles supposent , toutes les fois qu'ils sont réels , doivent venir de ces causes , ou d'une autre qui est encore pire , de la corruption. Un Prince & un Peuple sages n'ont d'égard pour les autres Etats , que celui qui naît de l'accord ou de la répugnance de leurs différens intérêts ; & par conséquent , cet égard doit varier , comme ces intérêts va-

rient dans la fluctuation perpétuelle des choses humaines. La Reine Elisabeth & son Peuple s'opposèrent à la Maison d'Autriche, & soutinrent la Maison de Bourbon dans le seizième siècle. La Reine Anne & son Peuple se sont opposés à la Maison de Bourbon, & ont soutenu celle d'Autriche dans le dix-huitième. La première, à la vérité, en employant des Conseils plus sages; la seconde, avec des forces plus considérables. La conduite de la première a enrichi notre Pays; les efforts de la dernière l'ont appauvri.

Ces RÉFLEXIONS ont été écrites jusqu'à cet endroit, dans l'année 1749. mais n'ont jamais été finies.

Fin du premier Volume.

Introduction
 Chapitre I. De la nature et des propriétés
 Chapitre II. De la formation et de la structure
 Chapitre III. De la croissance et du développement
 Chapitre IV. De la nutrition et de la digestion
 Chapitre V. De la circulation et de la respiration
 Chapitre VI. De la régulation et de l'homéostasie
 Chapitre VII. De la reproduction et de l'évolution
 Chapitre VIII. De la santé et de la maladie
 Chapitre IX. De la médecine et de la pharmacologie
 Chapitre X. De la chirurgie et de la chirurgie dentaire
 Chapitre XI. De la psychologie et de la psychiatrie
 Chapitre XII. De la sociologie et de l'anthropologie
 Chapitre XIII. De l'économie et de la géographie
 Chapitre XIV. De l'histoire et de la philosophie
 Chapitre XV. De l'art et de la littérature
 Chapitre XVI. De la science et de la technologie
 Chapitre XVII. De la religion et de la spiritualité
 Chapitre XVIII. De la culture et de la civilisation
 Chapitre XIX. De la politique et de la gouvernance
 Chapitre XX. De la justice et de l'éthique
 Chapitre XXI. De la famille et de la vie sociale
 Chapitre XXII. De la jeunesse et de la vieillesse
 Chapitre XXIII. De la santé publique et de la prévention
 Chapitre XXIV. De la recherche scientifique et de l'innovation
 Chapitre XXV. De la communication et de la culture de masse
 Chapitre XXVI. De la mondialisation et de la diversité culturelle
 Chapitre XXVII. De la durabilité et de l'environnement
 Chapitre XXVIII. De la paix et de la coopération internationale
 Chapitre XXIX. De la culture numérique et de la technologie de l'information
 Chapitre XXX. De la résilience et de l'adaptation aux changements

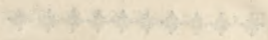


T A B L E

DU PREMIER VOLUME.

D I S C O U R S I. <i>Du Com-</i> <i>merce,</i>	Page I
D I S C O U R S II. <i>Du Luxe,</i>	48
D I S C O U R S III. <i>De l'Argent,</i>	94
D I S C O U R S IV. <i>De l'Intérêt,</i>	137
D I S C O U R S V. <i>De la Balance du Com-</i> <i>merce,</i>	177
D I S C O U R S VI. <i>De la Balance du Pou-</i> <i>voir,</i>	235
D I S C O U R S VII. <i>Des Taxes,</i>	263
D I S C O U R S VIII. <i>Du Crédit public,</i>	283
RÉFLEXIONS POLITIQUES <i>sur l'Etat</i> <i>présent de l'Angleterre, principale-</i> <i>ment à l'égard de ses Taxes & de ses</i> <i>Dettes, & sur leurs causes & leurs</i> <i>conséquences,</i>	331

Fin de la Table.



T A B L E

DU PREMIER VOLUME.

DISCOURS I. De l'Etat de la France, page 1

Discours II. De l'Etat de la France, page 43

Discours III. De l'Etat de la France, page 95

Discours IV. De l'Etat de la France, page 147

Discours V. De la Balance du Commerce, page 177

Discours VI. De la Balance du Commerce, page 227

Discours VII. De l'Etat de la France, page 287

Discours VIII. De l'Etat de la France, page 337

Discours IX. De l'Etat de la France, page 387

Discours X. De l'Etat de la France, page 437

Discours XI. De l'Etat de la France, page 487

Discours XII. De l'Etat de la France, page 537

Discours XIII. De l'Etat de la France, page 587

Discours XIV. De l'Etat de la France, page 637

Discours XV. De l'Etat de la France, page 687

Discours XVI. De l'Etat de la France, page 737

Discours XVII. De l'Etat de la France, page 787

Discours XVIII. De l'Etat de la France, page 837

Discours XIX. De l'Etat de la France, page 887

Discours XX. De l'Etat de la France, page 937

Fin de la Table.





